

Prix : 2.500FCFA

Réseau Scolaire 77 199 21 68

FASCICULE

RESEAU SCOLAIRE

ECONOMIE

TERMINALE G

1

RESUMES COURS/EXERCICES/CORRIGES
113 PAGES PDF GRATUIT



Prix :2.500FCFA mais 2.000FCFA pour les partenaires

- **Résumés cours : termes développés sont :**
- Les déséquilibres économiques
- Croissance Développement Sous développement
- Mesure de la croissance et du développement
- Les facteurs de la croissance
- Limites des indicateurs de croissance et développement
- Les échanges extérieurs
- Qu'est ce que les SMI ?
- Le système monétaire de la zone franc
- La balance des paiements
- Les indicateurs des échanges extérieurs
- Évolution des échanges internationaux
- Les théories des échanges extérieurs
- La notion d'intégration
- Etat et régulation économique
- Le chômage
- FIN DE RESUME
- **EXERCICES sur :.....Page 59**
- Conseils méthodologiques
- Croissance et développement
- Echanges extérieurs
- Etat et régulation économique

RESUMES COURS

Les déséquilibres économiques

Section1 : L'inflation

1- Définition : l'inflation est un déséquilibre entre deux types de flux (flux monétaire et flux réel) dont la manifestation est une hausse durable et généralisée des prix.

2- Mesure de l'inflation : on utilise l'indice des prix à la consommation (IPC) pour calculer le taux d'inflation. En effet il s'agit de choisir un certain nombre de produits représentatifs à la consommation des ménages et de calculer la moyenne pondérée par la quantité consommée. INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) utilise 266 postes de consommation.

IP_t = l'indice des prix à la consommation à la date t

IP_{t-1} = l'indice des prix à la consommation à la période t-1

T_i = le taux d'inflation

3- Les causes de l'inflation : La théorie économique distingue plusieurs causes de l'inflation.

3

a- L'inflation par la monnaie : on voit dans la hausse des prix le résultat d'une création monétaire excessive. Elle provient donc d'une quantité de monnaie excessive ou plus exactement d'une croissance de la masse monétaire trop importante par rapport à la croissance de la production

b- L'inflation par la demande : elle explique la hausse des prix par un déséquilibre entre l'offre de bien qui est insuffisante par rapport à la demande de consommation.

c- L'inflation par les coûts : Elle met en cause un ou plusieurs coûts de production. Elle se traduit par une répercussion sur les prix de vente d'une augmentation du prix des matières premières, des salaires ou les coûts auxquels les entreprises doivent faire face.

Une hausse du prix du pétrole peut aussi se répercuter sur l'ensemble des prix de l'économie (il s'agit d'une inflation importée ; c.-à-d liée à l'augmentation du prix du bien importé). Si les salaires augmentent de façon plus rapide que les gains de productivité, alors le coût du travail augmentera et sera peut être répercuté sur les prix de vente.

L'inflation peut aussi résulter des frais financiers élevés qui se répercutent sur le prix de vente.

d- L'inflation par la structure des marchés : on peut avoir une inflation dans les cas suivants :

- Allongement des circuits commerciaux avec l'existence d'intermédiaires commerciaux très nombreux.
- Une faible mobilité des facteurs de production
- Puissance des oligopoles ou monopoles qui impose un prix supérieur à celui de la concurrence

4- Les conséquences de l'inflation :

Les conséquences de l'inflation sont d'ordre économique et social.

a- conséquences économiques

Une inflation rampante de quelques points de pourcentage par an, ne constitue pas une menace grave pour l'économie. Elle peut même stimuler l'activité économique. En effet, lorsque les prix augmentent sur le marché, les entreprises trouvent des opportunités à augmenter leurs productions pour gagner beaucoup de profits ; elles vont en même temps embaucher en créant de nouveaux emplois. Tant que ses effets n'affectent le pouvoir d'achat des ménages, l'activité peut être dynamique.

Une inflation galopante qui résulte de la hausse des coûts des matières premières, des biens d'équipement, diminue la compétitivité de l'économie, car les prix des produits nationaux deviennent chers.

En période d'inflation les détenteurs de liquidités se retrouvent avec de la monnaie dépréciée qu'ils cherchent à dépenser (fuite devant la monnaie). Les industriels et commerçants augmentent leur endettement car les prix montent plus vite que les coûts.

En période d'inflation, la valeur de la dette baisse, car on paie avec de l'argent déprécié.

b- conséquences sociales

L'inflation diminue le pouvoir d'achat ou le revenu réel des agents économiques (on arrive plus à acheter les quantités qu'on pouvait acheter avant, avec son revenu) : elle accroît la pauvreté

Les titulaires de revenus fixes comme les salariés et les titulaires de comptes à terme s'appauvrissent.

Sur une longue période une instabilité sociale risque de s'installer, car les syndicats s'organisent, revendiquent une hausse des salaires. Les entreprises rencontrent des problèmes liés à la hausse des coûts de production, diminuent leurs investissements et les emplois (le chômage s'aggrave).

Croissance Développement Sous développement

Croissance économique : elle signifie l'augmentation soutenue et auto entretenue du volume de la production de biens et services dans une économie sur une longue période.

Croissance endogène : développée par Paul Romer, c'est la croissance due aux influences réciproques des facteurs de production des différents secteurs d'activité de l'économie. Elle peut s'expliquer par la qualité de l'investissement ou le matériel et immatériel utilisé

Croissance intensive : est une conséquence d'une utilisation plus efficace des facteurs de production due au progrès technique.

Croissance extensive : résulte principalement de l'augmentation des facteurs de production mis en œuvre.

Croissance Zéro : C'est l'arrêt de la croissance à cause de ses dégâts (halte à la croissance) préconisé par le rapport du MIT à l'initiative du Club de Rome.

Expansion : la production, la consommation, les profits les salaires et l'emploi augmentent. C'est un accroissement temporaire et réversible des quantités produites ; elle est conjoncturelle.

La crise : Après l'expansion on a la crise qui est le point de retournement de la conjoncture et qui débouche sur une récession ou dépression.

5

La dépression : la dépression est une baisse de l'activité économique. il se produit une contraction de l'activité : la production, la consommation, les profits, les salaires et l'emploi diminuent. au cours de cette phase le chômage s'accroît

La récession : la récession est une phase de ralentissement de l'activité économique. Elle peut se situer dans l'expansion ou la dépression. c'est un phénomène conjoncturel

La reprise : l'activité économique reprend sur de nouvelles bases : une nouvelle phase d'expansion apparaît

Le trend : le trend est une ligne qui matérialise la tendance sur une longue période de la croissance de la production.

Le cycle économique : la combinaison d'expansion, de récession, de dépression ou de crise est appelée cycle économique

Prix : 2.500FCFA

Réseau Scolaire 77 199 21 68

Développement : D'après François Perroux, c'est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global »

Développement durable : Défini par les Nations Unies en 1987, c'est le développement qui assure la satisfaction des besoins des générations actuelles sans compromettre celle des besoins des générations futures.

Développement humain : l'ensemble des transformations des manières de vivre et de penser généralement associées à la croissance du niveau de vie.

Le sous développement : situation dans laquelle les conditions économiques, politiques, culturelles empêchent un pays de satisfaire les besoins fondamentaux de ses populations.

Tiers Monde : l'expression pays du Sud fait allusion au pays de l'hémisphère Sud

les pays sous développés : sont ainsi appelés pour caractériser un retard de développement d'après la théorie libérale de Rostov

les pays de la périphérie : représentant les pays marginalisés d'après les Marxistes

les pays en développement : expression préférée par l'ONU car tout pays déclenche un processus pour tendre vers le développement, quel que soit sa situation.

La pauvreté relative : c'est un seuil fixé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population, avec comme référence le revenu médian.

La pauvreté absolue : est l'état d'une personne ou d'une collectivité vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Seuil de pauvreté : panier de biens alimentaires et non alimentaires nécessaires à la survie quotidienne de l'homme (2400 calories par jour et 1800 pour l'extrême pauvreté)

2. Mesure de la croissance et du développement

2.1 Croissance économique :

Pour mesurer la croissance il est nécessaire d'utiliser des indicateurs représentatifs et synthétiques tenant compte de l'ensemble des biens produits. Il suffit de calculer leur progression en pourcentage. Les indicateurs retenus sont le PIB ou le PNB (en volume ou à prix constant). Le taux de croissance se définit alors comme la variation relative du PIB en volume d'une année sur l'autre :

$$\frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_{t-1}} \times 100$$

$$PIB \text{ en volume} = \frac{PIB_{\text{en valeur}}}{IPC} \times 100$$

Sur une longue période le taux de croissance est une moyenne des taux de croissance annuel des différentes années de la période.

Soient TCAM = Taux de Croissance Annuel Moyen
 Ou TAAM = Taux d'Accroissement Annuel moyen
 PIB_n = PIB de l'année n
 PIB_0 = PIB de l'année zéro

$$TCAM = TAAM = \left(\left(\frac{PIB_n}{PIB_0} \right)^{\frac{1}{n}} - 1 \right) \times 100$$

7

2.2 Développement

Avec quels outils mesure-t-on le développement ?

2.2.1 Les indicateurs économiques

ils servent à mesurer les performances économiques enregistrées dans une économie.

- **Les indicateurs de résultat** : Le plus utilisé est celui de la banque mondiale qui est le PNB/hbt. (PNB per capita). Il exprime le niveau de vie. IL s'agit de rapporter la richesse créée à l'ensemble des habitants d'une économie. Ainsi on distingue en 1998
 - les pays à revenus faibles : $(PNB/hbt \leq 760)$
 - Les pays à revenus intermédiaire : $761 \leq PNB/hbt \leq 9361$
 - Les pays à revenu élevé : $PNB/hbt \geq 9361$

Il faut noter cependant que cet indicateur a beaucoup de limites:

- Dans certains pays (pays socialistes) cet indicateur est largement surestimé
- Dans les pays en développement le PNB omet beaucoup d'informations : les prix des services est très faibles, le résultat de beaucoup d'activités ne sont pas comptabilisées (autoconsommation , le secteur information, l'économie souterraine ...)
- L'unité monétaire utilisée pour la comptabilité internationale est le dollar alors que chaque pays comptabilise dans sa propre monnaie avant de convertir (problème de variation du dollar). Pour corriger cette dernière imperfection, on utilise les parités pouvoir d'achat (PPA) des monnaies qui expriment non plus leur parité nominale avec le dollar mais la quantité de biens et de services à quoi elles correspondent.
La PPA permet de faire comme si l'on avait un seul système mondial de prix pour mesurer le PNB ou le PIB des différents pays.
La PPA est un taux est un taux de change qui permet d'acheter à des conditions identiques la même quantité de biens dans deux pays différents.
- Le PNB cadre la manière dont des richesses ont été réparties et non le degré de pollution.

• les indicateurs du degré d'industrialisation

8

Pour mesurer les performances industrielles on utilise :

- La part de l'industrie dans le PNB : on considère que plus l'industrie d'un pays est forte, plus la contribution à la formation de la richesse nationale sera importante.
- La consommation d'énergie : son importance suppose une forte présence d'unités de production et une consommation élevée. elle est exprimée en kg équivalent pétrole.
- Le niveau des infrastructures : il s'agit des routes des voies ferrées, ports, aéroports, hôpitaux, barrages, réseaux d'assainissement, réseau d'eau, réseau d'électrification, les ponts... Leur nombre et leur qualité renseignent sur le dynamisme de l'activité économique et le niveau de vie de la population
- La répartition sectorielle de la population active : plus une économie se développe, plus les secteurs secondaire et tertiaire se développent . le développement se caractérise par un transfert de la population active du secteur primaire vers le secteur secondaire et tertiaire (loi des secteurs)

2.2.2 les indicateurs sociaux

Parmi les indicateurs sociaux du développement nous pouvons retenir la

qualité de la nourriture, l'état de la santé, le taux de scolarisation, le taux d'alphabétisation ...

- La qualité de la nourriture : elle est déterminée par ration alimentaire quotidienne. Dans les pays sous-développés il est difficile de manger en qualité. Des maladies dues à l'avitaminose (manque de vitamines) comme le béribéri et la sous alimentation sont fréquentes dans ces pays. La productivité du travail et la santé de la population sont à chaque fois affectées négativement par cette carence de vitamine.

- L'état de la santé : Dans un pays l'état de la santé est déterminé par le nombre de médecin par habitant, les infrastructures de santé (hôpitaux, dispensaires, case de santé ...) et la part du budget affectée à la santé. L'état de la santé et la qualité de la nourriture ont une influence directe sur l'espérance de vie des populations.

- le taux de scolarisation : La scolarisation scolaire et universitaire est déterminée par les moyens didactiques (livres, cahiers , crayons...), les infrastructures (écoles primaires, collèges, lycées, universités...), la part du budget affectée à l'éducation , le personnel (nombre et qualité des enseignants), etc.

- le taux d'alphabétisation : c'est le nombre de personnes qui savent lire et écrire sur un échantillon de cent individus tirés de la population totale.

- L'urbanisation et l'habitat : le nombre d'individus de la population qui vivent dans les villes, le rythme d'agrandissement des villes et la qualité de l'habitat

- espérance de vie : le nombre d'années en moyenne que peut espérer vivre un individu tiré d'une population si les taux de mortalité de cette population à sa naissance restent inchangés.

- les indicateurs composites : il y a l'indicateur de développement humain (IDH), indicateur de liberté humaine (ILH), l'indicateur de pauvreté humaine (IPH) et l'indicateur sexo spécifique du développement (ISDH).

- l'indicateur de développement humain (IDH) :L'IDH est un indice statistique permettant d'évaluer le niveau de développement humain des pays .Il prend en compte trois(3) dimensions: la longévité, le savoir et le

niveau de vie .

Les pays sont classés en 4 groupes : très élevé (IDH supérieur à 0,9), élevé (entre 0,8 et 0,9), moyen (entre 0,5 et 0,8) et faible (inférieur à 0,5).

2.3 Calcul de l'IDH

• **la longévité** : elle est mesurée par l'espérance de vie. On appelle espérance de vie le nombre d'années qu'espère vivre un nouveau né si les conditions à sa naissance restent maintenues .Elle est comprise entre un minimum de 25 ans et un maximum de 85 ans.

Soit EDVN, l'espérance de vie à la naissance dans un pays donné ; l'indice dimensionnel (ID) de l'EDVN est calculé de la manière suivante:

$$\begin{aligned} \text{ID (EDVN)} &= (\text{EDVN} - 25) \div (\text{max} - \text{min}) \\ &= (\text{EDVN} - 25) \div (85 - 25) \\ &= (\text{EDVN} - 25) \div 60 \end{aligned}$$

• **Le savoir ou l'instruction** : Pour mesurer le niveau de savoir deux indicateurs sont retenus : le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation.

Le taux d'alphabétisation des adultes est le pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus qui peuvent lire, écrire et comprendre un texte court et simple portant sur leur vie quotidienne. Le taux brut de scolarisation est le pourcentage d'élèves et d'étudiants inscrits dans un cycle d'enseignement. Ces deux taux sont compris entre 0 et 100%.

Soient Ia, l'indice d'alphabétisation des adultes et Ta, le taux d'alphabétisation du pays considéré

$$\text{Nous avons } I_a = (T_a - \text{min}) \div (\text{max} - \text{min})$$

$$\text{Min} = 0 \text{ donc } I_a = T_a \div \text{max}$$

Is, l'indice de scolarisation et Ts, le taux de scolarisation

$$\text{On a } I_s = (T_s - \text{min}) \div (\text{max} - \text{min})$$

$$\text{Min} = 0\% \text{ donc } I_s = T_s \div \text{max}$$

L'indice du niveau d'instruction (INI) est :

$$\text{INI} = (2 \times I_a + I_s) \div 3$$

• **l'indice du niveau de vie** : Le niveau de vie est mesuré par le produit intérieur brut par habitant parité du pouvoir d'achat (PIB/hbt PPA). Il est exprimé en dollar parité du pouvoir d'achat (PPA) La parité du pouvoir d'achat est le taux de change qui permet d'acheter dans les mêmes conditions le même produit dans deux pays différents.

Le minimum du PIB par habitant est égal à 100 et son maximum 40 000

Soient PIB/hbt le PIB par habitant

INV l'indice de niveau de vie du PIB par habitant

$$INV = (\text{Log PIB/hbt} - \text{Log } 100) \div (\text{Log } 40\,000 - \text{Log } 100)$$

$$INV = (\text{Log PIB/hbt} - 2) \div 2, \rightarrow 60206$$

L'indicateur de développement humain (IDH) est une moyenne de trois indices, la formule qui nous permet de le calculer est :

$$IDH = [ID (EDVN) + INI + INV] \div 3$$

les limites de l'IDH : L'IDH est une moyenne nationale qui ignore les conditions individuelles et qui masque les inégalités dans les pays. Dans le calcul de l'IDH certains aspects qualitatifs (démocratie, liberté...) ne sont pas pris en compte

Comme tous les agrégats dans le calcul de l'IDH il y'a la fiabilité des statistiques qui se posent. En effet le taux d'alphabétisation qui signifie savoir lire et écrire n'a pas d'importance, le plus important c'est savoir se servir de ses connaissances ; l'espérance de vie est une moyenne qui cache les conditions de vie des populations. Le PIB a des limites liées à sa surévaluation ou à sa sous évaluation. En plus de ces limites il y'a aussi la pondération des indices élémentaires qui n'est pas partagée.

3. Les facteurs de la croissance

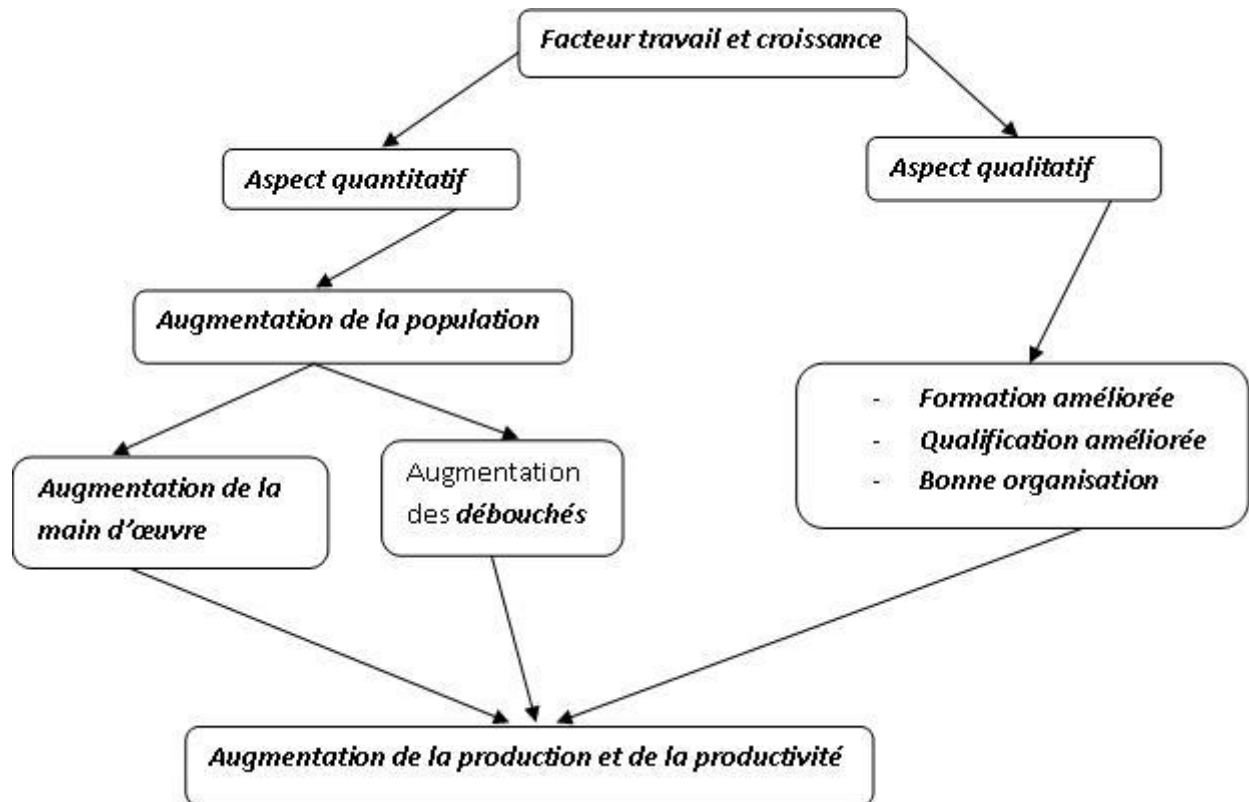
La croissance économique est obtenue par l'augmentation des facteurs de production et/ou de la productivité. Parmi les facteurs explicatifs de la croissance, nous pouvons retenir le facteur travail et le facteur travail.

11

Le facteur travail : le facteur travail dépend de la démographie. Dans le processus de production il peut être appréhendé sous son aspect quantitatif et qualitatif.

La quantité de facteur travail disponible dépend de la variation de la population totale, de la variation de la population active, de l'allongement de la durée de travail, de l'allongement de l'âge de la retraite de la réduction des jours de congé...Un accroissement de la population active permet sous certaines conditions, une augmentation de la production.

Voici comment le facteur travail agit sur la production.



Le facteur capital : Le facteur capital comporte le capital financier et le capital technique.

Le capital technique (équipement, véhicule, installations, bâtiments administratifs, écoles, routes) est le fruit d'une épargne suivie d'un investissement. Avec l'épargne les entreprises réalisent des investissements. Plus l'investissement est élevé plus forte est la croissance. on a pu constater que pendant les 30 glorieuses (30 années qui ont suivi 2ème guerre mondiale), les pays qui avaient les plus forts taux d'investissement avaient connu les plus forts taux de croissance.

Exemple : le Japon qui avait un taux d'investissement de 30% a connu un TCAM d'environ 8.5%. Ce mécanisme investissement - croissance est mis en évidence par Keynes à travers le multiplicateur keynésien

$$\Delta R = k * \Delta I \quad k = \Delta R / \Delta I$$

$$I = E \rightarrow k = \Delta R / \Delta E$$

Le revenu est soit consommé (C) soit épargné (E)

$$R = C + E \rightarrow \Delta R = \Delta C + \Delta E$$

$$\Delta E = \Delta R - \Delta C$$

$$1 = pms + pmc$$

$$1 = s + c$$

$$K = 1/1 - c \rightarrow K = 1/s \quad \text{donc } \Delta R = \Delta I/1/s$$

Selon J. M. Keynes, une augmentation de l'investissement va entraîner un accroissement du revenu k fois plus élevé que l'investissement initial. Ceci est dû au multiplicateur d'investissement k . Exemple : un Etat qui injecte 100 milliards de FCFA pour créer des infrastructures. Les commandes passées aux entrepreneurs qui fabriquent les biens nécessaires sont équivalentes à 100 milliards de FCFA.

$$\text{Si la Pmc } c = 0.75 \text{ on aura } 100 k = 100 * 1/1-0.75$$

$$= 100 * 1/0.25$$

$$= 100 * 4$$

$$= 400$$

L'augmentation de 100 milliards donne finalement un revenu de 400 milliards de FCFA.

Le multiplicateur peut être défini comme un coefficient qui multiplie un supplément d'investissement global de revenu à la fin d'une série de vagues ou d'ondes successives de dépenses.

- **Remarque** : si la demande de l'économie est faible l'Etat peut augmenter les investissements (variable autonome), puis les revenus et la demande (effets contra-cycliques de l'investissement) Donc l'intervention de l'état peut relancer la demande et créer des emplois. Mais cette intervention peut provoquer un effet d'éviction défini comme étant une conséquence d'un déficit budgétaire financé par le recours des pouvoirs publics à l'emprunt qui provoque un déplacement des ressources d'épargne disponible vers le secteur public au détriment des entreprises privées. Son résultat est une hausse du taux d'intérêt (car la demande de capitaux s'accroît) dommageable pour l'activité économique. Il faut ajouter que le multiplicateur joue dans les deux sens (positif comme négatif). Ce mécanisme explique l'expansion et la récession ; il peut aussi jouer en faveur de l'étranger si les biens d'équipement sont importés (cas des pays sous développés)

- **L'effet accélérateur**: L'accroissement du revenu du à l'augmentation des investissements engendre une hausse de la demande qui nécessitera un investissement supplémentaire (variable induite).

$$\Delta I \text{ (autonome)} \Delta R \Delta D \Delta I \text{ (induite)}$$

Lorsque le revenu augmente, la demande augmente. Cette augmentation de la demande va entraîner à nouveau une augmentation de l'investissement. Les entreprises vont recruter encore de la main d'œuvre ; ce qui augmente à nouveau les revenus distribués puis la demande ensuite l'investissement....

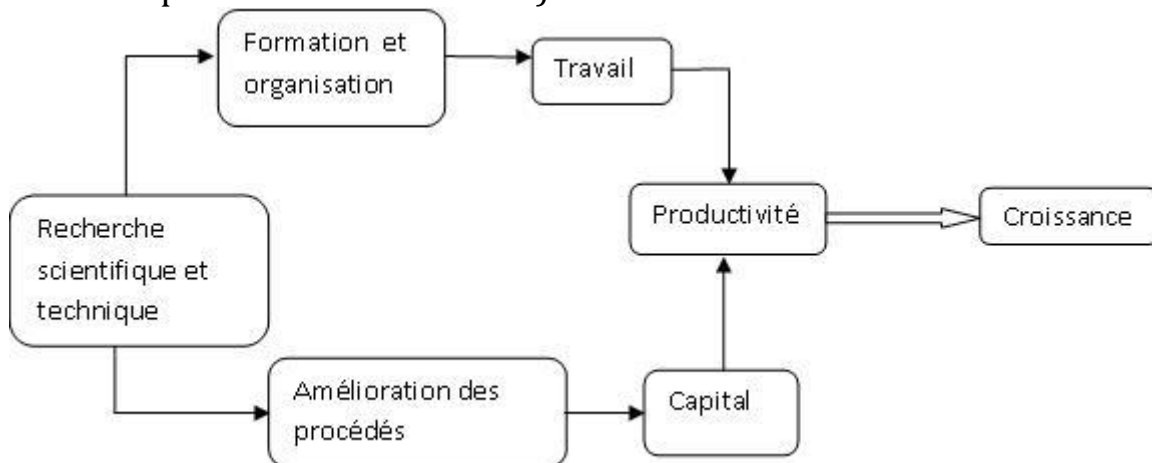
Nous avons donc ce qu'on appelle le cercle vertueux de la croissance.

Soit a = capital utilisé/ production obtenue

a = l'accélérateur : c'est le coefficient de capital

Remarque : l'effet accélérateur n'est pas isolé, il dépend de l'effet multiplicateur. L'interaction du multiplicateur et de l'accélérateur est appelé effet oscillateur par Samuelson « les entrepreneurs voient l'avenir sous un jour meilleur et encouragent les dépenses ».

Le progrès technique : Le progrès technique est l'ensemble des modifications qui touchent les procédés de fabrication, la nature des produits et qui permettent, soit d'améliorer la productivité, soit de produire des biens nouveaux ou de veiller à la qualité des produits. Pour un bon nombre d'économistes, le progrès technique apparaît comme le principal facteur de la croissance. Il repose sur l'innovation c.-à-d. de la mise en application d'une invention (la découverte de nouveaux produits ou de nouveaux procédés de fabrication)



Les autres facteurs de la croissance

Les facteurs économiques travail et capital ne suffisent pas pour expliquer la croissance économique. Il existe le progrès technique et d'autres facteurs tels que :

- **Un système financier performant** : le système bancaire ou financier doit être efficace et doit mobiliser l'épargne disponible pour la redistribuer aux producteurs si nécessaire. l'intervention des pouvoirs publics est importante pour reformer le cadre en contrôlant la création monétaire et

en adaptant les besoins aux financements ;

- Les ressources naturelles : l'exploitation des ressources naturelles peut aider à relever le taux de croissance. Cependant, il faut noter que certains pays (PED) disposent de beaucoup de matières et n'ont pas une croissance satisfaisante alors que d'autres n'ont pas assez de ressources et ont une croissance forte (Japon) ;
 - L'environnement extérieur : les relations avec les autres pays facilitent la croissance économique. Elles permettent de bénéficier de marchandises, de capitaux, de connaissances de découvertes... ;
 - L'existence d'un cadre juridique approprié favorisant la liberté du travail et le droit de propriété ;
 - Un désir d'enrichissement matériel ;
 - La valorisation de la production et de l'effort en général ;
 - La disparition de certains préjugés sociaux ou religieux ;
 - L'incitation à épargner ;
 - Une volonté d'action et de transformation de l'environnement.
- Les économistes français M.M CARRE, DUBOIS, et MALINVAUD ont résumé ces facteurs en facteurs résiduels de la croissance.

TCAM	5.54%
Facteur capital et travail	2.44%
Facteur résiduel (intervention de l'état, amélioration de la gestion de l'entreprise, l'ouverture de l'économie, la diffusion de l'instruction, priorité donnée au	3.1%

travail et non aux loisirs, aspiration au bien être matériel...)	
---	--

Limites des indicateurs de croissance et développement

Pourquoi les indicateurs utilisés pour mesurer ces notions sont insuffisants ?

Il faut noter que les agrégats de la comptabilité nationale pris comme outils de mesure de la croissance ont beaucoup de limites liées à leur mode dévaluation et à leur exhaustivité.

Dans certains pays surtout ceux sous développés les statistiques obtenues posent un problème de fiabilité vu le manque de personnel et d'outils adaptés. La comptabilité nationale ignore l'économie domestique, les activités du secteur informel, le travail noir (économie souterraine), l'autoconsommation qui sont des phénomènes très importants dans certains pays. La réparation des dégâts causés à l'environnement (pollution..) accroissent le PNB alors qu'elle ne fait que maintenir celui ci stable. L'IDH est une moyenne nationale qui ignore les conditions individuelles et qui masque les inégalités dans les pays. Dans le calcul de l'IDH certains aspects qualitatifs (démocratie, liberté...) ne sont pas pris en compte

Comme tous les agrégats dans le calcul de l'IDH il y'a la fiabilité des statistiques qui se posent. En effet le taux d'alphabétisation qui signifie savoir lire et écrire n'a pas d'importance, le plus important c'est savoir se servir de ses connaissances ; l'espérance de est une moyenne qui cache les conditions de vie des populations. Le PIB a des limites liées à sa surévaluation ou à sa sous évaluation. En plus de ces limites il y a aussi la pondération des indices élémentaires qui n'est pas partagée. Croissance et développement sont deux notions différentes mais étroitement liées. La croissance est une condition nécessaire au développement, mais elle n'est pas suffisante. Il peut donc avoir croissance sans développement.

Pour améliorer le niveau de vie et les conditions de vie, il faut nécessairement une augmentation de la production, donc une croissance. Mais si celle ci ne profite pas à tous, il y'aura croissance sans développement.

Le développement suppose aussi des progrès dans les autres domaines à savoir : les conditions sociales, l'état de santé, la démographie...

5 Les effets de la croissance

Détails

Catégorie : 1. Croissance Développement Sous développement

Ils peuvent être positifs ou négatifs.

Les effets positifs : l'accroissement de la production va entraîner une augmentation de la demande de consommation. Cette dernière va entraîner à son tour de nouveaux recrutements de mains d'œuvre et un accroissement de l'investissement. Il y aura une augmentation de la productivité, donc des gains de productivité. Le pays devient de plus en plus compétitif.

La production de masse suivie d'une consommation de masse va entraîner à nouveau un recrutement de main d'œuvre et distribution de revenus. Il y a le cercle vertueux de la croissance. La croissance pourrait donc aboutir au développement. En plus de ce cercle vertueux il y a la tertiarisation de l'économie.

les effets négatifs : Parmi les effets négatifs nous avons la pollution, la surexploitation des ressources, la déforestation et le réchauffement de la terre.

La croissance va entraîner l'implantation de nouvelles usines qui viendront concurrencer les anciennes. Cette augmentation du nombre d'usines va entraîner la pollution de l'atmosphère donc une dégradation des conditions de vie aussi.

Il y aura aussi destruction de la couche d'ozone, donc réchauffement de la terre.

La multiplication des usines va entraîner aussi une augmentation de la demande de matières premières. Dans le long terme on assistera donc à une surexploitation des matières premières dont la conséquence est l'épuisement des ressources. En plus il y aura développement des maladies et une hausse des dépenses de santé dans le budget des consommateurs

Les échanges extérieurs

Qu'est ce que les SMI ?

On appelle système monétaire international l'ensemble des règles et des institutions qui définissent le mode de détermination du cours des monnaies et la nature des réserves de change

Présentement le fonds monétaire international(FMI) est chargé de la bonne marche du SMI. Mais des SMI ont existé avant sa création.

- **Les S.M.I D'avant la création du F.M.I**

Deux S.M.I ont précédé la création du F.M.I : le système d'étalon or et le système d'étalon change or

- **Le système d'étalon or**

Le système d'étalon or a régi les échanges internationaux de 1870 à 1914. Dans ce système les règlements internationaux se font en or. Toutes les monnaies sont gagées sur l'or et convertibles en or. De ce fait l'étalon international est l'or et la parité entre les monnaies ne peuvent être que fixe.

- **Le Système d'étalon change or**

Après la guerre et le chaos économique et monétaire qui l'a suivie, un nouveau S.M.I a été mis en place à Gênes en 1922. C'est le système d'étalon change or (ou gold Exchange standard= GES). Le GES est un système dans lequel une ou plusieurs devises en plus de l'or servent d'étalon international. Les devises clé du GES de Gênes étaient le dollar et la livre sterling. Ce système s'est effondré en 1927 et une période de repliement sur soi et de constitution de bloc monétaire autarcique va suivre jusqu'à l'éclatement de la seconde guerre mondiale.

18

- **Le système né avec le FMI : le système de Bretton Woods**

Construit autour du dollar seul convertible en or, le SMI de Breton Woods repose sur :

La fixité des parités : définies en \$ des USA (au titre de 35 l'once environ 31,1g) ; les monnaies du système sont convertibles en dollar et entre elles selon une parité fixe avec toutefois une marge de fluctuation de plus au moins 1%. Chaque pays est tenu de défendre la parité or du \$

Une institution monétaire internationale, le fonds monétaire international (FMI) : sorte de mutuelle, le FMI est chargé d'aider les pays à défendre la parité de leur monnaie en leur fournissant les devises nécessaires à cet effet. Il est aussi chargé de contrôler les dévaluations afin d'éviter les faiblesses des SMI antérieurs que sont : l'ajustement par la déflation, l'instabilité des changes et la pratique des dévaluations compétitives qui avaient entraîné une contraction de l'économie mondiale dans les années 30.

La particularité des systèmes mis en place à Bretton Woods est de faire du dollar, la monnaie d'un pays, la monnaie de tous les autres pays. Par la pratique ce système s'est montré inefficace, inique et autodestructif. Le système a été inefficace puisque le mécanisme des changes fixes ajustables

mis en place a abouti à la répétition des crises monétaires (spéculations internationales sur les monnaies suivies de dévaluations et ou réévaluation de plus en plus fréquentes).

C'est un système inique par ce que qu'il donne la possibilité à un seul pays (les USA) de consommer plus qu'il ne produit, d'investir à l'étranger plus qu'il ne lui coûte ; en somme d'avoir selon Jaques RUEFF, « des déficits sans pleurs ».

Le système de Bretton Woods s'est autodétruit du fait que pour balance des paiements des USA soit déficitaire ; or une telle situation est synonyme de dépréciation de la valeur du \$ que l'on veut maintenir fixe.

En raison des déficits de plus en plus importants que connaissait la balance des paiements des USA, la base or du \$ s'amenuisait et il devenait de plus en plus difficile voire impossible de convertir le \$ en or. C'est pourquoi le président NIXON annonce le 15 Août 1971 l'inconvertibilité or du \$ mettant ainsi fin au système Bretton Woods.

○ **Le nouveau système monétaire international**

Les 07 et 08 janvier 1976, un projet de réforme du SMI a été élaboré par le comité intérimaire du FMI. C'est ce projet adopté à Kingston le 31 mars 1978 sous le 2^e amendement des statuts du FMI (ou accord de la Jamaïque) qui régit actuellement le SMI.

Les accords de la Jamaïque comportent 3 volets :

La définition du nouveau régime de change ;

La démonétisation de l'or ;

La redéfinition du rôle du FMI

○ **Le nouveau système de change**

Chaque Etat membre peut opter pour l'un des 3 régimes suivants:

Définir la valeur de sa monnaie par une relation fixe avec le DTS, ou tout autre étalon à l'exclusion toutefois de l'or ;

Lier la valeur de sa monnaie à celle d'une autre devise dans le cadre d'arrangements souples analogues à l'accord en vigueur entre la France et les pays de la Zone Franc ;

Laisser flotter librement sa monnaie sur le marché des changes.

○ **La démonétisation de l'or**

L'or est purement et simplement éliminé des statuts du FMI. Le dollar n'étant plus convertible en or, le DTS est appelé à être selon le FMI « le principal instrument de réserve de change du SMI ». Les réserves d'or du FMI ont été cédées à concurrence du tiers aux Etats membres pour moitié et

pour l'autre moitié aux vendue sur le marché désormais libre de l'or par le FMI. Avec le bénéfice de cette vente le FMI a pu alimenter le fonds fiduciaire qui était chargé de consentir des prêts à des conditions privilégiées aux pays en développement.

- **Le nouveau rôle du FMI**

Chaque Etat signataire des accords de la Banque Jamaïque devra intervenir pour éviter les fluctuations perturbatrices, pour mobiliser sa monnaie et éviter de manipuler le taux de change afin de s'assurer un avantage compétitif. Le FMI a un rôle de surveillance à cet égard. Il devra analyser les différentes situations des pays (balance des paiements, dette, prix, etc.) pour identifier les politiques de taux de changes inappropriées c'est-à-dire déséquilibrantes pour l'ensemble du SMI et des balances de paiements. Ainsi le rôle du FMI est accru, mais il a du mal à le réaliser pour au moins deux raisons :

Les moyens d'analyse sont insuffisants pour déterminer le « bon »taux de change c'est-à-dire le taux d'équilibre à long terme. Est-ce celui qui assure la parité des pouvoirs d'achat où l'équilibre de la balance des paiements ou bien celui qui permet d'éviter les mouvements de capitaux spéculatifs ?

Les moyens d'action vis à vis des autorités monétaires nationales sont également insuffisants.

20

La Mondialisation : phénomène qui désigne la globalisation de l'ensemble des relations à l'échelle de la planète et concerne l'ensemble des Etats-nations. Enfin, un système financier ne peut plus être isolé ou indépendant du système financier international qui est intégré puisque les mécanismes financiers sont d'emblée internationaux

La Globalisation

Depuis les années 80, un phénomène, la globalisation est apparue dans le monde. IL s'agit de définir et d'analyser les avantages et les inconvénients de la globalisation.

On a la globalisation économique et la globalisation financière.

- **Globalisation économique**

C'est le processus qui conduit à la mise en place d'une intégration de la production, des marchés, de la distribution au niveau mondial(formation d'un capital qui intègre au sein d'ensembles multinationaux à la fois les opérations financières, celles de production et celles de distribution).

La globalisation désigne le processus par lequel le monde sera transformé en un seul marché mettant en concurrence entreprises, systèmes productifs, Etats et individus. La globalisation est perçue comme un phénomène qui offre, à tous les pays dont les conditions internes de

production et compétition sont favorables, des opportunités de conquérir d'autres marchés libéralisés et d'accélérer son développement économique et social.

Une des dimensions de la globalisation est la globalisation financière.

- **Globalisation financière**

Elle est la mise en place d'un marché unifié de l'argent (intégration croissante des marchés financiers ou internationalisation des échanges de capitaux) au niveau planétaire (absence de nationalité des capitaux à court terme qui circulent continuellement à travers le monde).

La globalisation financière présente des avantages et des inconvénients.

- **Les avantages et les inconvénients de la globalisation**

- Les avantages**

La globalisation est porteuse d'un grand nombre d'opportunités de profits par l'information et la matérialisation des flux de capitaux.

On peut citer :

1. L'accroissement des échanges, les technologies nouvelles, les investissements étrangers, le développement des médias et des autoroutes de l'information sont autant de facteurs qui pourraient alimenter la croissance économique et le progrès humain.

2. Cette globalisation financière a été accélérée au cours de ces dernières années par la généralisation de la tendance à la déréglementation, l'assouplissement des règlements des changes et la libéralisation des mouvements de capitaux, la révolution des technologies de l'information et de la communication (NTIC) et la libéralisation accrue des échanges commerciaux soutenue par l'avènement de l'organisation mondiale du commerce(OMC)

3. La circulation des capitaux est facilitée par la déréglementation (fin du contrôle des changes) et cloisonnement des marchés de capitaux. Aujourd'hui, l'ensemble des marchés financiers est décloisonné, c'est-à-dire qu'on a le marché monétaire, le marché obligataire, le marché des actions, le marché hypothécaire.

Le financement de l'économie qui passait par l'intermédiaire des banques est complété par l'économie monétaire qui peut fonctionner sans intermédiaire obligé des banques (on parle de désintermédiation).

L'économie repose de plus en plus sur le titre (titrisation). L'économie monétaire est désormais un vaste marché décloisonné (marchéisation).

4. Les entreprises peuvent plus facilement et à moindre coût se financer directement sur les marchés.

5. Les transferts de capitaux sont facilités et instantanés
Toutefois il ya lieu de signaler que la globalisation financière entraine des conséquences négatives.

Inconvénients

1. Les marchés financiers n'obéissent pas aux mêmes règles que les marchés réels. Il sur réagissent aux événements et sont animés par la spéculation

2. Il n'y a plus aucun contrôle sur les marchés financiers qui dictent leur loi aux Etats

3. La réallocation des ressources et l'effet de taille que la globalisation exige font craindre une fragilisation de certains secteurs d'activité et, partant, du tissu social.

4. Du point de vue africain, la globalisation, bien que perçu comme incontournable et irréversible, est souvent assimilée à un phénomène économique et financier dont les bénéfices et les risques sont inégalement répartis entre pays riches et pays pauvres.

22

Remarque : La gestion des enjeux et défis de la globalisation appelle un renforcement du rôle de l'Etat. La puissance publique devrait constituer un facteur catalyseur en vue de l'amélioration des infrastructures, ainsi que du renforcement du lien entre éducation, acquisition de connaissances, apprentissage, consolidation du capital santé et développement privé compétitif et sécurisé. Avec ce nouveau rôle, les Etats africains seront préparés à mettre en œuvre des politiques adéquates en vue de réaliser l'intégration régionale.

L'intégration régionale constitue une solution incontournable dans le processus irréversible de la globalisation.

La globalisation oblige à revoir et à renforcer les missions et les interventions des institutions régionales (cette exigence a déjà été intégrée par la BCEAO).

Ne pas confondre :

Internationalisation : phénomène qui désigne une relation entre plusieurs nations (commerce international, un accord international)

Multinationalisation : phénomène qui désigne une entité ou une relation regroupant plusieurs nations : une entreprise multinationale, avec pays d'origine et des filiales dans plusieurs autres pays.

Transnationalisation: phénomène qui désigne une relation qui néglige les frontières des Etat-nations : une entreprise transnationale déconnectée de son pays d'origine qui se joue des règlements des Etats-nations.

Le système monétaire de la zone franc

- **principes de fonctionnement de la Zone franc**

Le fonctionnement actuel de la Zone Franc repose sur les principes suivants :

Une parité fixe entre l'Euro et les francs de la zone :

Cette parité résulte d'accords internationaux et non d'intervention quotidienne des banques centrales sur les marchés des changes. Depuis les accords de 1972-1973 les pays africains peuvent modifier cette parité sans l'accord de la France, mais ils doivent le faire à l'unanimité dans chaque zone. En cas de dévaluation de sa monnaie, la France doit se concerter dans toute la limite du possible avec ses partenaires de la zone Franc.

Une harmonisation des politiques monétaires : La politique monétaire est définie par zone, par un conseil des ministres où siègent des représentants français (la moitié des sièges au départ, un septième actuellement pour la BCEAO et le Tiers des sièges pour la BEAC. La politique monétaire qui vise la régulation de la masse monétaire, la fixation des taux d'intérêt et le contrôle sélectif du crédit ne peut se faire sans accord de la France.

Une liberté totale de mouvement des capitaux dans la zone : les transferts de capitaux d'un pays à l'autre sont libres et la transférabilité d'une monnaie à l'autre est illimitée.

Une centralisation des réserves de change : cette centralisation est effectuée par le biais du « compte d'opération » ouvert aux banques centrales des pays de la zone auprès du Trésor français.

Les devises obtenues dans leurs transactions avec des pays non membres par chaque zone monétaire (UEMOA, BEAC) sont inscrites au crédit du compte d'opération à concurrence de 65% (35% restants pouvant être détenues par la zone). Le compte est tenu en Euro. Un solde créditeur est rémunéré par un taux d'intérêt. De même qu'un intérêt est perçu sur un solde débiteur.

Si le compte d'opération reste débiteur pour un pays ou zone pendant plus de 3 mois des restrictions sont appliquées : hausse des taux de réescompte, réduction du plafond de réescompte, limitation des avances à l'Etat.

- **Les résultats de la Zone Franc**

Au niveau de la France

Tout d'abord la parité fixe entre le franc et l'Euro élimine tout risque de change entre d'une part la France et ses partenaires européens et d'autre part les pays africains de la Zone Franc. Les transactions commerciales en sont ainsi grandement facilitées. Les entreprises de la Zone Euro sont favorisées par rapport à leurs concurrentes d'autres pays sur le marché africain.

Ensuite la liberté de circulation des capitaux dans la Zone Franc va favoriser les mouvements de capitaux entre la France et ses partenaires de la Zone Euro et ceux de la Zone Franc.

Enfin en cas d'excédents des balance des paiements des pays de la Zone, un apport de devises se fera au profit de la France qui utilisera pour soutenir l'Euro. Cet avantage qui se transforme en inconvénient en cas de déficit des balances de paiements de pays africains de la Zone Franc est à relativiser compte tenu de la faiblesse des économies de la Zone Franc.

Tout compte fait les avantages que la France tire de la Zone Franc doivent s'analyser en terme politique et stratégique (maintien d'une Zone d'influence) plutôt qu'en terme financier.

Au niveau des pays africains membres

24

Comme **avantages** de leur appartenance à la Zone Franc, les pays africains bénéficient :

d'une très grande stabilité monétaire tant au niveau interne qu'externe : la Zone franc est réputée être la Zone où les taux d'inflation sont les plus bas au monde. Depuis 1958 le Franc CFA n'a été dévalué qu'une fois, le 11 janvier 1994 ;

d'une monnaie convertible à travers l'Euro qui favorise l'afflux des capitaux extérieurs permettant de financer de nombreux projets d'investissement, l'absence de marchés parallèles de devises et la compensation multilatérale des soldes des changes extérieurs.

D'un libre accès à des économies développées et diversifiées ce qui facilite l'approvisionnement des marchés en produits de toute sorte et réduit ainsi les tensions sur les prix.

D'une plus grande intensification de leur échange grâce à l'usage d'une monnaie unique.

A l'encontre des pays de la Zone Franc ses détracteurs retiennent le fait (**inconvénients**):

Qu'elle favorise l'extraversion des économies africaines ;

Qu'elle restreint l'autonomie de chacun des pays africains membres en matière de gestion monétaire : la monnaie est gérée dans le cadre d'institutions supranationales qui ne tiennent pas compte des spécificités

nationales.

Qu'elle exerce des effets déflationnistes sur les économies africaines membres en raison de la gestion orthodoxe de la monnaie qui limite la progression de la masse monétaire, les déficits budgétaires et les avances des banques centrales aux Trésors

Que la mise en commun des réserves de change n'incite pas les pays déficitaires à plus de rigueur.

Que la fixité de la parité entre le CFA et l'Euro altère la compétitivité-prix des pays africains sur les marchés hors Zone Euro en cas de d'appréciation de la monnaie européenne.

Au total, le bilan de la Zone franc est difficile à établir. Il semble que les avantages l'emportent sur les inconvénients puisqu'aucun pays africain ne souhaite la quitter. Mais l'argument le plus fort en faveur de la Zone franc est certainement celui de l'intégration économique : il est incohérent de souhaiter l'intégration des économies africaines et vouloir la multiplication de monnaies nationales autonomes.

L'avenir de la Zone Franc

Si la Zone franc semble donner satisfaction actuellement, elle est appelée à subir des mutations avec l'avènement de la monnaie unique européenne. Le scénario le plus souhaitable serait le rattachement du CFA (à qui on devra donner un nom moins chargé) à l'Euro pour assurer sa convertibilité, dans un système de change fixe ajustable pour éviter les inconvénients de la fixité, dans un cadre beaucoup plus large que ce qui existe actuellement. Par exemple en Afrique de l'Ouest, l'expérience de la monnaie unique devra être élargie à tout l'espace de la CEDEAO. Le projet de création d'une monnaie unique par les pays gérant une monnaie autonome au sein de la CEDEAO va dans ce sens.

25

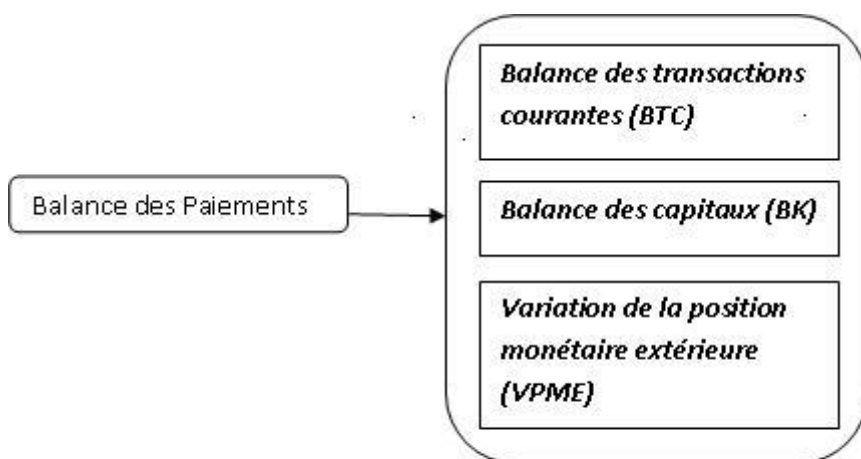
La balance des paiements

La comptabilisation des transactions internationales s'effectue à l'aide d'un document comptable appelé balance des paiements. Cette dernière est un tableau comptable qui permet de mesurer les différents mouvements de valeurs qui s'effectuent entre les agents résidents d'un pays et les agents non résidents. Les flux qui correspondent à des entrées de devises sont comptés avec un signe plus(+), alors que les qui correspondent à des sorties de devises sont comptés avec un signe moins (-).

1. présentation de la balance de paiement

La comptabilisation des transactions internationales s'effectue à l'aide d'un document comptable appelé balance des paiements. Cette dernière est un tableau comptable qui permet de mesurer les différents mouvements de valeurs qui s'effectuent entre les agents résidents d'un pays et les agents non résidents. Les flux qui correspondent à des entrées de devises sont comptés avec un signe plus(+), alors que les qui correspondent à des sorties de devises sont comptés avec un signe moins (-).

1- Présentation de la balance des paiements



Balance des transactions courantes (BTC) : Elle enregistre les opérations définitives qui portent sur les biens et services relatives aux transactions entre résidents et non résidents. Elle comprend une balance commerciale (BC) et une balance des invisibles (BI).

La balance commerciale (BC) : Elle enregistre les échanges de marchandises, c.-à-d les importations et les exportations. Les exportations (X) qui engendrent des flux de recettes sont enregistrées avec un signe plus (+) , les importations (M) qui engendrent des flux de dépenses sont enregistrées avec un signe moins (-).

La comptabilisation des exportations se fait FOB (Free On Board) ou FAB (Franco à Bord), c.-à-d le coût de production et les frais de transports jusqu'à la frontière ou au lieu d'embarcation.

Les importations elles sont évaluées CAF (Coût Assurance Fret), c.-à-d le coût de production des marchandises importées au quel on ajoute les frais d'assurance et de transport du pays d'origine jusqu'au pays de destination. Le solde de la balance commerciale est la différence entre les exportations et les importations

(1) $SBC = X - M$

• **La balance des invisibles (BI)** : Elle enregistre les biens immatériels, c.-à-d les services et les transferts unilatéraux, mais aussi le négoce international.

Les services concernent les frais de transports, le tourisme, les revenus du capital, les redevances, les produits de la vente de licences et de brevets, le courtage ...

Les transferts unilatéraux (ou transferts courants) sont des versements de revenus sans contrepartie entre résidents et non résidents. On recense les dons ou aides du gouvernement et les revenus d'immigrés et d'émigrés.

Le négoce international est une opération d'achat et de revente de marchandises par des résidents à des non résidents sans pour autant qu'elles traversent les frontières nationales.

Soient

SBS = solde de la balance des services (services vendus – services achetés)

SBTU = solde de la balance des transferts unilatéraux (transferts reçus – transferts versés)

NI= négoce international

$$(2) \quad SBI = BS + BTU \quad (\text{s'il n'y a pas de negoce international})$$

$$SBI = BS + BTU + NI \quad (\text{avec negoce international})$$

Le solde de la balance des transactions courantes est la somme des soldes de la balance commerciale et de la balance des invisibles

$$(1) + (2) = (3)$$

$$(3) \quad SBTC = SBC + SBI$$

Remarques:

R1 - La balance des transactions courantes (BTC) est encore appelée balance des opérations courantes (BOC) ou balance des paiements courants (BPC)

R2 - Dans certaines économies comme l'UEMOA, les importations et les exportations sont enregistrées FOB pour éviter les écarts dus aux modes de comptabilisation qui surévaluent les importations par rapport aux exportations

• **Signification du solde de la balance des transactions courantes**

Le solde des transactions courantes exprime la capacité ou le besoin de financement d'un pays.

- Si le solde est positif le pays peut accumuler des réserves (épargner) car il produit plus qu'il consomme.

- Si par contre le solde est négatif, le pays a un besoin de financement ; il

doit puiser dans ses réserves ou s'endetter car il vit au dessus de ses moyens

Il faut noter que l'interprétation de la balance des transactions courantes doit se faire au regard de tous les soldes des balances qui la composent.

La balance des capitaux (BK) : Elle enregistre les entrées et les sorties de capitaux. Les mouvements de capitaux à long terme correspondent aux flux d'investissement et aux placements. On distingue :

- Les opérations de crédit ou de prêt liées ou non au commerce extérieur, les investissements directs étrangers (IDE) qui sont des achats ou de création d'entreprises ou bien encore de participation au capital d'une entreprise à hauteur de 10% au moins.

- Les opérations sur valeurs mobilières (investissement de portefeuille) concernant les opérations sur les titres à long terme

Les mouvements de capitaux à court terme recensent les déplacements de capitaux flottants (capitaux spéculatifs, capitaux « vagabonds », capitaux volatiles) ; on y retrouve aussi le financement à court terme du commerce extérieur (crédits fournisseur, effets de commerce internationaux). Le solde de la balance des capitaux est la somme des soldes de la balance des capitaux à long terme et de la balance des capitaux à court terme.

Soient SBK = solde de la balance des capitaux

SBKLT = solde de la balance des capitaux à long terme

SBKCT = solde de la balance des capitaux à court terme

$$(4) \quad SBK = SBKLT + SBKCT$$

On appelle balance de base la balance des opérations régulières et structurelles de l'économie

Le solde de la balance de base (SBB) est la somme de la balance des transactions courantes et de la balance des capitaux à long terme.

$$(5) \quad SBB = SBTC + SBKLT$$

Le solde global (SG) est la somme des soldes de la balance des transactions courantes et de la balance des capitaux.

$$SG = SBTC + SBK$$

$$SG = SBB + SBKCT$$

La variation de la position monétaire extérieure (VPME) : Tous les mouvements précédents des balances des transactions courantes et des capitaux se traduisent par une variation de la position monétaire des banques secondaires et de la banque centrale. De toutes les opérations des balances se dégagent un solde global. Le solde de la VPME est excédentaire si le solde global est positif ; il est déficitaire si le solde global est négatif. Le solde de la VPME est de signe contraire à celui du solde global. Si le solde global est positif celui de la VPME est négatif et inversement

$$VPME = -SG$$

Remarque : Il est difficile d'opérer des enregistrements de la balance des paiements sans erreurs ; il y'a aussi le plus des retards de règlements. Dans ce cas il est prévu une rubrique intitulée « erreurs et omissions » (EO) pour correction

$$VPME = -(SG + EO)$$

Au final la balance des paiements est toujours équilibrée ($VPME + SG = 0$). Par facilité de langage, on dit que la balance de paiement déficitaire ou excédentaire. On peut ajouter que son déficit ou son excédent renvoie au solde de la balance globale (l'économie réelle)

3 Ajustements de la balance des paiements

Détails

Catégorie : 3. La balance des paiements

Il s'agit de rétablir le déséquilibre de la balance des paiements. On peut y parvenir en modifiant le taux de change, en contrôlant les réserves de change, en procédant par une réglementation commerciale ou monétaire.

La réglementation commerciale : Elle consiste à agir sur les quantités de biens et services échangés avec l'extérieur. Il s'agit de limiter de façon volontaire le volume des importations pour corriger le déficit de la balance commerciale.

La réglementation monétaire : Elle consiste à ajuster automatiquement la balance commerciale en s'accordant des crédits réciproques (clearing).

Le contrôle des échanges : Il s'agit pour les autorités monétaires de contrôler les entrées et les sorties de devises. Toute entrée ou sortie de devises doit être au préalable soumise à une autorisation. Ainsi, on peut assurer l'équilibre automatique de la balance des paiements.

La modification du taux de change : Le taux de change est la quantité de monnaie nationale qu'il faut céder pour obtenir une unité monétaire d'un autre pays.

Le change d'une monnaie est sa transformation en une autre monnaie. On a deux situations possibles :

Le cas où le taux de change est fixe

Le cas où le taux de change est variable

Le cas où le taux de change est fixe : Dans ce cas, la seule mesure permettant de modifier le taux de change consiste à en décider. La mesure la plus connue est la politique de la dévaluation.

La dévaluation : C'est une politique monétaire qui consiste à faire baisser la valeur de la monnaie nationale par rapport à une monnaie étrangère.

Exemple : la dévaluation du FCFA en janvier 1994

Avant 1994 : $1FF \rightarrow 50FCFA$

Après 1994 : $1FF \rightarrow 100FCFA$

Au 1er janvier 1999, l'euro est devenu la monnaie de onze pays européens membres de l'Union économique et monétaire européenne et le franc français est devenu une subdivision non décimale de l'euro. L'euro a remplacé le franc français comme ancre monétaire franc CFA. Cette subdivision a déterminé automatiquement la parité en euro du Franc CFA. Elle n'affecte pas les mécanismes de coopération monétaire de la Zone franc. Le taux de conversion irrévocable entre l'euro et le franc CFA est 1 euro = 6,55957. Ce taux a déterminé automatiquement la valeur du franc CFA avec 1 euro = 655,957FCFA.

L'objectif de la dévaluation est de corriger le déficit de la balance commerciale. Elle permet de :

- rendre les produits plus compétitifs et de stimuler les exportations
- réduire le volume des importations

Il faut noter que la réaction des exportations n'est pas automatique et que la dévaluation n'a d'effet que dans la longue période. L'application de la dévaluation fait évoluer la balance commerciale sous une forme de J

insérer courbe

de T1 à T2

Il faut noter que la dévaluation au temps T1 détériore davantage le déficit de la balance commerciale. Durant cette période, l'augmentation des prix (l'inflation) fait baisser le solde de la balance commerciale avant la réaction des exportations (entre T1 et T2).

A partir du temps T2, le déficit commence à se réduire et le solde de la balance commerciale s'améliore.

Au temps T3, le solde de la balance commerciale est excédentaire.

Remarque : Pour qu'une dévaluation puisse réussir il faut :

- Que la demande des produits exportés soit élastique par rapport aux prix nationaux
- Que l'inflation soit maintenue à un niveau acceptable
- Que l'extérieur ne prenne pas des mesures contraires (la rétorsion) à celles prises par le pays
- Que les institutions financières internationales soutiennent le pays qui dévalue.

Les résultats de la dévaluation du CFA de 1994 :

Pour l'ensemble de la Zone franc, les résultats de la dévaluation, en termes d'inflation et de croissance ont été assez proches des effets attendus. Les pays africains de la Zone franc ont, dans l'ensemble, renoué avec une croissance soutenue (dans l'ordre de 2,4% dans la Zone franc en 2000) . Il

faut noter que la dévaluation est intervenue dans un environnement international favorable caractérisé par la reprise de l'activité dans les principaux pays industrialisés et la hausse des cours des produits de base, à l'exception du pétrole.

La réévaluation : Elle s'agit d'accroître la valeur de la monnaie nationale lorsque la balance commerciale est excédentaire. Elle augmente la valeur des importations et baisse la valeur des exportations.

Le cas où le taux de change est flottant

Dans ce système la valeur d'une monnaie (son cours) dépend de son offre et de sa demande. La dévaluation n'est pas permise. Exemple la zone dollar

Les indicateurs des échanges extérieurs

La balance des paiements

ces indicateurs permettent d'apprécier les différentes relations commerciales d'un pays avec l'extérieur. On distingue :

Le taux de couverture (TC) : Il permet de mesurer la capacité de financement des importations par les exportations.

Soit TC= le taux de couverture

X= les exportations

M =les importations

$$TC = \frac{X}{M} \times 100$$

Exemple : TC = 60% signifie que les exportations financent 60% des importations.

On a trois possibilités

Si le TC >100 %, alors les recettes d'exportation sont supérieures aux dépenses d'importation, dans ce cas la balance commerciale est excédentaire ;

Si le TC =100 %, alors les recettes d'exportation sont égales aux dépenses d'importation, dans ce cas la balance commerciale est équilibrée ;

Si le TC <100 %, alors, les exportations sont inférieures aux importations, la balance commerciale est déficitaire ;

Le taux d'ouverture de l'économie (TO) : Il exprime le degré d'ouverture d'une économie. Il est apprécié dans le temps. Plus ce taux augmente, plus l'économie s'ouvre à l'extérieur.

Ce taux peut être influencé par le PIB. Son appréciation nécessite une étude sur l'évolution des exportations, des importations et des PIB.

$$TO = \frac{X + M}{2PIB} \times 100$$

L'effort à importation (EM) : Il exprime le pourcentage du revenu consacré à l'achat de biens à l'étranger.

$$EM = \frac{M}{PIB} \times 100$$

L'effort à l'exportation (EX) : Il exprime le pourcentage des recettes d'exportation sur le revenu(PIB)

$$EX = \frac{X}{PIB} \times 100$$

Le taux de pénétration (TP) : Ce taux exprime la pénétration des biens et services venant de l'étranger dans le marché intérieur d'un pays représenté par la demande intérieure brute(DIB)

$$TP = \frac{M}{DIB} \times 100$$

$$DIB = PIB - (X - M) \quad \text{ou} \quad DIB = CF + FBCF + \Delta S$$

Exemple : TP=10% signifie que les importations représentent 10% de la demande intérieure brute.

Par exemple sur le marché de l'automobile TP = 30% signifie que sur 100 voitures utilisées dans le pays, les 30 viennent de l'étranger.

La part de marché (PM) : Ce rapport permet de montrer le pourcentage des exportations d'un pays sur l'ensemble des importations du reste du monde.

$$PM = \frac{X}{\sum \text{Importations Mondiales}} \times 100$$

Exemple : PM = 2%, signifie que 2% de la demande mondiale est satisfaite par les exportations du pays considéré.

Les termes de l'échange (TE) : Ils expriment le rapport entre l'indice des prix à l'exportation.

Soient

IPX = indice des prix à l'exportation

IPM = indice des prix à l'importation

$$TE = \frac{IPX}{IPM} \times 100$$

4 le financement des pays sous développés

Détails

Catégorie : 4. Les échanges extérieurs et mondialisation

Les flux financiers destinés au développement des pays sous développés sont : l'aide, la dette et les investissements directs étrangers (IDE)

L'aide : L'aide peut emprunter divers canaux : concours financiers directs et indirects, facilité administrative, allégement des charges, marché publique...
L'aide peut avoir des avantages et des inconvénients.

- **Avantages** : L'aide crée la cohésion ou la renforce , la justice sociale et la solidarité nationale.
-
- **Les inconvénients** : L'aide fausse la concurrence si elle est donnée à une entreprise ou à un secteur d'activité, elle est contraire à l'égalité de traitement dont doit bénéficier tous les acteurs économiques. Elle maintient les unités peu productives, fruste les producteurs les plus performants et entrave l'émergence de nouvelles activités.

Les catégories d'aides : on distingue l'aide publique de l'aide privée

• **L'aide publique** : C'est une aide des pouvoirs publics c.-a-d l'état ou un organismes d'état. L'aide publique peut être bilatérale ou multilatérale.

- L'aide bilatérale est celle fournie directement par un état à un autre état. Les Nations Unies ont fixé comme objectif de consacrer 1% du PNB des pays développés au financement du développement des pays du tiers mondes (sans succès).

- L'aide multilatérale : Elle transite par le biais d'une organisation internationale. La plupart de ces organisations dépendent des Nations Unies. Elles financées par les contributions des états membres.

• **L'aide privée** : Les associations et organisations privées sont celles qui financent cette aide. On distingue par exemple les médecins sans frontière, action internationale contre la faim, L'action de ces organisations est un complément de l'aide publique surtout dans les cas urgents (guerres , famines, ...).

L'efficacité de l'aide internationale : certaines aides ne sont pas efficaces car elles ne tiennent pas compte des intérêts des pays aidés ou de leurs besoins réels ; ces aides favorisent plutôt les pays aidants. Une aide est utile lorsqu'elle peut créer des avantages pour le pays aidé. Elle est néfaste si elle décourage les productions locales. On distingue dès lors la vraie aide de la fausse aide (ou aide liée). On appelle fausse aide, une aide dont le pays aidant tire plus d'avantage que le pays aidé.

Exemple : une aide sous forme de construction ou création d'entreprise pour l'exploitation de ressources qui seront achetées parle pays aidant.

- **La dette** : Pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté, les pays en développement empruntent des capitaux remboursables à des taux

d'intérêts parfois élevés. La dette des pays du tiers monde a pris plusieurs formes : une forme bilatérale ou multilatérale ; une forme privée ou publique.

- La dette publique est une dette d'un état ou d'un organe rattaché à l'état.

- La dette privée est une dette d'un organisme non lié à l'Etat.

La somme des dettes privées et publiques constitue la dette extérieure.

On appelle dette multilatérale un emprunt auprès d'un organisme international comme la banque mondiale et le fond monétaire international (FMI).

Une dette bilatérale est un emprunt d'un Etat auprès d'un autre Etat.

Les pays en voie de développement ont connu des rééchelonnements et de réaménagements de leur dette.

Le rééchelonnement est un allongement de la durée de remboursement. Un réaménagement est soit rééchelonnement qui s'accompagne d'une révision des conditions de paiement (intérêt, délai, amortissement...)

Le service de la dette est la somme à rembourser chaque année (annuité du capital + intérêt)

Amortissement : la somme fixe à rembourser chaque année

L'encours de la dette : la totalité de la dette

Les causes de la dette : on distingue les causes internes (endogènes) des causes externes (exogènes).

Parmi les causes internes on peut retenir :

- La pauvreté
- Déficits budgétaires
- Epuisement des réserves
- Des investissements non rentables (éléphants blancs)
- Excès de la consommation
- Taux de croissance faible
- Explosion démographique
- Faiblesse de l'épargne
- Mauvaise gestion des entreprises publiques

Parmi les causes externes on peut retenir :

- Déficit commercial
- Chocs pétroliers
- Détérioration des termes de l'échange
- Subvention de certains produits sur le marché international
- Hausse du cours du dollar
- Sécheresses récurrentes

Les avantages de la dette : Si les fonds sont bien utilisés la dette a les mêmes avantages

que l'aide (voir l'aide extérieure)

Les effets pervers de la dette : L'augmentation de la dette du tiers monde a posé beaucoup de problèmes notamment l'incapacité de s'occuper véritablement du développement de ces pays.

Le remboursement de la dette a pesé sur les recettes budgétaires. Il faut alors le capital et ses intérêts (le service de la dette)

Des plans ont été proposés pour le remboursement de la dette :

- Plan Backer : qui propose d'accorder de nouveaux crédits pour relancer les exportations des pays endettés afin qu'ils puissent payer leurs dettes.

Exemple : PAS (Politique d'Ajustement Structurels)

- Plan Brady : Il propose d'effacer une partie de la dette, mais que le reste de la dette soit transformés en actifs financiers.

Exemple : actions et obligations garanties par le FMI et la banque mondiale

Les investissements directs étrangers (IDE) : Ce sont des mouvements de capitaux qui permettent, soit de créer une unité de production à l'étranger, soit d'en acheter une qui existe déjà à l'étranger. Il ne s'agit pas seulement d'acheter la totalité d'une entreprise mais de pouvoir influencer l'entreprise.

Le FMI considère un seuil de 10%. C'est ainsi qu'un flux de capitaux c.-à-d une participation de 10% d'entreprise étrangère dans une entreprise nationale est comptabilisée dans la balance des paiements comme un investissement direct étranger (IDE).

Les IDE ont largement évolué et ont des avantages et des inconvénients. Depuis les années 1980, on noté une explosion des IDE (ils ont été multipliés par 100 entre 1970 et 2000 d'après la CNUCED). Le stock des IDE était égal à 6,5% du PIB mondial en 1985, il représente 17% en 2000, c'est-à-dire 3fois plus.

Aujourd'hui les IDE sont croisés entre pays industrialisés. A la fin de l'année 1990, les pays industrialisés ont fourni 95% des IDE et en reçoivent 70%. A part les pays industrialisés, les autres destinataires sont les pays asiatiques et certains pays d'Amérique latine. Les pays africains sont à l'écart des IDE ; ils reçoivent peu d'IDE et en donnent peu.

Cette explosion des IDE a favorisé la globalisation.

Avantages des IDE : On peut retenir pour les pays d'accueil :

- La création d'emplois
- Augmentation des recettes fiscales
- La concurrence qui a offre meilleur prix et meilleure qualité aux

consommateurs.

- Le transfert de technologie
- La réalisation d'économies d'échelle
- Croissance économique
- Stabilisation sociale

Inconvénients des IDE : on a

- La désindustrialisation ou délocalisation qui crée le chômage et les pertes de recettes pour les pays d'origines
- Le rapatriement des profits
- L'influence qu'ils exercent sur le pouvoir local
- L'influence des politiques économiques des états. Exemple : une firme qui délocalise dans une région crée des problèmes de chômage même si la politique de l'état est de lutter contre cette situation.

3 Organisation des échanges internationaux

Détails

Catégorie : 4. Les échanges extérieurs et mondialisation

36

Pour faciliter la reprise de la croissance économique d'après guerre, les nations occidentales ressentent le besoins d'organiser le commerce international sur les bases du libre- échange et rejettent le protectionnisme des années 30 ; le GATT répond à la nécessité de constituer un espace conforme à la thèse du libre échange

○ **La libéralisation des échanges : Du GATT à l'OMC**

• **Le GATT** (accord général sur les tarifs douaniers) : Le GATT est un simple accord mis en place en octobre 1947. Il va durer jusqu' au 1er Janvier 1995 date de création de l'OMC à Marrakech qui se doit de faciliter les règles du commerce international en abaissant les barrières douanières. Les nations réunies au sein du GATT se mirent d'accord pour abaisser progressivement les tarifs douaniers portant sur les échanges de biens et services et de respecter ce que l'on pourrait appeler un code de bonne conduite. L'abaissement des tarifs douaniers se négocie périodiquement au cours des rounds successifs (conférences internationales) dont le plus célèbre peut être l'Uruguay round. Grâce aux négociations, on voit que le tarif moyen est divisé par 10 en 50 ans. Aujourd'hui 40% des marchandises circulant dans le monde le font en franchise totale.

- **Principes du GATT ou code de bonne conduite**

- La non discrimination avec la « clause de la nation la plus favorisée » : les pays signataires s'engagent à appliquer à l'ensemble des pays adhérents au GATT, le tarif douanier le plus bas qu'il pratique déjà. Cela signifie que si un pays s'engage à baisser ses droits de douane sur les échanges de produits agricoles avec son voisin, cette baisse bénéficie aussi de facto à tous les pays signataires.
- L'interdiction de barrières non tarifaires : les pays ne peuvent pas empêcher chez eux l'entrée de marchandises étrangères par des moyens autres que les tarifs (visible, plus facile à contrôler). Les restrictions telles que les quotas visant à réduire les exportations et les importations doivent être abandonnées par tous les pays signataires du GATT ;
- L'abaissement des droits de douane : les pays signataires du GATT se sont engagés à réduire leur protection tarifaire par des négociations (rounds) sur la base de la réciprocité des avantages consentis
- L'interdiction du dumping et des subventions pour établir une certaine égalité entre les entreprises sur le marché mondial et imposer une concurrence saine ;
- L'élimination des restrictions quantitatives (contingentement, prohibition, quotas). Le contingentement est interdit sauf dans 3 cas : déficit grave de la Balance des paiements ; politique de contrôle de la production et une mesure d'urgence ;
- La réciprocité des avantages commerciaux : un pays qui reçoit des avantages commerciaux doit aussi lui en donner autant.

L'application de ces différents principes doit permettre la facilitation des échanges commerciaux mondiaux. Les accords du GATT sont obtenus dans l'unanimité par des consensus issus des négociations entre pays membres. Durant les rounds tous les pays membres sont égaux.

Les limites du GATT

Le GATT n'est pas une organisation, donc il n'a aucun pouvoir coercitif sur les pays signataires. Les conflits naissent entre états signataires ; il était difficile de les résoudre dans la mesure où il n'y'avait pas de mesures établies.

La multiplication des échanges internationaux est renforcée encore par la libéralisation des échanges de capitaux sur les marchés financiers et les nouvelles technologies de l'information rendent de plus en plus nécessaire une telle autorité. C'est pourquoi lors de l'Uruguay round, on a prévu de transformer le GATT en l'OMC (organisation mondiale du commerce)

- **L'OMC** : A la différence du GATT, les décisions de l'OMC s'imposent aux états membres. Elle prononce parfois des sanctions financières lourdes contre les états qui ne respectent pas par exemple les règles concernant

les subventions.

L'OMC a 5 fonctions essentielles :

- La gestion des nouveaux accords commerciaux multilatéraux ;
- L'organisation des nouvelles négociations si nécessaires ;
- Le règlement des litiges ;
- La surveillance des politiques commerciales nationales ;
- La coopération avec les autres organismes internationaux pour l'élaboration des politiques économiques à l'échelle mondiale.

-
Les limites de l'OMC : Cette organisation a la difficulté d'approfondir le libre échange car les états encouragent les unions régionales plutôt de développer le multilatéralisme. Ce qui pose beaucoup de difficultés aux pays africains qui ont du mal à s'intégrer.

• **La CNUCED** (conférence des nations unies pour le développement)

Créée en 1964, c'est elle s'est donnée pour 1^{er} objectif l'instauration de relations plus

équitable entre pays industrialisés et pays du Tiers Monde. Elle pour mission essentielles

de promouvoir un nouvel ordre économique international en conjuguant 4 politiques :

- L'instauration de relations internationales plus équitables entre les pays inégalement développés ;
- Le renforcement de l'indépendance économique des pays en voie de développement ;
- L'aide plus importante des pays riches aux pays pauvres ;
- L'expansion du commerce international par une plus grande coordination entre les pays.

• **La Banque Mondiale**

Son objectif principal est de prêter des fonds et d'aider les emprunteurs à réduire la pauvreté. Elle

se compose de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

et association internationale pour le développement (IDA).

La Banque Mondiale à travers ses actions veut contribuer au renforcement des économies à l'extension des marchés à l'amélioration des conditions de vie de tous les pays du monde.

Évolution des échanges internationaux

L'évolution du commerce international depuis les années 40 a été marquée par les étapes suivantes :

De 1945 à 1973 une croissance rapide des échanges internationaux a été enregistrée. Cela s'explique par la reprise de l'économie à la fin de la 2e guerre mondiale qui s'achèvera au choc pétrolier de 1973 (hausse du prix du baril du pétrole)

De 1973 à 1979, une légère reprise puis le 2e choc pétrolier de 1979.

De 1980 à nos jours une évolution marquée par un développement des échanges.

L'évolution des échanges concernent aussi bien la structure des produits que leur orientation

L'évolution dans la composition des échanges :

Les bouleversements économiques constatés depuis le choc pétrolier n'ont pas freiné le commerce international mais ils ont modifié la configuration des échanges internationaux. Le développement des échanges de biens et services a été rapide mais il n'a pas été aussi rapide pour tous les produits et tous les pays. On observe aussi une explosion des mouvements de capitaux.

- **Les échanges de biens : le développement des échanges internationaux de biens** a été très rapide que la croissance de la production. Entre 1950 et 1997, les échanges mondiaux ont été multipliés par plus de 16, alors que la production est multipliée à peine par 6. Cela signifie qu'une part de plus en plus croissante production est échangée au niveau international ou, autrement dit, qu'une part croissante des actifs d'un pays travaille pour l'exportation. Cela a comme conséquence de développer l'interdépendance entre les économies nationales. Ce développement s'est accompagné d'une transformation de la structure par produit : la croissance des échanges de produits primaires est bien plus faible que celle des produits manufacturés, ce qui est dû en partie au fait que les prix des matières premières n'ont pas augmenté aussi vite que ceux des produits manufacturés.
-
- **Les échanges internationaux de services**
Ces échanges se sont développés plus tardivement que ceux des biens (marchandises). Mais aujourd'hui, ils se développent très rapidement. De 15% en 1980 la part des services dans les échanges est passée à 20% en 2002. Les échanges de certains services progressent plus vite (services bancaire, services rendus aux entreprises...)

○ **L'explosion des mouvements de capitaux**

Les flux de capitaux se sont aussi rapidement développés. Ils ont été multipliés par 25 de 1970 à 1990. Cette explosion a été rendue possible par la déréglementation complète des marchés des capitaux qui a permis ce que l'on appelle la globalisation financière.

L'évolution dans leur orientation géographique

Les courants d'échange entre zones géographiques se sont donc considérablement transformés puisque tous les pays ne fabriquent pas le même genre de produit (division internationale du travail). Certains pays ont gagné du poids dans les échanges mondiaux, ceux qui exportent des produits manufacturés, c'est-à-dire en général les pays développés, alors que d'autres en perdaient, ceux qui exportent les produits primaires, c'est-à-dire les pays en développement. Cette spécialisation correspond à la division internationale du travail (DIT) traditionnelle.

On observe une tripolarisation des échanges : on a 3 pôles essentiels d'échange : L'Amérique, l'Europe et l'Asie dont les caractéristiques sont les suivantes :

Le commerce intra-zone est important avec souvent une organisation interne régionale forte de libre échange. Les pays européens sont réunis dans l'Union européenne, l'ALENA regroupe les pays d'Amérique du Nord et le Mexique, le MERCOSUR certains pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), l'ASEAN regroupe certains pays d'Asie sans les grands comme la Chine le Japon et l'Inde). La hiérarchie de certaines zones montre une domination d'un pays : Japon pour l'Asie, les USA en Amérique. Le développement des échanges entre les USA, l'Union européenne et le Japon porte le nom de la « TRIADE ».

Mais cette polarisation marginalise certaines zones, en particulier l'Afrique et une partie des pays d'Asie. La part de ces pays dans le commerce mondial chute par ce que les volumes échangés n'augmentent pas assez vite. Cela vient aussi du prix des produits qu'ils échangent, mais aussi de la faible élasticité-revenu de la demande des produits qu'ils vendent et que les produits qu'ils vendent intéressent de moins en moins les autres (matières premières remplacées par les produits synthétiques).

Remarque : il existe un cas particulier de la balance des paiements (celui des Etats Unis). C'est le seul pays qui peut avoir un déficit durable de sa balance des paiements tout en maintenant la valeur de son économie. En effet, ce déficit est réglé en dollar, monnaie émise par cette économie, mais également véritable monnaie internationale acceptée par tous.

Les théories des échanges extérieurs

Les théories développées par les classiques au 18ème siècle et prolongées par les néoclassiques et les marxistes, constituent une des raisons qui justifient le développement des échanges. On distingue essentiellement deux thèses : une thèse libérale et une thèse protectionniste

La théorie libérale du commerce extérieur : il s'agit des idées qui défendent la liberté de circulation des marchandises, des capitaux et des hommes. Pour les auteurs de cette théorie, le libre échange est un facteur de croissance et de développement pour tous les participants aux échanges. Pour eux la liberté de circulation conduit à une spécialisation efficace des nations dans la production et l'utilisation des ressources à l'échelle mondiale.

La théorie des avantages absolus (Adam Smith) : Dans son ouvrage intitulé « recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations » en 1776, A. Smith a montré que chaque pays doit produire les biens pour les quels son coût de production est faible et abandonner ceux dont les coûts absolus de production sont élevés. « la maxime de tout chef de famille prudent est de ne jamais essayer de faire chez soi la chose qui coûtera moins cher à acheter. Ce qui est prudent dans la conduite de chaque famille en particulier ne peut être guère folie dans celle d'un grand empire » Ainsi un pays doit vendre les produits qu'il fabrique à un coût faible et acheter ceux qui lui coûtent chers à produire.

Exemple : supposons les productions réalisées par deux pays : le Sénégal et la Gambie dans les conditions suivantes. Pour produire une tonne de légumes et une tonne d'arachide, les coûts absolus en heure de travail sont les suivants

Pays Produits	Sénégal	Gambie
Arachides	120h	200h
Légumes	100h	90h

D'après ce tableau et suivant les recommandations d'Adam Smith, le Sénégal doit se spécialiser dans la production d'arachide car son coût absolu de production est plus faible que celui de la Gambie (120h < 200h). La Gambie doit se spécialiser dans la production de légumes. Son coût absolu de production est inférieur à celui du Sénégal (90h < 100 h). Ainsi le Sénégal va utiliser toutes ses heures à produire de l'arachide ; il pourra satisfaire sa demande et celle de la Gambie en vendant les produits moins chers. La Gambie va adopter la même attitude pour vendre les légumes moins chers.

La théorie des avantages comparatifs : Ricardo a prolongé la théorie d'A. Smith et a montré qu'un pays qui n'a aucun avantage dans les échanges extérieurs à cause de ses coûts de production élevés, peut se spécialiser dans les produits où ses coûts sont moindres. Il écrit « chaque pays a intérêt à se spécialiser dans l'activité pour laquelle sa supériorité est plus forte ou son infériorité est moins grande. »

- **Exemple** : posons deux pays A et B qui produisent des machines et du coton dans les mêmes conditions. La production d'une unité de machine et d'une unité de coton donne les coûts suivants dans A et dans B:

Pays Produits	A	B
Machine	80h	120h
coton	90h	100h

D'après Adam Smith

A → machine

A → coton

Ricardo

A → machine

B → coton

D'après Adam Smith, le pays A doit se spécialiser dans les deux biens. Il

devient le seul producteur ; B sera un simple consommateur. Supposons que ces deux pays représente le monde, il y'aura un seul producteur qui est A qui peut aussi être un consommateur (car il peut consommer ses propres produits). Mais il y 'aura un seul consommateur qui est B qui ne produit pas de biens. Dans ces conditions il est impossible d'être un seul consommateur car on ne peut consommer que lorsqu'on produit et vend. Pour lever cette limite, Ricardo va calculer les coûts relatifs afin de montrer que tous les deux pays peuvent se spécialiser dans la production des différents biens.

Pour Ricardo

Coûts relatifs : machine/coton

A : $80h/90h = 0,88$ B : $120h/100h = 1,2$

$0,88 < 1,2$ alors A doit se spécialiser dans les machines car son cout relatif est inferieur

A : $90h/(80h)=1,125$ B: $100h/120h = 0,85$

$0,85 < 1,125$ B doit se spécialiser dans le coton.

Chaque se spécialise et gagne dans les échanges.

Le modèle néoclassique (HOS)

H : Elie Heckscher

O : Bertil Ohlin

S: Paul Antony Samuelson

Ce modèle explique les causes des avantages comparatifs. Pour ces auteurs « Un pays doit se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il est relativement mieux doté que les autres ».Donc chaque pays doit produire les biens dont les matières premières existent en quantité suffisante chez lui. Ce modèle a été remis en cause par Wassily Leontief qui a montré que les Etats-Unis sont mieux dotés que les autres pays pour produire des machines. Et pourtant, ses importations contiennent des machines, ce qui constitue un paradoxe (paradoxe de Leontief). De même la France exporte des voitures en Allemagne mais importe des voitures de ce pays.

La théorie marxiste :

Même si les marxistes acceptent l'explication de Ricardo sur les échanges extérieurs, ils rejettent les origines des échanges défendus par les classiques. Pour les marxistes, le fondement des échanges extérieurs est la conquête des marchés (débouchés) et la recherche de source d'approvisionnement en matières premières. Il en résulte une spécialisation internationale qui a conduit à un enrichissement des pays développés au détriment des pays sous développés.

Les autres fondements des échanges extérieurs :

Comprendre les échanges internationaux ne peut se résumer à ces dotations initiales en facteurs et en temps de travail. Il faut aussi tenir compte de la demande, d'effet de standing et de communication marketing qui stimulent les échanges entre pays développés et semblables sur le plan des coûts de production.

Les théories protectionnistes

Cette thèse est défendue par l'économiste allemand Friedrich List (auteur du protectionnisme défensif) qui a montré la nécessité de mettre à l'abri la concurrence, les entreprises jeunes, les industries naissantes. Cela permettrait leur structuration et des gains comparatifs.

Les économistes marxistes comme : Arghiri Emmanuel et Samir Amin ont montré que le libre échange conduit à l'exploitation des pays en voie de développement par les pays développés.

Les structuralistes comme Paul Krugman, Barbara Spencer ont défendu l'idée selon laquelle l'état doit soutenir les entreprises nationales et développer la recherche-développement.

Les différentes formes de protection sont : la protection tarifaire et la protection non tarifaire.

• **Les barrières tarifaires :**

Ce sont des mesures qui permettent de diminuer l'entrée des marchandises sur le territoire national : les protecteurs locaux deviennent plus compétitifs par rapport à leurs homologues étrangers

On distingue

Les taxes douanières à l'entrée,

Les versements de subventions,

Les réductions d'impôt ou les exonérations

• **Les barrières non tarifaires :**

On distingue :

- Les réductions quantitatives (le contingentement)

- Le commerce administré : ce sont des accords conclus entre deux pays consistant à limiter volontairement les exportations vers l'autre

- La prohibition

- Le dumping : c'est une politique commerciale consistant à vendre moins cher un produit à l'extérieur du territoire que sur le marché national.

On appelle dumping social une situation dans laquelle une entreprise délocalise pour s'implanter dans un endroit où elle peut bénéficier de salaires bas, de cotisations sociales faibles et accroître sa compétitivité

Les normes diverses : ce sont des normes techniques, sanitaires et autres imposées par certains pays pour protéger leur économie.

Utilisation du minimum de contenu local : c'est une technique qui consiste à exiger aux entreprises qui vendent sur le territoire d'utiliser des intrants fabriqués localement.

- **La protection monétaire et financière** : la protection monétaire consiste à utiliser directement ou indirectement la monnaie (en manipulant le taux de change ou le taux d'intérêt) pour aider les entreprises nationales.

- **Exemple** : une baisse du taux d'intérêt pour les entreprises exportatrices, une hausse du taux de change pour les entreprises exportatrices.

La protection financière consiste à utiliser plusieurs instruments financiers pour aider les entreprises exportatrices : crédits d'importation, crédits à l'exportation à des taux d'intérêts faibles ou nuls.

5. Intégration économique

Le modèle européen l'UE : Le traité de Rome 1957 a créé la communauté économique européenne (CEE) dont l'objectif principal est la recherche de développement. En 1992, le traité de Maastricht fixe le calendrier et les conditions de réalisation de l'union économique monétaire. Cette dernière ne sera effective qu'en 1999, date d'entrée en vigueur de la monnaie unique l'euro.

L'UE a enregistré des résultats mais présente des limites.

- **Avantages** : Parmi les avantages de l'intégration on peut retenir :
 - La facilitation des échanges : 2 /3 du commerce extérieur se passent entre les pays membres
 - La suppression des frontières c.-à-d la création d'un vaste marché pour l'entreprise européenne d'où la création d'un débouché qui est un élément important pour la croissance.
 - La réalisation d'économie d'échelle.
 - La coordination des efforts de recherches
 - Le rapprochement des entreprises qui peuvent se concentrer pour atteindre leur taille critique.
 - L'harmonisation des politiques économiques et monétaires
 - Une zone plus attractive avec une monnaie stable et forte

- **Limites** : Parmi les limites on a :

- Un taux de chômage élevé (10% en moyenne)
- Le ralentissement des investissements, de la croissance et de l'emploi (du fait du respect des critères de convergence)
- Eventuellement d'un sentiment nationaliste dans certains pays qui tardent à adopter les monnaies communes.

Expériences Africaines :

- La CEAO (Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest) : Le traité instituant la CEAO a été signé le 17 avril 1973 à Abidjan par les chefs d'états des six pays concernés : Côte d'Ivoire, Haute Volta, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Sénégal.

La mission générale de la communauté est de favoriser le développement harmonisé et d'équilibrer les activités économiques des états membres par la mise en œuvre d'une politique de coopération et d'intégration économique. Elle se voulait un marché commun sans être une zone de libre échange (les produits qui pouvaient circuler librement étaient les produits d'origine agricole sans transformation et les produits manufacturés). Ainsi, la CEAO était limitée dans son projet de développement des activités économiques.

- **La CDEAO** : Elle regroupe tous les pays de l'Afrique de l'ouest. Les huit pays ouest africain de la zone plus le cap vert, Gambie, Ghana, Guinée Conakry, Libéria, Nigéria, sierra Léone.

La CDEAO (ECOWAS) a pour mission de promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaine de l'activité économique, d'abolir les restrictions du commerce, la suppression des obstacles à la libre circulation des personnes de biens et services et d'harmoniser les politiques sectorielles régionales.

Force est de constater que les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des ambitions pour de nombreuses et complexes raisons : les pays ouest africains de la zone franc sont membres de la CDEAO mais leurs actions d'intégration se déroule au sein de l'UEMOA. A ses objectifs économiques et commerciaux, la CDEAO s'est adjointe une dimension politique et militaire en dotant d'une force militaire d'interposition, l'ECOMOC crée en avril 1990 pour mettre fin aux conflits du Libéria. Quelques pays de cette organisation ont créé l'UEMOA pour se rapprocher d'avantage.

- **L'UEMOA** : créée en même temps que la dévaluation du FCFA du 11 janvier 1994. Cette organisation regroupe huit pays de l'Afrique de l'ouest.

Objectif de l'UEMOA : les objectifs généraux se résument en la recherche du développement harmonisé et équilibré de l'économie. En outre on peut citer comme objectifs :

- Le renforcement de l'union douanière
- L'expansion des échanges intra-communautaire
- Allègement de la TVA
- Création d'un cadre favorable à la production et aux échanges
- Adaptation d'un tarif extérieur commun (TEC)

Comme les autres organisations africaines, les difficultés que reconnaît l'UEMOA sont :

- Absence d'infrastructures
- beaucoup de moyens de paiement dont la plupart sont inconvertibles sont utilisés dans la zone.
- Les moyens de transport et de communication sont limités
- Problème de leadership
- Non implication des véritables acteurs que sont les populations
- Les diversités culturelles, linguistiques et ethniques
- Relations commerciales plus fortes avec les pays développés que celles qu'elles entretiennent avec les pays africains eux-mêmes.

Les résultats enregistrés dans la zone sont faibles(5% du commerce extérieur seulement).

Les autres zones intégrées

-
en Afrique :

- Afrique orientale et australe : La ZEP (Zone d'Echange Préférentielle).
- Afrique australe : communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) ; (SACC)
(Union douanière de l'Afrique Australe)
- Afrique du nord : UMA (Union du **M**aghreb)

En Asie :

- ANSEAN :(**A**ssociation des **N**ations **S**ud **E**st **A**siatiques)

En Amérique :

- ALENA (**A**ccord de **L**ibre **E**change **N**ord **A**méricain)

La notion d'intégration
Intégration économique

On appelle intégration le tissage de liens très étroits entre des entités économiques de façon qu'elles perdent chacune une partie de son autonomie. Une des dimensions majeures de l'économie contemporaine est

le développement de la régionalisation, c.-à-d d'accords unissant de façon plus ou moins étroite un groupe de pays. On distingue l'intégration des marchés, et l'intégration des produits.

L'intégration des marchés : Il y'a cinq (6) degrés différents dans l'intégration des marchés ;

- La zone de préférence douanière :les droits de douane sur le commerce entre les pays membres sont abaissés à un niveau inférieur à ceux appliqués aux échanges avec les Etats tiers.
- La zone de libre échange : Les adhérents suppriment entre eux les droits de douane et laissent circuler les marchandises librement (pas de restrictions quantitatives) .
- L'union douanière : En plus de la circulation précédente, c.-à-d la libre circulation des marchandises, les pays membres définissent un même tarif vis-à-vis des pays tiers : le TEC (Tarif Extérieur Commun). Exemple : de zone ayant appliqué ce tarif : ALENA (Etats unis, Canada, Mexique).
- Le marché commun : A ces deux étapes précédentes, qui garantissent la libre circulation des marchandises et le tarif extérieur, doit s'ajouter la libre des facteurs capital et travail). Exemple : l'UE
- L'union économique et monétaire : Cette étape a pour fonction d'harmoniser les politiques nationales selon des critères budgétaires, monétaires et fiscaux pour créer une commune. Exemple : zone euro
- La face ultime : intégration totale : Elle vise l'unification des politiques économiques en plus de l'harmonisation des politiques : politiques économiques, monétaires, fiscales, sociales et éventuellement militaires

L'intégration de la production : Elle fait intervenir un ensemble de pays qui apportent des moyens humains, matériels et financiers pour la création d'une entreprise commune, dont la production aura pour débouché le marché communautaire (les différents pays membres). Exemple : industrie chimique du Sénégal I(ICS) : Côte d'ivoire, Cameroun, Sénégal, Nigéria, inde Dans l'intégration de la production, il peut y avoir la spécialisation par consensus ; les pays partenaires renoncent à fabriquer en même temps un même produit. Par rapport à ces dispositions un pays peut avoir attribué la production exclusive d'un produit et le marché communautaire sera le débouché.

On peut aussi avoir la coproduction où les pays créent une marchandise commune.

Etat et régulation économique

Le chômage

Définition : le chômage est un phénomène économique et social qui se manifeste par une offre de travail plus importante que la demande de travail.

- **Les causes et les différentes formes de chômage** : le chômage a plusieurs causes et se manifeste sous plusieurs formes.

- Le chômage volontaire : il résulte du refus de travail à cause de la faiblesse de salaire proposé.

- Le chômage frictionnel : lorsqu'il y'a décalage entre la qualification des travailleurs et les emplois existants.

Le chômage technique : il résulte de l'inactivité forcée due à une discontinuité dans le processus de production. exemples : rupture de stocks, panne de machines,

Le chômage technologique : il apparaît à la suite d'une innovation qui économise du travail (substitution du travail par le capital). Il peut aussi apparaître lorsque les entreprises développent des investissements de productivité.

- Le chômage par la demande : lorsqu'il y'a insuffisance de la demande ou de débouchés, les entreprises peuvent libérer des travailleurs.

- - Le chômage saisonnier : lorsque la fluctuation de l'activité du salarié l'oblige à arrêter son travail pendant certaines époques de l'année, on parle alors de chômage saisonnier. Exemple
- les travailleurs dans les secteurs touristiques
- - Le chômage conjoncturel : il est lié au ralentissement temporaire de la croissance économique
- (il est passager).

- - Le chômage structurel : il résulte des changements de longues durées intervenus dans
- les structures démographiques, sociales, économiques et institutionnelles. Exemple effets de
- la législation, la structuration industrielle (délocalisation), baisse du taux d'activité.

- **La théorie économique a fourni plusieurs explications du chômage :**

- - Pour les néoclassiques il y'a chômage lorsqu'il y'a des facteurs de blocage à la flexibilité
- des salaires. Exemple : le refus des syndicats de baisser les taux de salaires, le SMIG

- - pour les keynésiens le chômage existe lorsque la demande est insuffisante pour tirer l'offre.
- Les keynésiens considèrent la baisse des salaires comme un moyen de baisser la demande.
- Au contraire la hausse des salaires relance la demande

- - Pour les marxistes le chômage est indispensable au développement du capitalisme. En effet
- la recherche de profit pousse les capitalistes à remplacer l'homme par la machine
-
- 1 L'inflation
- Détails
- Catégorie : 1. les déséquilibres économiques
-
- **1 - Définition** : l'inflation est un déséquilibre entre deux types de flux (flux monétaire et flux réel) dont la manifestation est une hausse durable et généralisée des prix.
- **2 - Mesure de l'inflation** : on utilise l'indice des prix à la consommation (IPC) pour calculer le taux d'inflation. En effet il s'agit de choisir un certain nombre de produits représentatifs à la consommation des ménages et de calculer la moyenne pondérée par la quantité consommée. INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) utilise 266 postes de consommation.
IPC_t = l'indice des prix à la consommation à la date t
IPC_{t-1} = l'indice des prix à la consommation à la période t-1
Ti = le taux d'inflation

-
- $$ti = \frac{IPCT - IPCT - 1}{IPCT - 1} \times 100$$
-
- **3 - Les causes de l'inflation :** La théorie économique distingue plusieurs causes de l'inflation.
- **a - L'inflation par la monnaie :** on voit dans la hausse des prix le résultat d'une création monétaire excessive. Elle provient donc d'une quantité de monnaie excessive ou plus exactement d'une croissance de la masse monétaire trop importante par rapport à la croissance de la production
- **b - L'inflation par la demande :** elle explique la hausse des prix par un déséquilibre entre l'offre de bien qui est insuffisante par rapport à la demande de consommation.
- **c - L'inflation par les coûts :** Elle met en cause un ou plusieurs coûts de production. Elle se traduit par une répercussion sur les prix de vente d'une augmentation du prix des matières premières, des salaires ou les coûts auxquels les entreprises doivent faire face.
- Une hausse du prix du pétrole peut aussi se répercuter sur l'ensemble des prix de l'économie (il s'agit d'une inflation importée ; c.-à-d liée à l'augmentation du prix du bien importé). Si les salaires augmentent de façon plus rapide que les gains de productivité, alors le coût du travail augmentera et sera peut être répercuté sur les prix de vente. L'inflation peut aussi résulter des frais financiers élevés qui se répercutent sur le prix de vente.
- **d - L'inflation par la structure des marchés :** on peut avoir une inflation dans les cas suivants :
 - Allongement des circuits commerciaux avec l'existence d'intermédiaires commerciaux
 - très nombreux.
 - Une faible mobilité des facteurs de production
 - Puissance des oligopoles ou monopoles qui impose un prix supérieur à celui de la concurrence
- **4 - Les conséquences de l'inflation :**
Les conséquences de l'inflation sont d'ordre économique et social.
- **a - conséquences économiques**
Une inflation rampante de quelques points de pourcentage par an, ne constitue pas une menace grave pour l'économie. Elle peut même

stimuler l'activité économique. En effet, lorsque les prix augmentent sur le marché, les entreprises trouvent des opportunités à augmenter leurs productions pour gagner beaucoup de profits ; elles vont en même temps embaucher en créant de nouveaux emplois. Tant que ses effets n'affectent le pouvoir d'achat des ménages, l'activité peut être dynamique.

Une inflation galopante qui résulte de la hausse des coûts des matières premières, des biens d'équipement, diminue la compétitivité de l'économie, car les prix des produits nationaux deviennent chers. En période d'inflation les détenteurs de liquidités se retrouvent avec de la monnaie dépréciée qu'ils cherchent à dépenser (fuite devant la monnaie). Les industriels et commerçants augmentent leur endettement car les prix montent plus vite que les coûts. En période d'inflation, la valeur de la dette baisse, car on paie avec de l'argent déprécié.

- **b - conséquences sociales**

L'inflation diminue le pouvoir d'achat ou le revenu réel des agents économiques (on arrive plus à acheter les quantités qu'on pouvait acheter avant, avec son revenu) : elle accroît la pauvreté

Les titulaires de revenus fixes comme les salariés et les titulaires de comptes à terme s'appauvrissent.

Sur une longue période une instabilité sociale risque de s'installer, car les syndicats s'organisent, revendiquent une hausse des salaires. Les entreprises rencontrent des problèmes liés à la hausse des coûts de production, diminuent leurs investissements et les emplois (le chômage s'aggrave).

Les politiques économiques de l'état

. La régulation :

C'est l'ensemble des interventions des pouvoirs publics dans l'économie. Ces interventions sont caractérisées par la hiérarchie des objectifs poursuivis et le choix des instruments mis en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Les principaux objectifs sont : la croissance, le plein emploi, la stabilité des prix et l'équilibre des échanges extérieurs.

Le carré magique de Nicolas Kaldor

Taux de croissance
Taux chômage
balance commerciale
100% 5% 100%
Taux d'inflation

Les principaux instruments sont le budget, le taux d'intérêt, les taux de change, la masse monétaire, la législation et les entreprises publiques.

A- La politique budgétaire : C'est l'ensemble des actions de l'état dans l'économie par le biais de son budget. Avec son budget l'état peut relancer une économie en récession « GO » ou freiner une économie en expansion « STOP » qui connaît des tensions inflationnistes.

Lorsqu'une économie est en récession l'état mène une politique de déficit budgétaire en augmentant ses dépenses ou en diminuant ses recettes.

En période d'expansion qui s'accompagne de tension inflationniste, l'état mène une politique d'excédent budgétaire en augmentant ses recettes par le biais des impôts ou en diminuant ses dépenses.

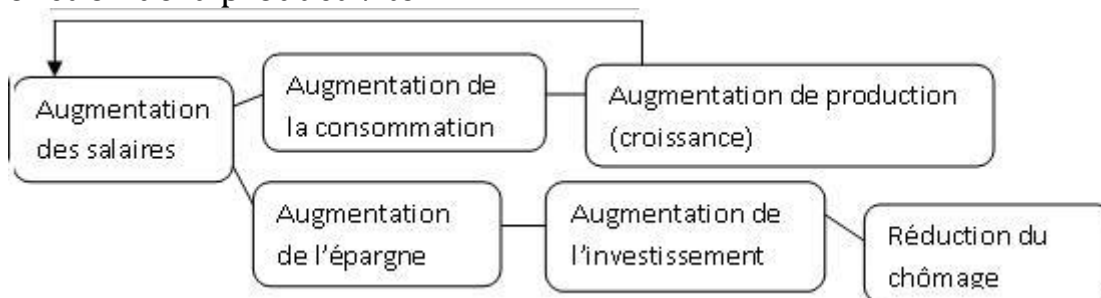
B- La politique monétaire : Elle est menée par la banque centrale, la banque de 1er rang, la banque des banques. Une banque centrale a pour mission essentielle de réguler les émissions de monnaies, la distribution de crédits et les flux internationaux de capitaux. Parmi les moyens dont dispose la banque centrale pour mener une politique monétaire ; on peut citer : la politique d'open market, la politique des réserves obligatoires, la politique de réescompte d'effet et l'encadrement du crédit.

- **La politique d'open market** : les interventions de la banque centrale sur le marché monétaire sont appelées opérations de open market. le marché est celui des opérations à court terme qui s'instaure quotidiennement entre les différentes banques de la place. Les banques qui ont des excédents de liquidité mettent celles-ci à la disposition des autres banques qui ont des besoins de liquidité moyennant un intérêt. La banque centrale intervient sur le marché monétaire en achetant ou en vendant des titres publics ou privés (bon du trésor, effets de commerce)

- **La politique de réescompte** : C'est une technique bancaire qui consiste à transformer en liquidité des créances non encore échus. A partir du taux de réescompte, la banque centrale peut réguler l'économie en augmentant ou en diminuant des liquidités. le taux de réescompte de la banque centrale constitue la base des calculs des taux d'intérêts.

- **La politique des réserves obligatoires** : les réserves obligatoires correspondent à l'obligation faite aux banques commerciales de détenir au niveau de la banque centrale un compte alimenté à partir des dépôts reçus. En augmentant ou en diminuant les taux de réserves obligatoires la banque centrale peut réduire ou augmenter les liquidités dans l'économie.

c - La politique des revenus : C'est l'action exercée par l'état dans l'économie à partir des revenus. Cette politique doit garantir une répartition équitable du revenu national et la compétitivité nationale. Il s'agit de distribuer des revenus suffisants pour augmenter la demande. Il faut noter cependant que l'augmentation des salaires doit se faire en fonction de la productivité.



D - La politique industrielle : elle consiste à mettre sur place un développement du tissu industriel. L'action sur la législation, la fiscalité, la création d'infrastructures, la formation et la recherche, le financement... est souvent utilisé comme instrument de politique économique

Remarque : on appelle politique conjoncturelle, une politique dont les effets attendus sont dans un délai très court.

Exemple : la politique budgétaire, la politique monétaire, la politique des revenus sont des politiques conjoncturelles.

Une politique structurelle est une politique qui portera ses fruits sur une longue période.

Exemple : la politique industrielle.

Le budget de l'état

A - Définition et caractéristique : le budget est un document qui enregistre l'ensemble des prévisions de recettes et de dépenses de l'état au cours d'une période déterminée (un an).

Remarque : l'aspect prévision est extrêmement important dans la définition du budget.

La prévision est l'action qui consiste à déterminer l'évolution future d'une grandeur.

Officiellement le budget de l'état le nom de la loi des finances qui peut être modifiée au cours de l'année par des dispositions.

B - Les composantes du budget de l'état :

Les recettes : on distingue les recettes ordinaires et les recettes extraordinaires.

- Les recettes ordinaires : Elles sont constituées des fiscales et des recettes non fiscales.

- Les recettes fiscales : ce sont les recettes d'impôts. l'impôt est un prélèvement

obligatoire définitif et sans contrepartie directe effectuée par l'état ou les collectivités

locales pour faire face aux dépenses publiques.

Les personnes physiques ou morales qui s'acquittent de l'impôt sont appelées des contribuables.

Le fisc est l'administration chargée de percevoir les impôts. La fiscalité est le processus par le quel, les pouvoirs publics s'assurent des fonds prélevés par voie obligatoire.

Les recettes fiscales sont constituées des impôts directs, des impôts indirects et des autres impôts.

Les impôts directs : ce des impôts perçus directement sur le revenu ou capital constituant la base imposable (assiette de l'impôt). Parmi les impôts directs, on peut citer : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés...

- **Les impôts indirects** : ce sont des impôts perçus à l'occasion de certaines opérations économiques telles que la production, la consommation, l'exportation et l'importation. Parmi les impôts indirects, on peut citer : la TVA et le droit de douane

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est un impôt payé d'abord par le producteur qui incorpore le montant payé dans les prix payés par l'acheteur ou le consommateur qui est le véritable contribuable.

Les droits de douane appelés aussi taxe douanière ou droit de porte sont des impôts particuliers qui frappent les marchandises importées ou exportées.

Les autres impôts indirects sont : les droits d'enregistrement qui sont perçus à l'occasion de certains grands événements qui peuvent affecter la vie d'une personne physique ou morale.

Exemples : les droits de mutation, les droits de succession...

- **Les recettes non fiscales** : Elles sont constituées des recettes démoniales (du domaine de l'état), des recettes d'exploitation industrielle et des services de l'état, des contributions, ... Les recettes : ce sont les recettes d'emprunts aux quelles a recours l'Etat lorsque ses recettes ordinaires sont insuffisantes pour couvrir ses dépenses. L'impôt engage les générations actuelles mais l'emprunt engage les générations futures. L'emprunt peut avoir une source intérieure (emprunt obligatoire) ou une source extérieure (dette extérieure).

3 - Les dépenses budgétaires : Elles sont composées des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.

- **Les dépenses de fonctionnement** : L Ce sont des dépenses rendues nécessaires par le fonctionnement des services de l'état. Parmi les dépenses de fonctionnement, on peut dépenses de personnels , les dépenses d'entretien et les dépenses de matériels.

- **Les dépenses de capitaux** : ce sont des dépenses équipement ou les dépenses d'investissement

4 - Déficit, impasse et excédent budgétaire :

- Il y'a déficit budgétaire lorsque les dépenses définitives dépassent les recettes fiscales et autres. les dépenses définitives sont constituées par les dépenses de fonctionnement et

les dépense de capital. Les dépenses temporaires sont des dépenses qui font l'objet d'un remboursement. Exemple : les avances sur salaires, les prêts de l'état aux entreprises publiques et aux collectivités locales.

- L'impasse budgétaire désigne l'insuffisance des recettes fiscales et autres par rapport

à l'ensemble des dépenses (temporaires et définitives)

- L'excédent budgétaire est le dépassement des recettes fiscales et autres par rapport aux dépenses définitives.

5 - Pression fiscale, évasion et fraude fiscale :

- La pression fiscale est un indicateur qui mesure l'effort fiscal fourni par les contribuables d'un pays. Elle est exprimée en pourcentage. le

taux de pression fiscale est le rapport entre le montant des recettes fiscales et le PNB ou le revenu national.

Soient

TPF = taux de pression fiscale

RN = revenu national

RF recette fiscale

$$TPF = \frac{RF}{PNBouRN} \times 100$$

- Evasion fiscale : Elle correspond à l'ensemble des procédés par lesquels les contribuables peuvent échapper particulièrement ou totalement à l'impôt sans manœuvre frauduleuse.
- Fraude fiscale : c'est la dissimulation délibérée de ressources au moyen de procédés illégaux qui sont susceptibles d'être sanctionner.

1 Les différents concepts de l'Etat

57

A - La conception libérale : « L'état gendarme » : c'est une doctrine développée par les économistes classiques au début de la phase du capitalisme industriel. Selon Adam Smith, la fonction essentielle de l'état consiste à faire respecter l'ordre intérieur, à s'assurer la sécurité vis - à - vis de l'extérieur.

Pour les économistes classiques, l'intervention de l'état dans l'économie doit se réduire à sa simple expression de manière à permettre le libre fonctionnement des mécanismes de marché (les jeux de l'offre et de la demande)

B - La conception keynésienne de l'état : « L'état providence » : a travers son analyse, John Maynard Keynes montre que quelquefois l'état doit intervenir dans l'activité économique, si le marché n'arrive pas à corriger certaines crises économiques comme le chômage et l'inflation.

Exemple : Pour éliminer le chômage, l'état doit prendre des initiatives de la relance de demande en créant des investissements lourds : les grands travaux.

Il faut que l'état intervienne alors dans l'activité économique en augmentant les dépenses ou en réduisant les recettes ou mieux les deux à la fois. Pour Keynes l'état doit aller même au delà pour être un état providence qui redistribue les richesses nationales en instituant un système de protection

sociale.

L'économiste Musgrave l'Etat a 4 fonctions essentielles :

- **Etat producteur** : il doit jouer un double rôle à savoir : réaliser une production marchande en se dotant d'unités de production (entreprises) et produire des services non marchands (défense, police, justice et gendarmerie)
-
- **Etat distributeur** : Répartition revenu national (distribution et redistribution) en prélevant des impôts et cotisations sociales, puis en distribuant des salaires, des pensions et indemnités et réalisant des investissements dans les secteurs sociaux
-
- **Etat régulateur** : stabiliser l'économie en menant des actions conjoncturelles pour corriger des dysfonctionnements de l'économie, mais aussi des actions structurelles en assurant une croissance forte, en octroyant des emplois et en maintenant l'équilibre extérieur.

FIN DE RESUME

EXERCICES

I - Calcul d'indicateurs

Les grandeurs économiques évoluent dans le temps. Pour mesurer les évolutions et les comparer, on calcule les variations absolues et les variations relatives. Trois indicateurs peuvent être utilisés : les pourcentages, l'indice et le coefficient multiplicateur. Ces trois indicateurs sont étroitement liés entre eux.

A- Les pourcentages

Il y a deux types de pourcentages : les pourcentages de répartition et les pourcentages de variation.

1- Les pourcentages de répartition :

Ces pourcentages sont aussi appelés des pourcentages instantanés (ou proportions ou parts relatives). Ils mesurent l'importance d'une grandeur donnée dans un ensemble plus important dont ils appartiennent.

Ces pourcentages permettent de décrire une situation donnée à un moment donné.

59

Exemple :

Dans une classe de TG on a 40 élèves dont 24 filles.
Calculer le pourcentage de filles. En déduire celui des garçons

Corrigé :

Le pourcentage des filles est $P = \frac{24}{40} \times 100 = 60\%$
Soit $P = 60\%$

Le pourcentage des garçons est : $\frac{16}{40} \times 100 = 40\%$

Autre méthode :

Le pourcentage des garçons est : $100 - 60 = 40\%$

2 - Les pourcentages de variation ou taux de variation

Les pourcentages de variation mesurent l'écart en pourcentage entre deux valeurs prises en deux dates différentes par une même grandeur.

Soient :

- V_i = la valeur initiale de la grandeur
- V_f la valeur finale de la grandeur
- T_v = le taux de variation

On a
$$T_v = \frac{(\text{valeur finale} - \text{valeur initiale})}{\text{valeur initiale}} \times 100$$

$$T_v = \frac{V_f - V_i}{V_i} \times 100$$

Le taux de variation peut être négatif ou positif.

- S'il est positif, on parle de taux de croissance
- S'il est négatif, on parle de taux de décroissance

Exemple :

a) Entre 1954 et 1990 la population active occupée de la France, dans le secteur primaire est passée de 5043100 actifs à 1269600 actifs. Calculer le taux de variation de la population active dans ce pays, puis interpréter le résultat (source : INSEE).

b) Dans la période, celle du secteur tertiaire est passée de 7309700 actifs à 14 289 000 actifs
Calculer les taux de croissance et interpréter les résultats.

60

Corrigé

Pour le secteur primaire

$$T_v = \frac{V_f - V_i}{V_i} \times 100$$
$$T_v = \frac{1269600 - 5043100}{5043100} \times 100$$

$$T_v = -74,82\%$$

Pour le secteur tertiaire

$$T_v = \frac{14289000 - 7309700}{7309700} \times 100$$

$$T_v = 95,48\%$$

Interprétation :

- 74,82% : Entre 1954 et 1990, selon INSEE, dans le secteur primaire, la population active occupée de la France est passée de 5043100 à 1269600, soit une baisse de 74,82%.
- 95,48% : Entre 1954 et 1990, selon INSEE, dans le secteur tertiaire, la population active occupée de la France est passée de 7309700 à 14289000, soit une hausse de 95,48%.

Remarques :

- la différence entre deux pourcentages s'exprime en points et non en pourcentage. Ex : 4% - 2% = 2 points de %
- Une baisse de valeur d'une grandeur ne peut pas dépasser 100%. Une grandeur qui baisse de 100% devient nulle.
- Une grandeur peut augmenter d'une manière infinie autrement dit dépasser une augmentation de 100%
- Les variations à la hausse et la baisse en pourcentage de grandeur ne sont jamais symétrie. Une grandeur qui augmente de x% à la première période puis diminue de x% à la deuxième période ne revient pas à sa valeur initiale.

Exemple :

Dans une période la population d'un pays A qui s'élève 10 000 000 habitants augmente de 50% puis diminue de 50%

$$10\ 000\ 000 + 10\ 000\ 000 \times 50\% = 15\ 000\ 000 \text{ habitants}$$

$$15\ 000\ 000 - 15\ 000\ 000 \times 50\% = 7\ 500\ 000 \text{ habitants}$$

Attention :

Des taux de croissance ne s'additionnent pas

Exemple :

une hausse de 10% suivie d'une autre de 5% ne signifie guère une hausse de 15%.

Preuve

Si la valeur initiale $V_0 = 500$; à la 1ère période cette grandeur augmente de 10% et à la 2nde période elle augmente de 5%.

Calculer sa valeur à la fin de la 2nde période.

Corrigé

V_0 = la valeur de début de période ;

V_1 = la valeur fin 1ère période ;

t_1 = taux ;

$$V_1 = V_0 + V_0 \times t_1 = V_0 (1 + t_1) = 500 + 500 \times 0,1 = 500(1 + 0,1) = 1,1 \times 500 = 550$$

V_2 = la valeur fin 2nde période

Prix : 2.500FCFA

Réseau Scolaire 77 199 21 68

$$V_2 = V_1 + V_1 \times t_2 = V_1 (1 + t_2) = 550 + 550 \times 0,05 = 550(1 + 0,05) = 550 (1,05) = 577,5$$

$$V_2 = V_0 (1 + t_1) + V_0 (1 + t_1) t_2 = V_0 (1 + t_1) (1 + t_2) = 500 (1 + 0,1) (1 + 0,05) = 577,5$$

Si la grandeur avait augmenté d'une manière globale de 15%, on aurait

$$V_1 = V_0 + V_0 \times t = 500 + 500 \times 0,15 = 575$$

Attention :

si le taux de croissance est supérieur ou égal à 100%, la variable augmente de plus de son double, il est plus adéquat de calculer le coefficient multiplicateur.

B - coefficient multiplicateur (CM) :

Le coefficient multiplicateur le nombre qui multiplie la valeur initiale (VI) pour donner la valeur finale

On a :

$$CM = \frac{vf}{vi}$$

Il permet donc de mesurer l'écart entre deux valeurs d'une grandeur donnée.

62

Remarque :

Si le taux de croissance est supérieur ou égal à 100%, son calcul est obligatoire.

Exemple :

Dans un pays A les prix passent des 120F à 300F entre l'année n et l'année n+1. Calculer le coefficient multiplicateur puis interpréter les résultats

Corrigé

$$CM = \frac{300}{120} = 2,5$$

Interprétation

CM= 2,5 : entre l'année n et l'année n+1, dans le pays A, les prix sont passés de 120F à 300F, soit une multiplication par 2,5 ; donc les prix de cette période ont plus que doublé dans ce pays.

C - Les indices :

L'indice est un nombre sans dimension qui permet de comparer une grandeur d'une période à celle d'une autre période choisie comme période de base (période de référence) ou à mesurer les disparités entre grandeurs. Cette période de base est affectée un indice qui est toujours égal à 100.

$$I_s = \frac{v_f}{v_i} \times 100$$

Exemple 1 :

Au Sénégal le kilo de riz coûtait 140F en 2000. En 2001 ce même kilo de riz coûte 280F (base = 100, 2000). Calculer l'indice puis interpréter le résultat

Corrigé

$$I_s = \frac{280}{140} \times 100$$

Is = 200

L'indice du riz est passé de 100 à 200 de 2000 à 2001

Exemple 2 :

en 2000, on a recensé les prix suivants des produits consommés au Sénégal

Produit	Prix de 2000
Lait en poudre 1kg	1200
Riz 1kg	140
Essence super 1L	420
Sucre en morceau 1kg	450

Prenons comme base le riz. On peut comparer les produits consommés au Sénégal en 2000.

Produit	Prix	Indice simple des prix (IS)
Lait en poudre 1kg	1200	857,14
Riz 1kg	140	100
Essence super 1L	420	300
Sucre en morceau	450	321,43

Remarques P698

La différence entre deux indices a pour résultats des points indiciaires

Exemple :

l'indice de l'essence super = 300 ; l'indice du riz = 100 ; on peut dire que l'indice du prix de l'essence super est supérieur à 200 points celui du riz

II - Représentation graphique

On distingue plusieurs types de représentations graphiques qu'on peut classer en 2 catégories.

1^{ere} catégorie : La représentation graphique d'une évolution

Pour visualiser une tendance ou une progression, on utilise souvent les représentations suivantes :

- Une courbe ;
- Des bâtons ;
- Des barres ou bandes ;
- Des tuyaux d'orgue

Les données qui sont adaptées aux graphiques d'une évolution sont les valeurs brutes mais surtout les valeurs brutes transformées en indices.

Exemple : Importations alimentaires au Sénégal de 1977 à 1984 (milliards de FCFA)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Total Importations (M)	34,5	33,5	41,2	40,9	69,1	59	69,8	69,9
Riz	11,3	12,6	14,8	8,1	28,4	26,3	32	32
Blé	4,6	2,9	5,4	5	5	5,8	8,2	8,5

Source : D P S

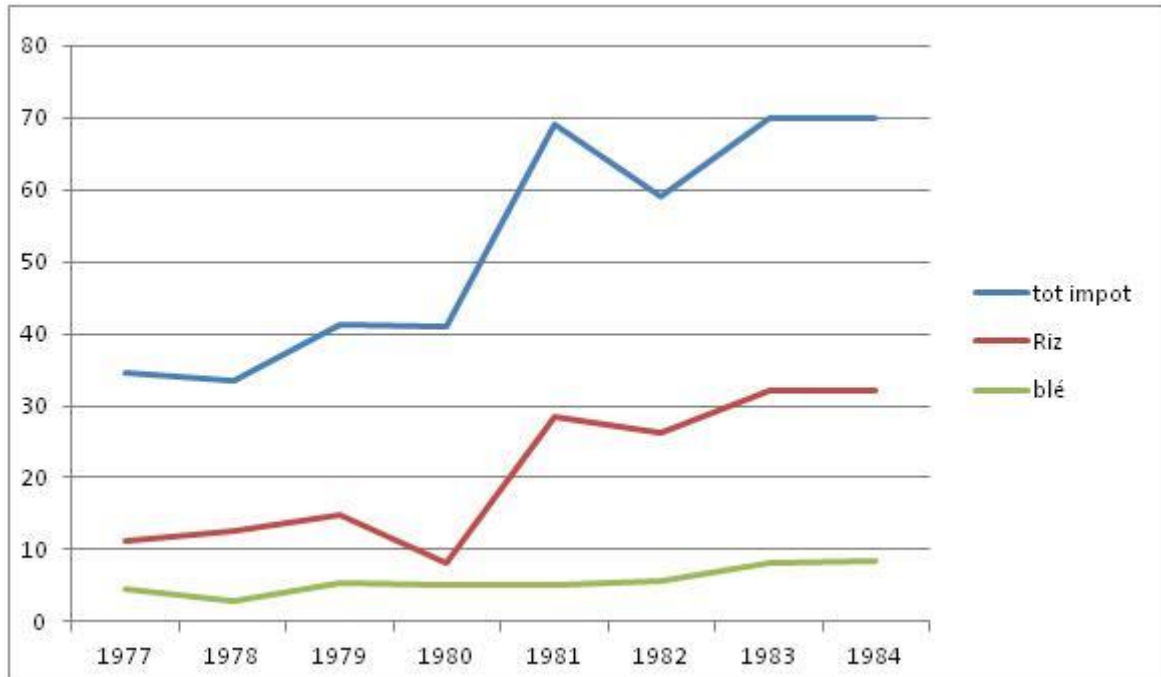
Travail à faire :

1- Représentez l'évolution des importations totales, des importations de riz et de blé (vous utilisez les courbes)

2 - Reprendre la même question en utilisant de barres

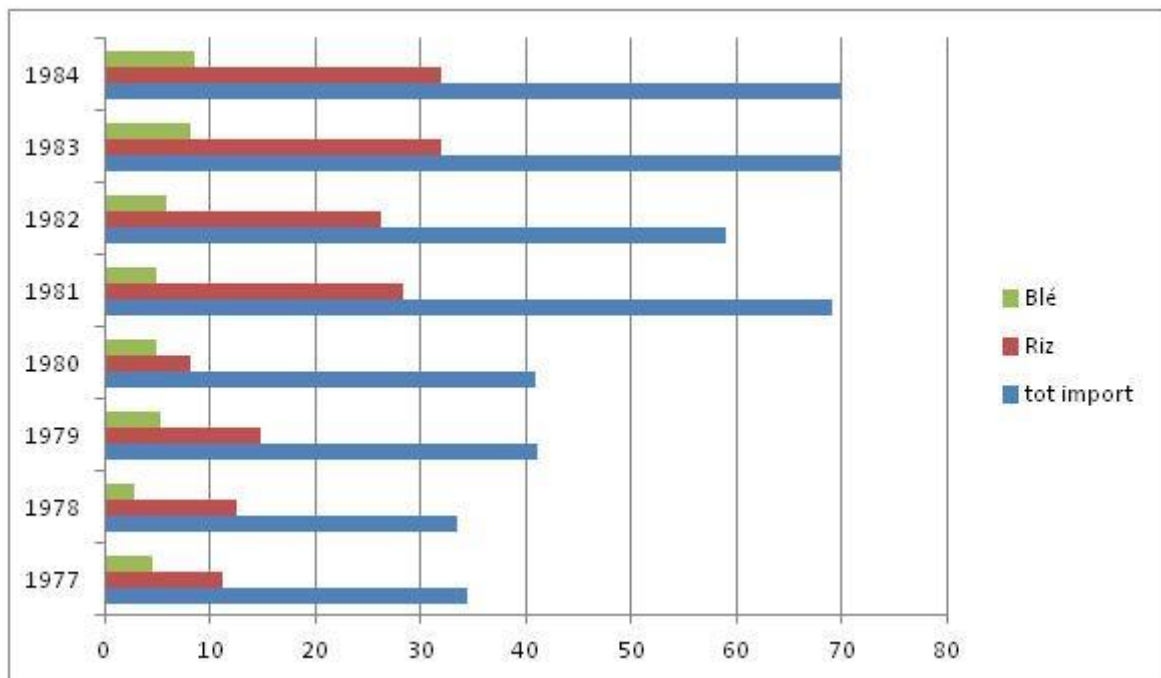
Correction :

1 - Courbes d'évolution des importations sénégalaise



Source : DPS

Evolution sous forme de Barres



Source: D P S

2eme Catégorie : Représentation d'une répartition ou d'une structure
Pour représenter une répartition ou une structure on utilise les diagrammes à secteurs (circulaire ou semi-circulaire) ou à barres (ou bandes superposées ou tiroirs)

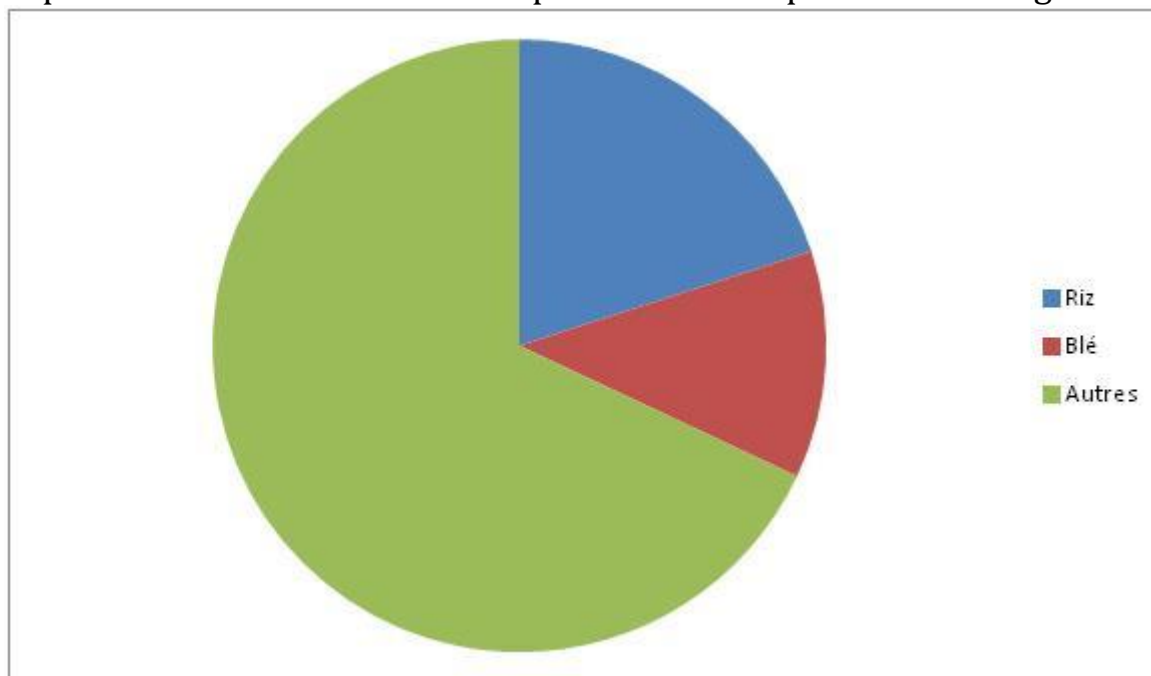
Exemple

1 - Représentation circulaire : Pour une telle représentation il faut transformer les valeurs brutes en pourcentages et en degrés
1980 % degrés

	1980	%	degrès
Importation	40,9	100	360
Riz	8,1	20	72
Blé	5	12	43,20
Autres produits	27,8	68	244,8

Source: DPS

Représentation circulaire de la répartition des importations sénégalaises



Source : DPS

Méthodologie 2

QUESTION DE SYNTHÈSE

La question de synthèse est une épreuve des élèves de terminale G, une catégorie d'élèves qui doivent dans le futur, faire des études supérieures, une formation professionnelle, un travail administratif... Elle s'adresse aussi à un public beaucoup plus large, c.-à-d aux cadres de façon générale.

Ce travail suscite dès lors un intérêt et des objectifs.

I - L'intérêt de la Question de Synthèse (QS)

L'intérêt de la question de synthèse est :

- Qu'elle est une épreuve du BAC G (économie) dans le premier groupe avec un coefficient six (6). Sa maîtrise implique de forte chance d'avoir la moyenne même si on ne maîtrise pas parfaitement le sujet à traiter ;
- Qu'elle peut être rencontrée dans les concours et les examens d'après le BAC ;
- Qu'elle est à la base de la différence entre les chefs d'entreprises, les cadres dans l'administration et dans les banques ;
- Qu'elle peut aider les élèves à mieux maîtriser les autres matières.

68**II - Objectifs**

La question de synthèse a un double objectif :

- Le premier est d'initier l'élève à concevoir une argumentation cohérente, pertinente et concise sur un thème en se basant à la fois sur ses connaissances personnelles tirées du cours, des exercices, des lectures des films, des débats, mais aussi sur les éléments tirés de l'exploitation des documents et du travail préparatoire. Il s'agit dès lors de :
 - De comprendre le sujet
 - De recenser les idées ayant trait au sujet (au niveau des connaissances personnelles, du travail préparatoire et des documents)
 - Trier parmi ces idées celles qui sont pertinentes
 - Classer ces idées pertinentes
 - Construire une argumentation dans un style simple, clair et concis
 - Le deuxième objectif est d'amener l'élève à se comporter de façon rigoureuse face à un problème, c.-à-d d'acquérir un savoir faire et un savoir devenir perceptible dans les comportements de tous les jours.
- La question de synthèse a une forme et un fond.

III - La forme :

il faut :

- une présentation aérée :
- Ecrire lisiblement
- Sauter des lignes
- Entre l'introduction et le développement
- Entre les parties
- Entre les sous- parties
- Entre le développement et la conclusion
- Se référer aux documents entre parenthèses. Ne jamais écrire : comme le montre, le dit ..., le document
- écrire sans faute: une relecture s'impose pour éviter les fautes.

IV - Sur le fond :

a - Comprendre le sujet :

Cela signifie :

- Souligner et expliciter les mots et expressions importantes ;
- Reformuler le sujet de préférence sous une forme interrogative ;
- Dégager les principales parties du plan

b - Recenser les idées :

Il s'agit :

- De recenser les idées personnelles (écrire toutes les idées en vrac en évitant de s'autocensurer à cette étape)

- Extraire les informations des documents et du travail préparatoire : analyser les documents dans la perspective de répondre aux questions posées ; indiquer les informations principales pour chaque document puis placer les informations secondaires sous chaque information principale.

c - Trier et classer les idées : retenir les idées pertinentes en vue de répondre à la problématique du sujet et éliminer les autres idées (censure) ; classer les idées en mettant dans chaque partie les idées groupées en deux (2) ou trois (3) sous parties numérotées.

d - Etablir un plan directeur :

- Choisir une feuille distincte pour chaque partie ;
- Sur chaque feuille reporter les titres et sous titres de chaque partie et classer les idées correspondantes ;

- Rédiger les introductions partielles, les transitions et les conclusions partielles

e - Rédaction du devoir :

- Rédiger au brouillon l'introduction et la conclusion ;
- Recopier au propre l'introduction sur la copie
- Rédiger le développement directement sur la copie en évitant les fautes, les phrases longues et compliquées et choisir bien les mots utilisés pour donner de la valeur à l'argumentation.

V - Qu'est- ce que l'introduction ? Le développement ? la conclusion ?

- L'introduction : Elle est essentielle, trois (3) parties doivent apparaître. il faut présenter le sujet (l'amener, le présenter et le situer dans le cadre général du thème à traiter), formuler la problématique (interrogation centrale) qui doit justifier le plan qui s'impose.
- Le développement : Il s'agit d'une argumentation qui comporte :
- Une exploitation des documents : tous les documents doivent être utilisés par rapport au sujet, les données chiffrées doivent être transformées en %, taux de variation, indice, coefficient multiplicateur....et éviter de paraphraser et de résumer les documents (rechercher simplement les idées à utiliser dans l'argumentation). Une idée d'un document doit être mise entre parenthèse pour mentionner sa source, comme par exemple : (doc1)
- Une référence aux théories économiques qui aide à expliquer des réalités. De même la référence à quelques auteurs est souhaitable.
- Une explication, des définitions de certains concepts et des démonstrations sont souhaitables.
- Remarque : les phrases de transitions (les mots de liaison) sont indispensables. Elles se trouvent entre les parties et les sous parties. Chaque partie porte une introduction partielle et une conclusion partielle.
- La conclusion : ce n'est pas un résumé simple. Il s'agit de formuler une réponse claire à la question posée dans l'introduction. C'est un bilan qui doit affirmer nettement les points forts qui ont été démontrés (ne jamais remettre en cause les réponses fondamentales à la problématique. Il est souvent conseillé de terminer par l'ouverture sur une réflexion générale mais connexe (ne jamais poser une question non liée au sujet et à la quelle on ne peut répondre).

1 Croissance et développement

I - DOCUMENTS

DOCUMENT 1 A

En cette fin de siècle, nos sociétés sont prises au piège de la croissance. Pièges aux multiples détentes, dont il convient de démontrer les différents ressorts.

Le premier est d'une simplicité biblique. Toute production est destruction (de travail, d'énergie, de matières premières en d'autres matériaux). Toute croissance des productions est croissance de ces destructions. Et au rythme

de la croissance économique, s'élargissent destructions ou dégradations de ressources et pollution.

Source : Michel Beaud in le Monde de débats, octobre 1994.

-
DOCUMENT 1 B : Economie et écologie

Economie et écologie : tout oppose, en apparence ces deux disciplines. Cependant les questions environnementales ont pris une telle ampleur sociale qu'il n'est plus possible d'accepter un dialogue de sourd entre économie et écologie.

Lorsque les écologistes défendent l'idée d'un développement durable, les économistes sont en mesure de définir un cadre conceptuel qui aide à préparer les arbitrages nécessaires. Lorsque les écologistes réclament des mesures de protections de l'environnement, les économistes savent proposer une palette d'outils réglementaires, fiscaux, incitatifs.

-
Source : Environnement, économie croissance de la commission du XI^e plan. La découverte de la documentation Française Septembre 1993.

-
DOCUMENT 2 : Les écotaxes

Pays	Part dans les impôts et les cotisations sociales (%)	Part dans le PIB en %
Danemark	10,08	<u>5,14</u>
Pays-Bas	9,39	3,92
Italie	8,01	9,47
Union Européenne	6,72	2,84
France	5,18	2,37
Belgique	5,89	2,71

Source : Eurostat, statistiques en bref, Février 2002 repris dans Sciences Economies A. Silem page 49.

-
DOCUMENT 3 : les inégalités dans la croissance.

-

Source : Rapport mondial sur le développement 2001 PNUD et l'Etat du monde 2000 repris
in A. Silem opus cité page 33.

II - QUESTIONNAIRE

1 - Travail préparatoire

*a - Définir développement durable, écotaxe, impôt, PIB réel.
02 pts*

*b - Interpréter le chiffre souligné du document 2. 0,5
pt*

*c - Comparer la part des écotaxes dans le PIB de la France avec celle de l'UE.
01 pts*

d - Expliquer pourquoi économie et écologie sont elles difficilement conciliables. 02 pts

*e - En quoi consiste la théorie de la croissance zéro ?
01,5 pts*

f - Expliquer comment une écotaxe peut-elle favoriser le développement durable. 01,5 pts

*g - Représenter les parts dans le PIB pour les différents pays par un diagramme en bâtons par ordre croissant. 01,5
pts*

*2 - Question de synthèse 10 pts
Après avoir montré les coûts de la croissance économique, vous analyserez les mesures à prendre pour un développement durable.*

2 Croissance et développement

Thème: Les obstacles au développement des PED.

A - travail préparatoire

- 1 - Sans utiliser le mot indice, lisez les chiffres soulignés du DOC 1a
(1,5 points)
- 2 - A quoi correspondent les investissements directs ? Comment ont-ils évolué en Afrique ? DOC 1b (1,5 points)
- 3 - Expliquez l'expression "en termes réels" et donnez ensuite une lecture des données concernant les pays modérément fermés : DOC 1c (1,5 points)
- 4 - Quel est l'intérêt du DOC 2? Justifiez votre réponse. (2 points)
- 5 - Donnez la signification de la première phrase du DOC 3a. et dites à quelle théorie elle se réfère-t-elle? (2points)
- 6 - Quels sont les différents thèmes évoqués dans le DOC 3b? (1,5 points)

B - Question de synthèse

Dans un plan cohérent, vous analyserez les facteurs endogènes et exogènes qui bloquent le développement des PED, après avoir mis en évidence la diversité de leur situation.

C - Dossier documentaire
Document 1

Doc 1A Indice des termes de l'échange
(base 100 en 1980)

	1960	1970	1985	1989
--	------	------	------	------

Pays développés	117	122	101	112
PED	45	38	96	74
dont :	21	18	101	85
les principaux exportateurs de pétrole	120	124	97	91
les principaux exportateurs de produits manufacturés	120	124	97	<u>91</u>
les PMA	115	107	97	83
Manuel de statistiques du commerce international et développement. CNUCED				

- DOC 1 b : les flux nets de capitaux privés vers les régions en développement (en milliards de dollars, moyennes annuelles)

	73-76	77-82	83-89	90-93
<u>Amérique Latine</u>	13	26,3	-16,6	23,8
Entrées nettes de capitaux privés				
dont investissements directs	2,2	5,3	4,4	11,0
<u>Asie</u>	6,7	15,8	16,7	46,6
Entrées nettes de capitaux privés				
dont investissements directs.	1,3	2,7	5,2	19,8
<u>Afrique</u>	5,0	9,0	-0,1	-4,0
Entrées nettes de capitaux privés				
dont investissement	1,1	0,8	1,1	1,4

- DOC 1 c : Politiques commerciales et croissance : les PED depuis les années 60

Types de pays en développement	Taux de croissance par tête en % (en termes réels)
--------------------------------	---

	1963-1973	1974-1985	1986-1992
Pays fortement ouverts	6,9	6,1	5,9
pays modérément ouverts	5,1	2,2	2,5
pays modérément fermés	4,1	1,8	-0,1
pays fortement fermés	1,7	-0,3	-0,1

- Source : Banque mondiale (1987) et fonds monétaire international (1993)

- Document 2 : Rythme d'évolution annuelle moyenne de grandeurs économiques significatives entre 1985 et 1994, en

75

- Document 3

3a : Pauvreté, Inégalités, dépendance

- À qui s'applique en effet cette fameuse trilogie "maudite": pauvreté, inégalité, dépendance, qui aux yeux des occidentaux, a longtemps défini le tiers- monde, sinon aux PMA ? C'est-à dire des pays où le niveau d'échanges est très bas, l'instabilité politique très forte, l'insécurité alimentaire menaçante, la mortalité élevée et l'espérance de vie basse l
L'instabilité politique empêche la continuité des politiques de développement, si tant est que les régimes autoritaires en place aient le souci d'en mettre en œuvre ; les activités agricoles faiblement productives dominant, ne dégagent pas de surplus à exporter et faisant courir le risque de la disette en cas d'aléas climatiques; les inégalités sociales sont terribles entre quelques riches familles qui se partagent le maigre revenu national et une majorité de très pauvre, : '

Sylvie Brune! (Oit.), Tiers-mondes: controverses et réalités, Éconornica, 1987. 3b

Dans de nombreux PAM,, l'absence de stratégie globale est frappante, comme s'ils n'attendaient plus que l'aide extérieure. Ils subissent la division internationale du travail sans pou voir la modifier.

L'industrie est embryonnaire Elle se limite aux industries extractives surtout liées à des intérêts étrangers.

Certes, les obstacles à l'industrialisation sont nombreux. On y retrouve tous les « cercles vicieux »classiques du sous-développement (...)

Les marchés locaux sont trop exigus pour tenter une industrialisation par substitution des importations, qui de toutes façons n'a pas comblé tous les espoirs placés en elle, là où elle a été appliquée avec le plus de chances de réussite (Argentine, Brésil...)

Ecoflash, N°60, juin 1961.

3 Echanges extérieurs

I- TRAVAIL PREPARATOIRE

1) Donnez le sens des termes suivants :

(02 pts)

- exportation ;
- mondialisation ;
- capital humain ;
- termes de l'échange.

76

2) Qu'expriment :

(01 pt)

- le taux de pénétration ?
- le taux (ou degré) d'ouverture ?

3)

a) Mesurer, en utilisant le coefficient multiplicateur, l'évolution de l'indice des exportations et du

PIB mondiaux entre 1950 et 2001. (Doc 1)

(0,5 pt)

b) Calculer le taux de croissance annuel moyen de l'indice des exportations et du PIB mondiaux pour

les périodes suivantes : 1950-1973, 1973-1990 et 1990-2001. (Doc 1)

(1,5 pts)

4) Quel a été le rôle joué par le GATT puis l'OMC, le FMI et la Banque mondiale dans le développement du commerce mondial, entre 1950 et 2001 ?
(2 pts)

5) Comparer l'évolution de la part de l'Afrique dans le commerce mondial à celle de l'Asie entre 1950 et 1998 (document 2).
(01 pt)

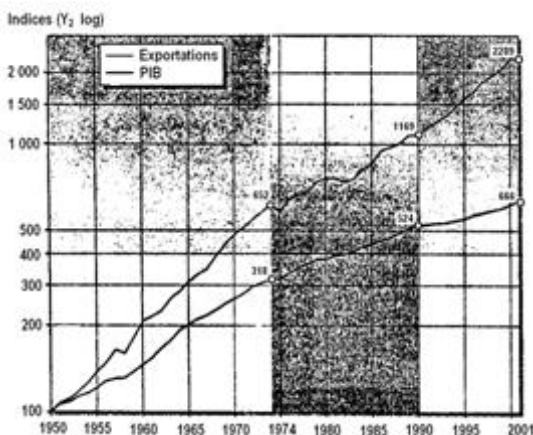
6) Donner les raisons internes et externes de l'évolution de la part de l'Afrique dans le commerce international (document 3)
(02 pts)

II- QUESTION DE SYNTHESE

A partir de vos connaissances personnelles, des réponses aux questions et des documents, vous analyserez l'évolution des échanges mondiaux de 1950 à 2001. Ensuite, vous montrerez les raisons de la faible insertion de l'Afrique dans ce commerce mondial.
(10 pts)

77

DOCUMENT 1 : Evolution des exportations et du PIB mondiaux en volume de 1950 à 2001 (indice, base 100 en 1950).



Source : OMC, *Rapport annuel*, 2001 / www.wto.org

DOCUMENT 2 : Les exportations mondiales par grandes zones

Part des exportations mondiales par région à prix constants, 1870-1998

(en millions de dollars de 1990)

	1870	1913	1950	1973	1990	1998
Europe occidentale	64,4	60,2	41,1	45,8	46,2	42,8
Pays d'immigration européenne*	7,5	12,9	21,3	15,0	16,5	18,4
Europe de l'Est et ex-URSS	4,2	4,1	5,0	7,5	4,8	4,1
Amérique latine	5,4	5,1	8,5	3,9	4,0	4,9
Asie	13,9	10,8	14,1	22,0	25,6	27,1
Afrique	4,6	6,9	9,9	5,7	2,9	2,7
Monde	100	100	100	100	100	100
* Les pays d'immigration européenne sont les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande etc.						

- Source : Calculs effectués à partir de Angus MADDISON, l'économie mondiale perspective OCDE, 2001.

78

- DOCUMENT 3 : Les facteurs internes à l'origine d'une faible insertion des PED

Savoir tirer profit des innovations émanant de l'étranger réclame un stock minimum de capital humain dans le pays. Rattraper son retard technologique est donc coûteux et long pour un PED, car cela passe d'abord par la formation de ce stock initial minimum de capital humain. Ce n'est que dans un second temps que ce stock peut se développer de façon endogène en se nourrissant des inventions étrangères.

L'éducation apparaît donc comme le principal moteur de la croissance, comme une condition nécessaire et préalable au développement. Elle conditionne en grande partie la réussite des autres stratégies de développement, parmi lesquelles se trouve l'ouverture.

Au-delà de l'éducation, l'ouverture ne peut contribuer au développement que si des institutions formelles et informelles efficaces existent et assurent le bon fonctionnement des marchés. Bien sûr cela signifie que les Etats des PED doivent être structurés et les règles démocratiques élémentaires

respectées (la liberté de la presse et la liberté d'accès au système judiciaire semblent être des éléments déterminants de bonne gouvernance). Ce manque d'institution, souvent lié à des problèmes de stabilité politique parfois hérités du passé, lorsqu'il s'agit d'anciennes colonies, est un des enjeux majeurs soulignés dans le dernier rapport de la Banque Mondiale sur le développement (2002). L'ouverture ne peut guère ici pallier les lacunes internes. En revanche, la qualité des institutions est associée à une plus grande ouverture. Cela prouve que s'ouvrir ne peut pas se faire sans organisation préalable du marché intérieur.

-
Source : Jean-Marie CARDEBAT, « L'ouverture : moteur du développement ? », Ecoflash n°172, novembre 2002.

Echanges extérieurs

DOCUMENT 1 : Les échanges de marchandises par catégorie de produits.

79

(en % de commerce total de marchandises)	Part en 1990	Part en 2000
Produits agricoles	12,2	9,1
Hydrocarbures et minerais	14,2	13,1
Produits semi-manufacturés	19,6	18,9
Produits manufacturés	50,9	56,0

Autres	3,1	2,9
Total	100	100

Source : d'après le rapport annuel de l'OMC, 2002.

DOCUMENT 2 : Le commerce des services

DOCUMENT 3 :

La place des pays émergents ne doit pas être minimisée ni magnifiée. Un grand nombre de pays du Sud demeurent donc à l'écart du mouvement de rattrapage engagé par les pays émergents et restent spécialisés dans des productions à faible valeur ajoutée : matières premières, minières ou agricoles (ce qui les rend très vulnérables aux variations des prix mondiaux) et produits industriels de faible technologie. L'orientation de leur échange révèle en outre leur dépendance à l'égard des pays développés, qui sont à la fois leurs principaux débouchés et leurs fournisseurs essentiels.

80

Le commerce international demeure dominé par la Triade (UE, Amérique du Nord, Japon) qui concentre les quatre cinquièmes des échanges internationaux. Non seulement les pays riches échangent majoritairement entre eux, mais ils captent également la plus grosse partie des exportations des pays du Sud. Une structure qui accompagne le poids croissant des firmes transnationales : elles jouent en effet un rôle moteur dans le développement de commerce intrabranche, parce qu'elles s'efforcent d'accéder à tous les marchés, mais aussi dans le commerce interbranche, via les processus de division internationale du travail qu'elles mettent en œuvre.

S. LAGUERODIE et P. FREMEAUX, « La nouvelle géographie du commerce mondial », Alternatives économiques, hors série n° 54, 4^e trimestre 2002.

Source : d'après le rapport annuel de l'OMC, 2002.

DOCUMENT 4 : Flux d'investissements directs étrangers (IDE) dans le monde de 1980 à 2000 (en millions de dollars)

Groupes de pays	Montant en 1980	Montant en 2000
1. Pays développés.....	46 530	1 227 476
2. Pays en développement.....	8 380	237 894
...		
<u>Dont :</u>		
Afrique.....	380	8 694
Asie-Pacifique.....	516	133 795
Europe Centrale et Orientale.....	35	26 563
TOTAL	54 945	1 491 934

Source : CNUCED, Base de données sur les IDE, 2002.

TRAVAIL PREPARATOIRE

(10

81

points)

1 - Que signifient les nombres soulignés sur le document 1 ?

(01 point)

2 - Comparer l'évolution de la part des produits primaires à celle des produits manufacturés dans

les échanges de marchandises entre 1990 et 2000. Donnez les facteurs explicatifs de cette évolution.

(01,5 point)

3 - Quels sont les pays dont la balance des services est excédentaire ? est déficitaire ? Quels sont

les principaux pays regroupés dans la catégorie « autres » ?

(01,5 point)

4 - Expliquer le passage souligné dans le document 3.

(01 point)

5 - Qu'est-ce qu'un investissement direct étranger (I.D.E) ? Calculez la part des pays en

développement dans les investissements directs étrangers en 1980 et en 2000. Faites les

Prix : 2.500FCFA

Réseau Scolaire 77 199 21 68

mêmes calculs pour l'Afrique et pour l'Asie-Pacifique. Commentez brièvement les résultats obtenus.

(05 points)

QUESTION DE SYNTHESE

points)

(10

Après avoir analysé l'évolution récente des échanges mondiaux, vous vous demanderez si tous les pays en profitent de la même manière.

Echanges extérieurs

THEME : L'intégration Economique et le Développement

-

DOCUMENT 1 :

-

Document 1a : *L'intégration Régionale.*

L'intégration régionale est une autre grande source potentielle d'accroissement des échanges et de l'investissement, d'efficience économique et de croissance en général. En Afrique subsaharienne, certains accords commerciaux régionaux ont contribué notablement à la réforme structurelle incitant à éliminer des pratiques commerciales et des procédures d'octroi de licences restrictives, à rationaliser les procédures et la réglementation douanières, à intégrer les marchés financiers, à simplifier les méthodes de transfert et de paiement, ainsi qu'à harmoniser le régime fiscal.

-

Source : Finances & Développement / Décembre 2001, page 16.

Document 1b : Répartition géographique des exportations mondiales en 1999

(en pourcentage du total mondial en 1999 = 5 339 milliards de dollars)

Zones d'origine des produits	Zones de destination des produits				
	Amérique du Nord	Europe de l'Ouest	Asie (Est Sud-est)	Autres pays	Total Monde
Amérique du nord	7,1	<u>3,8</u>	3,7	2,2	16,8
Europe de l'Ouest	<u>4,1</u>	33,2	2,8	6,0	46,1
Asie (Est Sud-est)	6,7	3,8	6,8	2,6	19,9
Autres pays	2,7	5,7	2,8	6,0	17,2
Total Monde	20,6	46,5	16,1	16,8	100

Source : CEPPII, Économie mondiale 2002 la découverte page 42.

DOCUMENT 2 : UEMOA : Emplois et Ressources du PIB 1999 - 2001.

Données	Années	1999	2000	2001
Importations		5 615,9	6 013,6	6 433,6
Consommation Finale :		14 017,2	14 429,7	15 443,9
- Publique		2 036,6	1 966,9	2 216,5
- Privée		11 980,6	12 462,8	13 227,4
Investissement brut (FIC)		8 030,6	2 905,3	3 212,3
Exportations		412,2	5 668,6	5 881,6
Épargne intérieure		2 626,9	2 560,4	2 660,3

Source : BCEAO ; AFRISAT.

DOCUMENT 3 : Les problèmes d'intégration en Afrique

Les problèmes essentiels, étroitement liés entre les pays et présents dans tous les groupements, comprennent : le manque de soutien à la base c'est-à-dire l'idée est suscitée parfois par les pays donateurs souvent ancienne puissance coloniale, le manque d'hommes d'affaires privés qualifiés au niveau local, la dépendance excessive des pays africains vis-à-vis de l'extérieur sur tous les plans, difficultés opérationnelles et institutionnelles (problèmes de convertibilité monétaires...).

Source : Le Courrier, Novembre - Décembre 1992, page 55.

I - TRAVAIL PREPARATOIRE
points)

(10

- 1 - Définir : Intégration économique ; Commerce intra zone ; Triade ; Compétitivité. (02 pts)
- 2 - Interpréter les chiffres soulignés (Document 1b).
(01 pt)
- 3 -
 - a - Calculer le solde commercial de l'Europe de l'Ouest.
(01 pt)
 - b - Calculer le PIB de l'UEMOA en 2001 (Document 2)
(01 pt)
- 4 - Quelles sont les raisons principales des fluctuations des exportations africaines ? (01 pt)
- 5 -
 - a - Calculer et interpréter le degré d'ouverture de l'UEMOA en 2001.
(01 pt)
 - b - Quels sont les effets positifs de l'ouverture à l'économie mondiale.
(01 pt)
- 6 - En quoi chacun des éléments ci-dessous peut entraver l'intégration économique. (02 pts)
 - l'inconvertibilité des monnaies ;
 - l'absence d'infrastructures ;
 - la diversité linguistique ;
 - la nature des produits échangés.

II - QUESTION DE SYNTHÈSE
(points)

(10

A partir de vos connaissances et des documents ci-joints, vous montrerez l'intérêt de l'intégration économique en Afrique puis vous analyserez les difficultés à la mettre en place dans le continent.

1 croissance et développement

I- TRAVAIL PRÉPARATOIRE

1- Définition :

- Développement durable : c'est un développement qui prend en compte la gestion de l'environnement, c'est-à-dire qui satisfait les besoins des générations présentes sans compromettre la satisfaction des générations futures.
-
- Ecotaxes : c'est une taxe écologique qui s'applique aux producteurs qui dégrade l'environnement afin de les contraindre à participer à sa régénérescence. Son principe est : « plus pollueur, plus payeur » ;
-
- Impôt : prélèvement obligatoire effectué sur les ressources d'un agent économique par l'administration publique pour faire face à ses dépenses.
-
- PIB réel : c'est la valeur estimée de la production des biens et services d'une économie au cours d'une année, corrigée des effets de l'inflation.
-

2- Chiffres soulignés du document 2 :

5,14 : D'après Eurostat, statistique en bref, février 2002, c'est le nombre d'unités monétaires payés en guise d'écotaxe sur chaque 100 unités monétaires de richesse créées au Danemark au cours d'une année.

Comparativement à la France qui débourse 2,37 euros, dans l'UE, on paie 2,84 euros en moyenne, comme écotaxe dans chaque 100 unités de PIB réalisées. On peut dire alors que la France n'a pas encore atteint la moyenne de la sous région.

3- « On ne peut faire des omelettes sans casser des œufs » nous dit le proverbe français. Donc il est impossible de produire sans détruire, des matières premières, de l'énergie, de l'eau et d'autres matériaux (Doc 1A). En effet l'économie cherche à satisfaire les besoins humains de façon rationnelle. Et cela nécessite la production et la consommation qui sont des

phases de destruction utiles. Or l'écologie s'occupe de la protection de l'environnement, c'est-à-dire les ressources naturelles. C'est pourquoi les 2 disciplines sont difficiles à concilier.

4- Initié par le Club de Rome (Association des industriels et chercheurs créée en 1968), la croissance zéro signifie un arrêt de la croissance (halte à la croissance) à cause des dégâts causés à l'environnement dans le processus de la croissance comme :

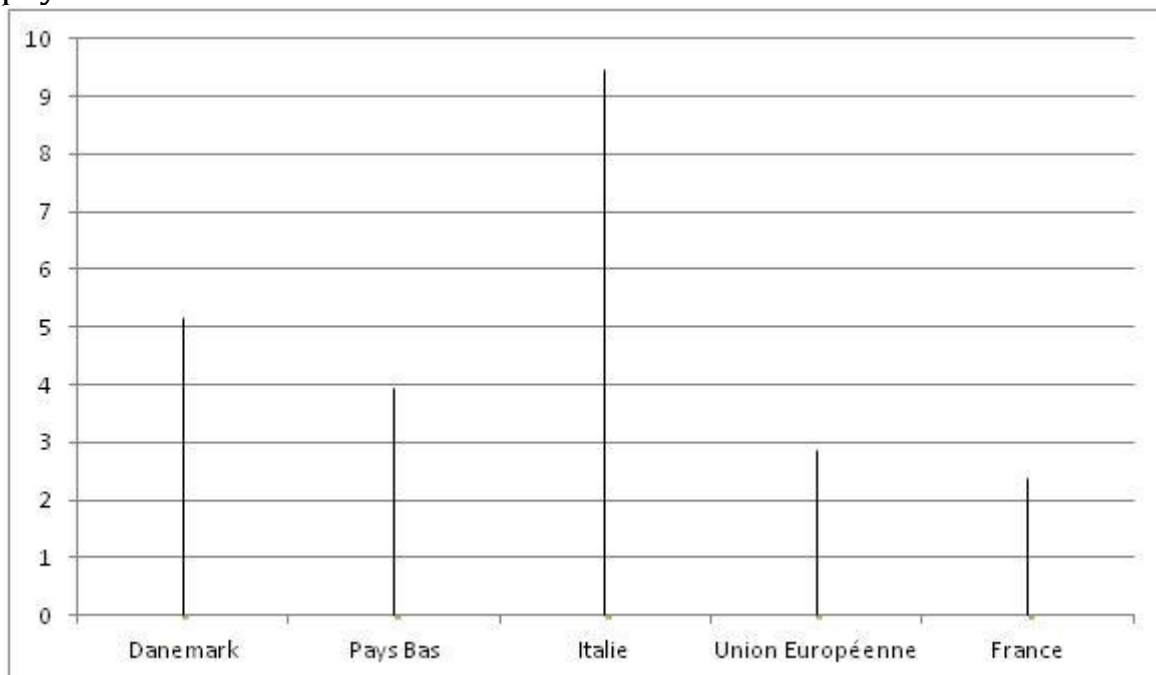
- Les coûts structurels (déformation des revenus, de l'emploi) ;
- Les coûts humains (frustrations) ;
- Coûts environnementaux (épuisement des ressources naturelles) ;
- etc.

5- Une écotaxe peut jouer dans les deux sens :

- D'abord en tant que coût de production qui diminue le résultat, elle peut décourager les producteurs qui réduisent leur production et par conséquent sont évitées les destructions des ressources, la pollution, les maladies qui sont des variables de développement ;
- Ensuite en tant que ressources collectées par l'Etat, elle peut être utilisée à des investissements de renouvellement des ressources renouvelables, exemple le financement des programmes de reboisement.

86

6- Représentation graphique des parts d'écotaxes dans le PIB des différents pays.



Abscisse : Pays

Ordonnés : Part en %

Source: Eurostat, statistiques en bref, février 2002 repris dans Sciences Economiques A.Silem page 49

II- QUESTION DE SYNTHESE

Dans les objectifs de développement économique, figure en bonne place la croissance économique. Parce qu'elle semble être la clé de la satisfaction des besoins que les gouvernements ne ménagent aucun effort pour l'atteindre.

Si en Europe, après la seconde guerre mondiale, la croissance, qui est une augmentation durable de la production des biens et services, a permis d'accéder à l'ère de la consommation de masse, il n'en ai pas de même dans certains pays du Golf.

Comment lutter contre les contre coups de la croissance pour en faire un outil de développement durable ?

Nous répondrons à cette question en étudiant d'abord les coûts de la croissance, puis nous analyserons les mesures à prendre pour un développement dura

III- LES COÛTES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La croissance économique matérialise l'enrichissement des différents acteurs de l'économie. Elle a des coûts et peut être inégalement répartie.

1- La remise en cause des conditions de vie

Toute production est destruction (travail, énergie, matières premières et matériaux) (Doc 1A).

a- Epuisement des ressources

Pour produire les biens et services, on exploite abusivement les ressources productives. En effet, la croissance mondiale dépend de la production de pétrole qui lui fournit l'énergie nécessaire. Pourtant il est clairement admis que les ressources pétrolières sont épuisables. On se demande ce que va devenir un jour la croissance du monde lorsque toutes les réserves pétrolières vont s'épuiser.

Par ailleurs la recherche de la satisfaction de la demande alimentaire mondiale a pour conséquence l'extension des surfaces cultivables. Le réchauffement de la planète détruit la couche d'ozone et remet en cause les équilibres naturels. Les conséquences sont la déforestation et dans certaines zones comme en Afrique subsaharienne, l'avancée du désert ; la pluviométrie diminue et les récoltes baissent engendrant des famines.

b- Développement des maladies

Cette recherche effrénée de croissance conduit à un niveau de pollution tel qu'on détruit l'environnement causant la malnutrition, la sous alimentation, des déformations génétiques qui diminuent la productivité des actifs et le niveau de vie des individus. L'exemple de Tchernobyl reste toujours dans les mémoires pour illustrer les dangers que coure l'homme dans sa production. On note l'apparition de certaines maladies nouvelles liées à l'excès de travail comme les stress...

Les effets négatifs de la croissance portent sur ses Conséquences sur l'environnement, mais aussi sur la manière sont répartis ses fruits.

2- Les inégalités de répartition des fruits de la croissance

La répartition des fruits de la croissance ne profite pas à tous les membres des sociétés.

a- Le chômage

Une partie des revenus engendrés par la croissance peut être épargnée et investie. Dans ce cas, des emplois peuvent être créés et donner lieu à une hausse de la population active. Dans ce cas la croissance est créatrice et bénéfique aux populations. Dans le cas contraire, c'est-à-dire par exemple, si une découverte scientifique augmente la productivité de l'économie et renvoie les travailleurs au chômage, alors elle crée des exclus dans la société, c'est-à-dire des chômeurs qui n'en profitent pas.

b- Ecart entre riches et pauvres

Il a été constaté que la croissance n'est toujours pas équivalente à une amélioration du vécu quotidien. En effet, elle peut être mal répartie entre les membres de la société. C'est le cas lorsque les plus riches s'approprient de la plus grosse part des fruits de la croissance au détriment des plus pauvres. Dans les pays sous développés, il s'agit des privilèges offerts à la classe politique dirigeante, des zones où sont concentrés les meilleurs hôpitaux, écoles... Dans les pays du Golf, à part les pays à faible population comme les Emirats Arabes Unis, le Koweït, le Qatar, il existe une manne pétrolière, mais les populations n'en bénéficient pas convenablement parce que les inégalités sont très fortes.

La croissance détruit alors l'environnement de l'homme, épuise ses ressources et crée des exclus. Il urge alors d'apporter des correctifs nécessaires pour prendre en compte les préoccupations des générations futures.

IV- LES MESURES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Au rythme d'évolution de la dégradation de l'environnement où vit l'homme, il est nécessaire d'instituer des réformes et de sensibiliser les populations.

1- Des réformes à entreprendre

Pour s'inscrire dans une perspective de développement durable, c'est-à-dire un développement qui permet aux générations actuelles et futures de satisfaire convenablement leurs besoins, il faut appliquer des politiques participatives et dissuasives.

a- Une politique économique

Contrairement à ce que croient les partisans de la croissance zéro, l'arrêt de la croissance va augmenter la pauvreté, surtout dans les pays en développement qui sont dans une situation alarmante. Dans ces pays a plus besoin d'une croissance forte afin de générer des ressources importantes pour satisfaire d'abord les besoins des populations et ensuite faire face aux dégâts causés à l'environnement. Il suffit d'orienter l'épargne des institutions de crédit en octroyant des prêts aux activités moins polluées et aux actions sélectives de réparation des destructions causées.

b- Une politique fiscale dissuasive

Il faut agir dans l'économie à l'aide de la fiscalité pour corriger la dégradation de la nature. Une palette d'outils réglementaires, fiscaux et incitatifs est à appliquer (Doc 1B). En effet, il convient d'imposer toutes les activités qui ont un impact négatif sur l'environnement. Mieux encore il faut une augmentation des impôts qui existent déjà sur les ressources des agents qui mènent des activités polluées (plus pollueur, plus payeur). L'exemple des écotaxes appliquées en Europe est très éloquent, avec une moyenne égale à 2,84% du PIB (Doc 2). Les ressources qui seront collectées vont être utilisées à renouveler les ressources productives. Il faut aussi veiller, par des mesures préventives aux comportements des producteurs en leur appliquant des règles de conduites rigoureuses. Comme exemple, on peut retenir le repos biologique imposé dans le sous secteur de la pêche au Sénégal.

Mais ces politiques ne seront efficaces que si elles sont accompagnées de programmes de formation des populations.

2 - La formation des populations

Pour réussir le développement continu, il est nécessaire d'impliquer les populations à travers des programmes d'éducation.

a - L'éducation des enfants

Les enfants d'aujourd'hui sont les adultes de demain. Une attention particulière doit être portée à la formation du citoyen de demain. En effet, dans les programmes scolaires, il faut introduire la dimension environnementale. Les enseignements vont aider à une bonne compréhension des problèmes environnementaux et d'avoir un type de citoyen capable d'éviter le gaspillage, la destruction abusive des ressources et agir pour les renouveler. Les résultats positifs peuvent être obtenus à long terme.

b - L'éducation des masses

Il s'agit de mener des actions de formation en passant par les médias, les forums, les productions artistiques qui sont des supports pertinents par excellence de formation et de diffusion des connaissances.

En effet l'utilisation des publicités, des débats dans les télévisions, les radios et les sites internet, peuvent avoir des résultats immédiats.

En combinant les actions éducatives et réglementaires, on peut assurer un développement plus regardant du présent et de l

Au total, la croissance est un phénomène important pouvant assurer le progrès social. Cependant les dégâts qu'elle a sur l'homme et sur la nature exigent des actions coercitives et incitatives pour un développement des générations futures et présentes. Arrêter la croissance n'est-il pas une utopie dans les pays pauvres qui n'arrivent pas à satisfaire correctement leurs besoins et qu'une croissance accélérée est seule à même de résoudre leurs problèmes ?

90

2 croissance et développement

I- TRAVAIL PREPARATOIRE

1- Lecture des chiffres soulignés

120 : le rapport entre les exportations et les importations a baissé de 20% entre 1960 et 1980.

-

91: le rapport entre les exportations et les importations a baissé de 9% entre 1980 et 1989.

2 - Les IDE sont des opérations économiques d'acquisition (achat) d'entreprise ou de participation à hauteur au moins de 10% du capital par achat d'actions de façon à exercer une influence sur sa gestion.

Ils ont baissé en Afrique entre la période 73-76 et 77-82 de 0,3 milliards puis ont augmenté de 0,6 milliards entre 77-82 et 90-93.

3 - En termes réels : signifie en volume ou en quantité de biens et de services

La richesse par habitant des pays modérément fermés a augmenté de 4,1% dans la période 1963-1973, puis a baissé de 0,3% dans la période 1974-1985 et a encore baissé de 0,1% dans la période 1986-1992.

4 - Le Doc 2 montre les relations qui existent entre la richesse et la consommation, les exportations, l'évolution des prix.

En effet, plus la richesse par habitant de l'Asie de l'Est avait augmenté entre 1985 et 1994, plus il consommait, plus on vendait à l'extérieur et moins le prix augmentait.

Moins la richesse par habitant de l'Afrique subsaharienne augmentait dans la même période, moins on exportait, et moins aussi la consommation augmentait et plus le taux d'inflation était élevée.

5- Les occidentaux considèrent que les PMA sont caractérisés par un manque, une mauvaise répartition de la richesse et qu'ils ne peuvent vivre sans eux. Elle se réfère à la théorie de l'i

91

6- Les différents thèmes évoqués dans le Doc 3b sont :

- La stratégie de développement
- L'industrialisation
- La spécialisation des PM

II- QUESTION DE SYNTHÈSE

Parmi les différents pays du monde, on distingue les pays en développement dont la caractéristique commune principale est la pauvreté, c'est-à-dire l'inaptitude à satisfaire leurs besoins fondamentaux. Cette pauvreté se manifeste de plusieurs façons, comme une alimentation insuffisante, un état sanitaire médiocre, une croissance économique faible, etc. Ce tiers monde n'est pas pourtant un ensemble homogène. Certains semblent améliorer leur situation alors que d'autres s'enfoncent davantage dans la pauvreté.

Quels sont les principaux facteurs qui sont à l'origine du sous-développement de ces pays diversement appréciés ?

Nous allons étudier d'abord cette diversité des PED(I), ensuite voir pourquoi cette pauvreté (II)

1- La diversité de la situation des PED

Les pays que l'on désigne sous le terme générique « tiers monde », ou « les pays en voie de développement » sont dans des situations économiques très différentes. Ces groupes de pays présentent des traits spécifiques qui conduisent à les distinguer les uns des autres

a) Les pays à revenu faible

En se référant au classement de la Banque Mondiale, ce sont les pays qui ont un PNB/h \leq 760 Dollars en 1998. Parmi eux, on retrouve les pays moins avancés (PMA) et les pays pauvres très endettés

b) Les PMA

On les appelle aussi les pays les plus pauvres du monde qui sont caractérisés par la faim. Le PNB de ces pays ne dépasse pas 500 dollars et a tendance à baisser. Ces pays sont aussi victimes d'une population nombreuse qui ne cesse de croître (environ 12,5% de la population des pays en développement. Cette population crée une instabilité dans la mesure où elle accroît la demande sociale (en logement, éducation, santé, électrification...)

Dans ces pays le taux d'alphabétisation n'atteint pas 20% et la part de l'industrie dans le PIB est inférieure à 10% d'après le CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et Développement).

Un grand nombre d'entre eux ont en commun d'avoir été en proie à des conflits internes, des catastrophes naturelles et des problèmes d'environnement.

2- Les pays pauvres très endettés (PPTE)

Dans les PMA on retrouve un autre groupe de pays qui, non seulement sont pauvres, mais croulent sous le poids de la dette extérieure, d'où l'appellation PPTE. Il s'agit des pays qui ont une balance des opérations courantes souvent déficitaire, mais aussi des déficits budgétaires. Ces pays sont souvent victimes de la détérioration des termes de l'échange. Donc leur spécialisation en produits primaires ne leur permet plus d'avoir suffisamment de ressources pour financer le développement. Et pour rétablir le déséquilibre interne et externe, ces pays ont fait recours aux capitaux étrangers en s'endettant. D'année en année cette dette est renouvelée, réaménagée, et ne cesse de grossir.

Dans les années 80, certains d'entre eux ont subi des ajustements structurels, et ne cessent de bénéficier des aides au développement de la Banque Mondiale et du FMI.

Le tableau que présentent ces PMA et PPTE est peu reluisant et est loin d'être le même que celui des pays à revenu intermédiaire

a) Les pays à revenu intermédiaire (PRI)

Les PRI sont les pays dont le PNB /ht est compris entre 761 dollars et 9361 dollars US, d'après la BM. On retrouve dans ce groupe, les pays exportateurs de pétrole et les nouveaux pays industrialisés.

b) Les pays exportateurs de pétrole

A l'exception des pays qui ont une faible population et qui possèdent un revenu par habitant très élevé (Koweït, Qatar et Emirats arabes Unis), la plupart de ces Etats sont loin d'être riches et tentent d'utiliser l'argent du pétrole pour s'extraire du sous-développement, sans succès nets. Cette ressource a permis d'avoir augmenté leur indice des termes de l'échange de 80 points de 1960 à 1989, c'est-à-dire une multiplication par 4,8 (Doc 1 a).

Au cours des années 70, ce groupe s'est rapidement enrichi et pourtant, presque tous ses membres sont en proie à de sérieuses difficultés économiques. Ils courent le risque, à long terme, d'avoir un problème de développement quant leur seule ressource pétrolière sur laquelle ils comptent, va s'épuiser.

c) Les nouveaux pays industrialisés

Entre 1960 et 1980, des nations du Tiers Monde (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour...) ont eu aussi à développer leur industrie et à concurrencer les anciennes nations industrialisées sur le marché mondial des produits manufacturés.

Ils ont réussi à développer des industries sidérurgiques, de construction navale, de métallurgie et ensuite d'électromécanique et d'ingénierie. Ces pays ont enregistré un taux de croissance en moyenne égal à 8% dans les années 70. Leur particularité est que ces pays se sont appuyés sur une main d'œuvre abondante, de bonne qualité qui s'est améliorée grâce à la formation, l'éducation et la scolarisation.

Malgré les efforts qu'ils ont réalisés, ces pays présentent toujours des conditions de vie mauvaises : bidonvilles et logements surpeuplés, structures sanitaires insuffisantes, bas salaires, pollution...

Les pays du Tiers monde présentent un décor alarmant qui interpelle à cerner les véritables raisons pour y remédier.

III- Les facteurs qui limitent le développement des PED

Les PDE sont handicapés dans leur développement par des phénomènes qui sont internes et externes.

A- Les facteurs endogènes

Les pays du Tiers Monde sont gênés dans leur développement depuis les temps lointains et continuent d'être les parents pauvres de la marche vers le progrès.

1- Les facteurs historiques

La colonisation est un phénomène qui a laissé des séquelles dans les pays en développement. Presque la majeure partie des pays sous-développés ont vécu sous l'autorité d'une puissante coloniale. Le système économique mis en place par les colons était basé les industries extractives et la production agricole pour approvisionner la métropole en matières premières. C'est pourquoi ces pays sont aujourd'hui caractérisés par la dépendance, la désarticulation et le dualisme (Doc 3a). Ils sont dépendants technologiquement et commercialement, parce qu'ils achètent leurs biens d'équipement et de consommation à l'extérieur et y vendent leurs produits bruts. D'ailleurs, c'est ce qui justifie la spécialisation de ces pays dans les produits primaires (DIT). En plus, il coexiste une économie traditionnelle rurale et une économie moderne. Et cette dernière entretient plus de relations avec l'extérieur qu'avec le reste de l'économie (extraversion). Enfin ces secteurs sont désarticulés parce qu'ayant des relations très faibles entre eux.

L'industrie mise en place est toujours restée embryonnaire et liée à des intérêts étrangers. D'ailleurs les réseaux routiers, de communication ne sont pas en mesure de soutenir une véritable industrie et constituent des obstacles au développement véritable (Doc 3b). Le découpage des frontières nationales a créé de petits états, c'est-à-dire des marchés étroits qui ne facilitent pas leur intégration économique (Doc 3b). A ces facteurs lointains on ajoute les causes récentes.

2- Les facteurs récents

Aujourd'hui ces pays sont caractérisés par un mauvais climat d'investissement. En effet ces pays enregistrent des taux de croissance faibles, c'est-à-dire qu'ils vivent dans la pauvreté. Disons qu'ils vivent dans des cercles vicieux classiques décrits par les structuralistes, dont celui de la pauvreté : taux de croissance faible, revenu faible, épargne faible et investissement faible (Doc 3b). Le Tiers Monde est une entité où sévissent des inégalités : les plus riches (bourgeoisie industrielle et commerciale, le cercle d'hommes politiques) accaparent l'essentiel du revenu national,

laissant en rade la masse prolétaire qui croupit sous la pauvreté et dont les maîtres mots sont : le chômage, le sous emploi, l'insécurité alimentaire forte, la misère...

En plus les PED sont mal gouvernés économiquement avec le développement de la corruption, des malversations et la mauvaise gestion des entreprises ; mais aussi politiquement avec l'absence de démocratie, liberté d'expression, de manifestation, mais aussi la pérennisation des régimes autocratiques (Doc3a).

Il s'ajoute que dans ces pays, on note une absence de stratégie globale frappante comme s'ils n'attendent plus que l'aide extérieure (Doc 3b). Il ya aussi une faible technologie qui ne peut s'adapter à l'évolution de la demande mondiale et la mauvaise qualité du facteur travail est improductive.

A part les pays émergents, on peut affirmer que ces différents facteurs historiques et récents empêchent les PED de satisfaire les besoins fondamentaux de leur population.

Cependant les facteurs qui limitent le développement des pays du Tiers Monde ne sont pas seulement internes, ils sont aussi externes.

B- Les facteurs exogènes

Les pays du Tiers Monde sont mal insérés au commerce mondial à cause de leur spécialisation et des variations de la demande mondiale.

1- La spécialisation des PED

La majorité des PED sont spécialisés dans la production de la vente des matières premières. Les produits bruts d'origine agricole et minière apportent une faible valeur ajoutée et sont vulnérables aux aléas climatiques.

Pourtant ces pays comptent pour l'essentiel sur ces ressources pour financer leur développement. La conséquence est que les recettes ne suffisent pas et qu'ils font souvent appel aux capitaux extérieurs pour faire face à leurs investissements. Ils s'endettent alors de façon récurrente pour faire face au financement des projets.

Souvent ces projets sont des éléphants blancs (projets non rentables), qui constituent des gouffres financiers ; aussi l'argent empruntés peut servir à apaiser des tensions internes dues à la demande sociale pressante.

2- Les variations de la demande mondiale

Sur le marché international, les PED sont souvent victimes des changements des prix mondiaux, de l'offre et de la demande mondiale.

Sur le marché international des produits primaires (coton, cacao, arachide....), on constate une détérioration des termes de l'échange.

En effet les prix des produits primaires ne cessent de croître à cause de la baisse la demande mondiale par rapport à l'offre.

Certains de ces produits sont remplacés totalement par d'autres, comme l'huile végétale qui remplace l'huile d'arachide, le coton substitué aux produits synthétiques pour faire des tissus. Les hausses des cours du dollar et du prix du pétrole renchérissent les dépenses d'importation et dégradent la balance commerciale de ces pays.

A ces facteurs, il faut ajouter les barrières érigées à l'entrée du marché des pays en développement qui diminuent la compétitivité de leurs exportations (normes sanitaires, normes technologique etc.)

La combinaison de ces éléments, ajoutés à la concurrence sur le marché international, diminue le degré d'ouverture extérieur qui est pourtant un facteur de croissance (DOC 1c). Les facteurs qui bloquent le développement des pays du Tiers Monde sont des facteurs internes et externes.

Ils sont structurellement liés à la nature de l'économie des pays en développement et aux changements de la demande mondiale.

En somme, il faut noter que le Tiers Monde est composé de pays différents mais dont la caractéristique commune est la présence de la pauvreté qui a essentiellement une origine interne et externe.

Quelles que soient les mesures préconisées pour permettre le rattrapage des pays dits développés, leur efficacité doit être centrée sur la prise en compte de la dimension humaine du développement.

3 échanges extérieurs

I. Travail préparatoire

1 - Le sens des termes suivants

- **Exportation**_: vente de produits par les unités économiques résidentes à des unités non résidentes.
- **Mondialisation** : c'est un processus d'uniformisation de l'économie, de la culture, de la finance... à l'échelle planétaire.
- **Capital humain** : c'est l'ensemble des dépenses engagées pour doter aux hommes des connaissances ou du savoir, savoir faire, de la formation et qui sous tendent la productivité.

- Les termes de l'échange : c'est le rapport d'échange de biens entre deux pays matérialisé
- par le quotient : $(IP_x/IP_m) \times 100$.

2 - Ce qu'expriment le Taux de Pénétration (TP) et le Taux d'ouverture (TO)

- le TP exprime l'intensité de l'entrée des produits étrangers sur le marché intérieur. Il est mesuré par rapport entre les importations (M) et la DIB.

$$TP = \frac{M}{DIB} \times 100$$

- Le TO ou degré d'ouverture

C'est le rapport qui exprime l'intensité des échanges commerciaux d'un pays avec l'étranger par rapport à l'évolution de son PIB.

$$TO = \frac{(X+M)/2}{PIB} \times 100 \quad \text{ou} \quad \frac{X+M}{2PIB} \times 100 \quad \text{---}$$

3 - Evolution de l'incidence des X et du PIB et calcul du TAAM des indices des X et du PIB entre 1950 et 2001

97

$$CM = \frac{VA}{VD}$$

$$TAAM = \left[\left(\frac{VA}{VD} \right)^{1/4} - 1 \right] \times 100$$

a) $CM_x = \frac{2289}{100} = 22,89$

$CM_{pib} = \frac{666}{100} = 6,66$

b)

$$TAAM_{x_{50-73}} = \left[\left(\frac{1169}{100} \right)^{1/23} - 1 \right] \times 100 = 11,28\%$$

$$TAAM_{x_{73-90}} = \left[\left(\frac{1169}{652} \right)^{1/17} - 1 \right] \times 100 = 3,49\%$$

Prix : 2.500FCFA

Réseau Scolaire 77 199 21 68

$$TAAM_{x_{90-01}} = \left[\left(\frac{2289}{1169} \right)^{1/11} - 1 \right] \times 100 = 6,29\%$$

$$TAAM_{PIB_{50-73}} = \left[\left(\frac{318}{100} \right)^{1/23} - 1 \right] \times 100 = 5,16\%$$

$$TAAM_{PIB_{73-90}} = \left[\left(\frac{524}{318} \right)^{1/17} - 1 \right] \times 100 = 2,98\%$$

$$TAAM_{x_{90-01}} = \left[\left(\frac{666}{524} \right)^{1/11} - 1 \right] \times 100 = 2,20\%$$

TCAM de l'indice des exportations et du PIB et CM de l'indice des exportations et du PIB

	1950-1973	1973-1990	1990-2001	1950-1973
CM _x	-	-	-	22,20%
CM PIB	-	-	-	6,29%
TAAM _x	11,28%	3,49%	6,29%	
TAAM PIB	5,16%	2,98%	2,20%	

-
Source: D'après OMC, rapport annuel, 2001

4 - Le rôle joué par le GATT puis par l'OMC

A la suite du GATT, née en 1944 l'OMC a prolongé les missions du GATT en développant le commerce international par le biais de la baisse des tarifs douaniers et l'application des principes de non discrimination en matière commerciale et de lutte contre toute forme de protectionnisme non tarifaire et le dumping.

La Banque Mondiale a aidé au financement du développement et à la lutte contre la pauvreté.

Le financement des projets a un impact sur la hausse du PIB et par conséquent sur les échanges. Le FMI, sorte de mutuelle, finance les pays qui ont des difficultés à équilibrer leur Balance de Paiement. Elle aide à

relancer les exportations, à réduire les importations et à augmenter croissance économique.

5 - Comparaison de l'évolution de la part de l'Afrique dans le commerce à celle de la part de l'Asie entre 1950 et 1973

Pour l'Afrique

1950-1973 on a une baisse de la part de l'Afrique dans les Exportations de 4,2 points

1973-1990 on a une baisse de 2,8 points

1990-1998 on a une baisse de 0,2 points

Pour l'Asie

1950-1973 Hausse de la part de 7,9 points

Globalement dans la période 50-98, il faut considérer que la part de l'Afrique a baissé dans le commerce mondial (une baisse de 7,2 points), alors que celle de l'Asie a augmenté de 13 points.

En Afrique cette baisse n'était pas régulière car la part a baissé de 4,2 points entre 50-73 ; 2,8 points entre 73-90 et 0,2 point entre 92-98.

De même en Asie on constate que cette hausse n'était pas régulière car elle était plus forte entre 50-73 avec 7,9 points, puis 3,6 points entre 73-90 et 1,5 point seulement entre 90-98.

99

6 - Les Raisons Internes et Externes de cette évolution de la part de l'Afrique dans le commerce mondiale sont :

- Sur le plan interne : l'Afrique est un continent où la technologie est faible, ceci lié à la faiblesse de son épargne intérieure. La qualité de sa main d'œuvre est faible. C'est un continent où la démocratie est faible, ce qui justifie les conflits récurrents. On privilégie plutôt l'Agriculture qui est souvent peu productive.

- Sur le plan externe : les richesses récurrentes, la hausse du baril du pétrole, le changement de la demande des produits primaires exportés qui trouvent des substituts sur le marché international, la détérioration des termes de l'échange (les prix des produits primaires diminuent, alors que celles des produits manufacturés augmentent). On peut noter entre autres la protection déguisée des pays développés (normes sanitaires, technologiques...), mais surtout la spécialisation de ses pays sur les produits primaires à faible valeur ajoutée.

II. QUESTION DE SYNTHÈSE

Après la seconde guerre mondiale, l'économie du monde a retrouvé la paix et un dynamisme sans précédent. Dans les années 50, on a beaucoup plus produit et les échanges sont devenus intenses à cause du financement de l'Europe (dévastée par la guerre) par le plan Marshall, le libre échange, mais aussi du fait des politiques de population européennes combinées au développement technologique et organisationnel.

Pourquoi l'Afrique est restée mal insérée dans le commerce mondial qui, pourtant, a connu une évolution remarquable de 1950 à 2001 ?

Nous répondrons à cette interrogation en étudiant d'abord les étapes de cette évolution des échanges, puis les raisons de la mauvaise insertion de l'Afrique dans le com

I- EVOLUTION DES ECHANGES MODIAUX DE 1950 à 2001

Depuis 1947, avec la création du GATT, les échanges mondiaux se sont développés plus rapidement que la production. Cette évolution s'est différemment manifestée en Europe et dans les autres continents pour plusieurs raisons.

A - Les différentes étapes de l'évolution des échanges mondiaux

Le développement est plus rapide en Europe qu'en Asie, dans les pays d'immigration européenne, les pays américains et africains.

100

1- Evolution des échanges commerciaux de 1950-1973

A partir des années 50 jusqu'aux chocs pétroliers, le commerce mondial a été très dynamique. Dans le monde on a enregistré une hausse de l'indice des exportations qui est passé de 100 en 1950 à 652 en 1974, soit une multiplication par 6,52 (Doc1). Cette tendance est confirmée par l'évolution des exportations de l'Europe occidentale qui sont passées de 41,1% à 45,8%, c'est-à-dire une hausse de 4,7 points (Doc2). En Europe de l'Est, Ex URSS, les échanges ont été moins dynamiques : une augmentation de 2,5 points seulement.

En Asie on a enregistré une forte hausse de la part des exportations mondiales de 7,9 points.

Dans les pays d'immigration européenne comme le Canada, l'Australie, la nouvelle Zélande etc. (Doc2), il est noté aussi une baisse de leur part des exportations dans celles du monde qui passe de 21,3% en 1950 à 15% en 1973. C'est aussi le cas en Afrique et en Amérique où on a enregistré respectivement 4,1 points et 4,2 points de baisse de leur part dans les exportations du monde

2 - Evolution du commerce mondial de 1973 à 1990

Le rythme d'évolution a baissé dans la période où l'indice d'évolution des exportations est passé de 652 à 1169, soit une multiplication par 11,69 de 1950 à 1990 ou par 1,79 (environ 2) entre 1973 et 1990. Dans les pays de l'Europe occidentale et les pays d'immigration européenne, il y a eu une faible augmentation de leur part dans les ventes mondiales à l'extérieur : respectivement + 0,4 point et 1,5 point. En Asie, on a noté un ralentissement de la hausse de leur part des exportations (3,6 points seulement), alors qu'en Afrique et en Europe de l'Est et Ex URSS, il y a eu une baisse de leur part : respectivement 2,8 points et 2,7 points.

En Amérique latine on a constaté une hausse de leur part de 0,1 point dans les exportations du monde.

3 - Evolution du commerce mondial de 1990 à 2001

A partir des années 90, on a remarqué une reprise du commerce mondial. L'indice des exportations mondiales est passé de 1169 à 2289 soit une multiplication par 22,89 entre 1950 et 2001 (ou une multiplication par presque 2 entre 1990 et 2001). Les pays d'immigration européenne, les pays asiatiques et les pays d'Amérique latine ont enregistré une hausse de leur part des exportations mondiales, respectivement de 1,9point, 1,5point et 0,9point.

Les pays d'Europe de l'Est et Ex URSS et d'Afrique ont enregistré une baisse de leur part dans le commerce respectivement de 3,4points, 0,7point et 0,2point.

Le commerce mondial a connu globalement une évolution positive avec une multiplication des exportations de 22,89(Question 3) qu'il devient nécessaire de connaître les raisons.

B - Les facteurs de l'évolution des échanges commerciaux dans le monde de 1950 à 2001

Le développement des échanges s'explique par leur meilleure, le progrès technique et la mondialisation de l'économie.

1- L'organisation des échanges mondiaux

La création du GATT en 1944 a beaucoup apporté aux échanges internationaux. En effet à travers ses principes que sont la non discrimination en matière commerce, la diminution des tarifs douaniers et la lutte contre toute forme de protectionnisme, le commerce mondial s'est

considérablement développé. Ainsi les échanges de marchandises (matières premières et produits manufacturés) se sont accrus. Bien que cette évolution soit marquée par des phases de crises liées aux chocs pétroliers de 1973 et 1979 (hausse du prix du baril du pétrole et du cours du dollar), la production mondiale et les exportations ont été boostées par l'émergence des pays d'Asie (les dragons) qui ont connu un développement industriel frappant dans les années 70.

En plus il faut noter la création de l'OMC (organisation mondiale du commerce) en 1995 venait d'approfondir ou renforcer les principes du GATT (General agreement on tariffs and Trade) et étendre son champ d'application dans le domaine des services.

2 - La mondialisation de l'économie

Définie comme une unification de la production, de la consommation, des marchés (capitaux, biens et services...), des cultures, ... la mondialisation a donné un coup de fouet aux échanges mondiaux. Apparue vers es années 80, ce phénomène a permis d'avoir une hausse des échanges. En effet, les producteurs opèrent à travers le monde à la recherche de coûts de production faibles et pour satisfaire une consommation des citoyens du monde qui ont presque les mêmes goûts. Les capitaux circulent librement à la recherche de rentabilité, à cause de la désintermédiation, le décloisonnement et la déréglementation.

102

3 - Le progrès technique

Le progrès technique a connu un développement à une vitesse vertigineuse à cause de la diffusion des Nouvelles techniques de l'information et de la communication(NTIC). En effet à travers les autoroutes de l'information, on note une intensification des échanges car, les capitaux, les biens et les services circulent aisément à travers le monde.

Force est de constater que le commerce mondial a connu une progression positive fulgurante entre les années 1950 et 2000, même si par moment cette évolution est perturbée par des crises dont les effets sont notables. Il urge de savoir pourquoi cette forte tendance du commerce mondial ne profite pas à certaines parties du monde comme l'Afrique.

II -Les facteurs de la faible insertion de l'Afrique dans le commerce mondial

Le continent africain est un continent mal inséré aux échanges internationaux pour des raisons liées au fonctionnement de son économie et à ses relations avec le reste du monde.

A - Les causes endogènes

La faible implication du continent noir au commerce est fortement liée à des facteurs économiques et politiques

1- Les causes économiques

En Afrique, les facteurs de production (capital et travail) sont de très mauvaise qualité. En effet, L'Afrique est l'un des continents qui présentent une évolution démographique très forte. Les taux de fécondité, de natalité ne cessent de croître. Dès lors il se pose le problème de sa prise en charge car les taux de croissance économique sont restés faibles. Les ressources étatiques ne suffisent pas dès lors pour la loger, la former, l'éduquer, la donner du travail, etc. La productivité du facteur capital humain est très faible pour soutenir alors la croissance. (Doc3). A cela il faut ajouter la faiblesse des moyens financiers pour faire face au développement technologique par le biais de la recherche-développement (Doc3). Ainsi le capital technique est aussi faible et peu productive. L'absence d'inventions et d'innovations, à l'instar des autres continents comme l'Europe, ne lui permet pas de s'adapter à la marche du monde. A cela s'ajoute que le climat d'investissement n'est pas favorable au développement du capital : infrastructures insuffisantes, fiscalité élevée, épargne faible,..., mais aussi une mauvaise organisation du marché intérieur (Doc3)

103

2 - Les causes politiques

Les institutions africaines héritées de la colonisation sont mal adaptées à la nouvelle donne mondiale. Ainsi, l'Afrique est caractérisée par la mal gouvernance politique et économique (Doc 3). Politique parce qu'on note une faiblesse démocratique. Les pays qui assurent une alternance par les urnes sont comptés, les lendemains électoraux sont toujours émaillés de troubles, la presse n'est pas totalement libre et la liberté de manifestation n'est qu'un vain mot.

Par ailleurs, il y a la mal gouvernance économique avec la corruption, la mauvaise gestion des entreprises privées et publiques et il n'existe pas de lois efficaces pour faire face. Ces différents facteurs limitent l'adaptation et la connexion du continent au marché mondial caractérisé en principe par la liberté de circulation des personnes et des capitaux.

A cela il faut ajouter les facteurs extérieurs.

B- Les facteurs exogènes

Parmi les facteurs qui empêchent l'Afrique de bien s'insérer au commerce mondial, on retrouve la structure de l'économie et la spécialisation.

1- Les origines structurelles

Depuis plusieurs siècles, l'Afrique a subi la domination coloniale qui en partie l'a appauvrie, car les métropoles ont puisé pendant très longtemps ses ressources matérielles et humaines. Cette présence coloniale a laissé en héritage un système économique inadapté et taillé à la mesure des besoins des européens. La conséquence immédiate est que la structure économique mise sur place présente une forme duale, désarticulée et dépendante.

Cette économie est duale car il coexiste un secteur moderne extraverti et un secteur traditionnel basé sur l'agriculture.

Désarticulée, cette économie présente deux secteurs dont les relations sont très faibles. D'ailleurs les relations du secteur moderne sont très poussées avec le reste du monde où il s'approvisionne en matières premières et équipements (l'extraversion).

Finalement, ce système devient un système dépendant car, sur le plan commercial l'Afrique achète ses biens de production à l'extérieur et y vend ses matières premières. Technologiquement ce continent n'a rien à offrir (pas d'invention et d'innovation) à cause de ses moyens financiers faibles.

Ces facteurs structurels ne peuvent permettre une économie productive adaptable au monde moderne.

104

2 - La spécialisation de l'économie africaine

Incapable de financer ses recherches, l'Afrique s'est spécialisée dans la production et la vente des produits primaires à faible valeur ajoutée (matières premières). Cette spécialisation rend l'économie africaine vulnérable aux changements rapides qui s'opèrent dans le monde. En effet la demande mondiale des produits primaires a été modifiée à cause de la substitution des produits primaires. (le coton est remplacé par les produits synthétiques, l'huile d'arachide par l'huile végétale,...).

Aussi les prix des produits primaires ne cessent de baisser (détérioration des termes de l'échange). Par ailleurs il faut noter que l'Afrique est absente sur le marché des produits manufacturés.

La conjugaison de tous ces éléments met l'Afrique dans une situation inconfortable et qui bloque son insertion au marché mondial.

En définitive, force est de constater que les échanges mondiaux ont évolué positivement depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Bien que les pays développés aient largement profité de cette évolution, les pays africains n'ont pas pu être bien insérés dans le commerce mondial à cause des insuffisances internes et leur mauvaise spécialisation internationale.

Il reste à inventer une nouvelle stratégie qui régira de façon équitable les échanges internationaux. L'Afrique pourra certes tirer son épingle du jeu, mais vu la position de son économie dans le monde, ses chances ne seront-elles pas minces ?

Échanges extérieurs

I- TRAVAIL PREPARATOIRE

Signification des nombres soulignés dans le document 1

12,2 : D'après le rapport annuel de l'OMC, 2002, les produits agricoles représentent 12,2% du total des produits commercialisés en 1990 dans le monde.

56,0 : D'après la même source, les produits manufacturés représentent 56,6% des produits commercialisés dans le monde en 2000.

1 - Comparaison de l'évolution de la part des produits primaires à celle des produits manufacturés entre 1990 et 2000 ; les facteurs explicatifs de cette évolution.

Les produits primaires sont des produits bruts d'origine agricole et minière. Ici il s'agit des produits agricoles, hydrocarbure et minerais.

Quant aux produits manufacturés, ce sont les produits qui ont subi une transformation. Dans la période 1990-2000, il faut dire que la part des produits primaires ont baissé dans le commerce des marchandises : de 3,1 points pour les produits agricoles et de 1,1 point pour les produits hydrocarbures et minerais. Alors que pour les produits manufacturés, ont enregistré une hausse de 5,6 points et une baisse de - 0,7 points pour les produits semi-manufacturés dans la même période.

Cette situation s'explique par la substitution de certains produits primaires sur le marché mondial; mais aussi par la détérioration des termes de l'échange que subissent les produits primaires. Par ailleurs la hausse des produits manufacturés, s'explique par l'arrivée sur le marché de ses produits par les pays émergents et l'innovation technologique qui donne plus de valeur à ces produits et le développement des firmes multinationales qui opère partout dans le monde à la recherche de bénéfices importants.

2 - Les pays dont une balance des services est excédentaire, sont les pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du nord. En effet on a la part des exportations de l'Europe de l'Ouest qui est supérieure à celle de ses importations de 2 point (43,7% - 41,7%). Cette différence est égale à 4,8 points pour l'Amérique du Nord (20,7% - 15,9%). Cette balance est

déficitaire pour le Japon et pour les autres pays : on a une différence de parts des exportations et des importations de - 3,1 points pour le Japon et - 3,7 points pour les autres. Les principaux pays regroupés dans la catégorie des autres sont : les pays d'Afrique, certains pays d'Asie, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est.

3 - Explication du passage souligné Doc 3

La spécialisation de ces pays les expose aux changements défavorables de la demande mondiale et des prix. Aussi ces pays voient leurs recettes d'exportation baisser d'où les déficits récurrents de leur valeur commerciale.

4 - Un IDE : c'est une opération économique d'acquisition (achat total) d'entreprise ou de participation à hauteur de 10% du capital par achat d'actions de façon à exercer une influence sur sa gestion.

- Calcul des parts des pays en développement entre 1990 et 2000

$$\text{Part} = (\text{VP}/\text{VT}) * 100$$

- PED₁₉₈₀ : $(8380/54945) * 100 = 15,25\%$; PED₂₀₀₀ : $(237894/1491934) * 100 = 15,94\%$

- Afrique₁₉₈₀ : $(380/54945) * 100 = 0,69\%$; Afrique₂₀₀₀ : $(8694/1491934) * 100 = 0,58\%$

- Asie₁₉₈₀ : $(516/54945) * 100 = 0,93\%$; Asie₂₀₀₀ : $(133795/1491934) * 100 = 8,97\%$

106

Part des pays en développement, de l'Afrique et de l'Asie dans les IDE (en%)

Groupe de pays	1980	2000
PED	15,25	15,94
Afrique	0,69	0,58
Asie	0,93	8,97

- Source : D'après CNUCED, Base de données les IDE, 2002

La part des IDE des PED dans les investissements directs étrangers a légèrement augmenté de 0,69 points entre 1980 et 2000 ; celle des pays asiatiques aussi a augmenté de 8,04 points, mais contrairement celle des pays africains a baissé de 0,11 points

II - QUESTION DE SYNTHÈSE

Depuis fin de la 2^{me} guerre mondiale, les échanges ne cessent d'augmenter. A partir des décennies 80 et 90, avec la mondialisation et la libéralisation du commerce sur la scène internationale, les transactions mondiales ont beaucoup évolué. Et ces échanges concernent aussi bien les différents types de biens et services, les capitaux, que les différentes zones géographiques du monde.

Comment ont évolué ces échanges et comment les différents pays en ont profité ?

La réponse à ces questions permettra d'étudier, dans un premier temps, l'évolution des échanges mondiaux et dans un second temps, la répartition de leurs gains entre les différents participants.

A - L'évolution récente des échanges mondiaux.

Les transactions portant sur les capitaux et sur les biens et services ont beaucoup progressé ces dernières années.

1- Evolution des capitaux

Les échanges de capitaux ont fortement augmenté pour plusieurs raisons.

- L'accroissement des échanges

Dans le monde, les échanges de capitaux ont augmenté à une vitesse vertigineuse. Ils sont passés de 54945 milliards de dollars d'IDE à 1491934 milliards, soit une multiplication par 27 entre 1980 et 2000. Dans les pays Sous développés ils ont été multipliés par 28,28 alors que dans les pays développés le coefficient multiplicateur est de 26,38 dans la même période. (Doc4)

- Les causes de cette évolution

Avec le phénomène de la globalisation financière caractérisée par désintermédiation, c'est-à-dire le fait que les intermédiaires financières ne sont plus seulement les banques, la réduction des règles qui constituent un obstacle aux échanges appelées dérèglement et le cloisonnement, c'est-à-dire l'élimination des barrières entre marchés, les capitaux circulent aisément dans le monde. Ainsi les firmes multinationales, qui sont des entreprises géantes mobilisant beaucoup de capitaux et à la recherche d'un bon climat d'investissement pour faire des profits, se sont développées

L'investissement dans le monde a augmenté pour impacter la production de biens et services.

2 - Les échanges de biens et services

La libre circulation qui a facilité les échanges de capitaux, a permis d'obtenir une augmentation de la production des biens et des services.

- La hausse de la production de biens et services

Cette augmentation des biens et services concerne aussi bien les produits manufacturés, les produits primaires, que les services. En effet la part des produits primaires a augmenté de 3,1 points et celle des produits manufacturés de 5,6 points de 1990 à 2000 (Doc 1).

Cette hausse a impacté sur les services qui ont aussi connu une hausse dans la période surtout en Europe de l'Ouest où les services représentaient 47,3% de leurs exportations et les importations de 41,7% du total d'importations.(Doc2)

- Les Causes du développement des échanges de biens et services

D'abord il a été noté un renforcement de l'organisation des échanges avec la création de l'OMC en 1995. Celle-ci a plus libéralisé les échanges en luttant contre toutes les formes de discrimination. C'est aussi le cas de la globalisation, le développement, la diffusion des TIC et le développement des moyens de communication, qui ont largement contribué à l'avancement des échanges. Il y a aussi l'augmentation de la Production mondiale des biens et services.

L'échange de capitaux et des services commerciaux ont donc beaucoup augmenté dans la période 1980 à 2000.

Cette évolution qui concerne aussi bien les pays sous-développés était profitable à tous.

III - La réparation des échanges mondiaux

Les gains qui résultent des échanges mondiaux sont inégalement répartis entre les pays développés et les pays en développement.

A - Les échanges dans les pays développés

Ils sont caractérisés par des échanges interzones et des échanges intra zones

1 - Les échanges interzones

Les échanges se sont accentués entre zones développés du monde. C'est ce qu'on appelle la triade (UE, Amérique du Nord, Japon). Ils s'expliquent par le développement des différentes zones qui ont connu une avancée

industrielle, technologique, des infrastructures de qualité ; elles sont aussi spécialisées dans la production et l'exportation des produits manufacturés.

2 - Les échanges intra zones

Aussi entre les mêmes pays de ces zones, les échanges sont considérablement développés. Cela s'explique par leur intégration caractérisée par des marchés très vastes, le développement des moyens de communication, la création et la diffusion de nouvelles techniques de l'information et de la communication. En 2001 l'Europe de l'Ouest avait réservé 43,7% de ses exportations des services commerciaux à la même zone et y a importé 41,7%.(DOC2)

Lorsque les échanges avaient connu une envolée entre les pays développés, il n'en était pas de même entre les pays sous développés.

B - Les échanges dans les pays en développement

Les échanges n'ont pas évolué de la même manière dans tous pays en développement. Ils ont plus progressé dans les nouveaux pays industrialisés que dans les pays les moins avancés.

1 - Les échanges dans les PMA

Ces pays sont caractérisés par un taux de croissance faible, une forte population pauvre, un taux épargne et un taux d'investissement faibles ; Ils sont aussi spécialisés dans la production et l'exportation des produits primaires à faible valeur ajoutée dont la demande mondiale a baissé à cause de la détérioration des termes de l'échange et la substitution des produits exportés. Les produits industriels exportés sont de faible technologie (Doc 3). Ce sont des pays qui présentent un mauvais climat d'investissement (infrastructure faible, impôts élevé, instabilités politiques...). Ainsi les entrées d'IDE sont faibles et le commerce moins dynamique.

2 - Les pays émergents

Ces pays se sont appuyés sur un climat d'investissement favorable, créé par les pouvoirs publics, pour attirer des capitaux et changer de spécialisation. En effet ces pays ont mis en œuvre des programmes de formation, d'éducation, de baisse de leur fiscalité. Ils ont utilisé aussi des stratégies de développement de substitution et de promotion d'exportations. Ainsi ces pays dont certains se trouvent en Asie (les dragons : Taiwan, Singapour, Hong Kong et Corée du Sud) et Amérique Latine (Mexique, Brésil,..., ont

changé de spécialisation et sont parvenus à concurrencer les pays développés sur le marché des produits manufacturés

Les échanges ont connu une forte évolution liée à la spécialisation des différents pays *

L'évolution des échanges mondiaux a été rapide dans les années 80 et 90 du fait de la hausse de la production due à la globalisation, au développement des NTIC, mais surtout à la libéralisation des échanges. Ce développement des échanges profite plus aux pays développés intégrés qui sont spécialisés dans les exportations de produits manufacturés.

On se demande le sort qui sera réservé aux PED dans un contexte futur de libéralisation de l'économie plus adaptée aux puissances économiques et financières.

Echanges extérieurs

THEME : L'intégration Economique et le Développement

-

DOCUMENT 1 :

-

Document 1a : *L'intégration Régionale.*

110

L'intégration régionale est une autre grande source potentielle d'accroissement des échanges et de l'investissement, d'efficience économique et de croissance en général. En Afrique subsaharienne, certains accords commerciaux régionaux ont contribué notablement à la réforme structurelle incitant à éliminer des pratiques commerciales et des procédures d'octroi de licences restrictives, à rationaliser les procédures et la réglementation douanières, à intégrer les marchés financiers, à simplifier les méthodes de transfert et de paiement, ainsi qu'à harmoniser le régime fiscal.

-

Source : Finances & Développement / Décembre 2001, page 16.

Document 1b : Répartition géographique des exportations mondiales en 1999

(en pourcentage du total mondial en 1999 = 5 339 milliards de dollars)

Zones d'origine des	
---------------------	--

Prix : 2.500FCFA

Réseau Scolaire 77 199 21 68

produits	Zones de destination des produits				
	Amérique du Nord	Europe de l'Ouest	Asie (Est Sud-est)	Autres pays	Total Monde
Amérique du nord	7,1	3,8	3,7	2,2	16,8
Europe de l'Ouest	4,1	33,2	2,8	6,0	46,1
Asie (Est Sud-est)	6,7	3,8	6,8	2,6	19,9
Autres pays	2,7	5,7	2,8	6,0	17,2
Total Monde	20,6	46,5	16,1	16,8	100

Source : CEPII, Économie mondiale 2002 la découverte page 42.

DOCUMENT 2 : UEMOA : Emplois et Ressources du PIB 1999 - 2001.

Données	Années	1999	2000	2001
Importations		5 615,9	6 013,6	6 433,6
Consommation Finale :		14 017,2	14 429,7	15 443,9
- Publique		2 036,6	1 966,9	2 216,5
- Privée		11 980,6	12 462,8	13 227,4
Investissement brut (FIC)		8 030,6	2 905,3	3 212,3
Exportations		412,2	5 668,6	5 881,6
Épargne intérieure		2 626,9	2 560,4	2 660,3

Source : BCEAO ; AFRISAT.

DOCUMENT 3 : Les problèmes d'intégration en Afrique

Les problèmes essentiels, étroitement liés entre les pays et présents dans tous les groupements, comprennent : le manque de soutien à la base c'est-à-dire l'idée est suscitée parfois par les pays donateurs souvent ancienne puissance coloniale, le manque d'hommes d'affaires privés qualifiés au niveau local, la dépendance excessive des pays africains vis-à-vis de l'extérieur sur tous les plans, difficultés opérationnelles et institutionnelles (problèmes de convertibilité monétaires...).

Source : Le Courrier, Novembre - Décembre 1992, page 55.

I - TRAVAIL PREPARATOIRE (10 points)

- 1 - Définir : Intégration économique ; Commerce intra zone ; Triade ; Compétitivité. (02 pts)
- 2 - Interpréter les chiffres soulignés (Document 1b). (01 pt)
- 3 -
 - a - Calculer le solde commercial de l'Europe de l'Ouest (01 pt)
 - b - Calculer le PIB de l'UEMOA en 2001 (Document 2) (01 pt)
- 4 - Quelles sont les raisons principales des fluctuations des exportations africaines ? (01 pt)
- 5 -
 - a - Calculer et interpréter le degré d'ouverture de l'UEMOA en 2001. (01 pt)
 - b - Quels sont les effets positifs de l'ouverture à l'économie mondiale (01 pt)
- 6 - En quoi chacun des éléments ci-dessous peut entraver l'intégration économique. (02 pts)
 - l'inconvertibilité des monnaies ;
 - l'absence d'infrastructures ;
 - la diversité linguistique ;
 - la nature des produits échangés.

II - QUESTION DE SYNTHESE (10 points)

A partir de vos connaissances et des documents ci-joints, vous montrerez l'intérêt de l'intégration économique en Afrique puis vous analyserez les difficultés à la mettre en place dans le continent.

Un fascicule sans tampon est considéré comme fraude.

**Merci de signaler les manquements, suggestions et erreurs au
783703151**

Présentation du Réseau Scolaire

Le réseau scolaire est une plateforme dont l'objectif principale se trouve être la promotion de l'éducation.

Date de la création 15 Octobre 2016

Date du lancement 02 Novembre 2017

Premier recrutement de bénévoles Mars 2018

Elle a été mise sur pied en Octobre 2016 par un groupe d'étudiants répartie au niveau du territoire national sénégalais, après avoir compris les défis que pose l'éducation au niveau mondiale et particulièrement dans notre pays. La centralité accordée à l'éducation dans les traités, pactes et accords montre son potentiel comme catalyseur du développement mais aussi la place de choix qu'occupe ce secteur.

Les actions et interventions

Diffusion de l'information

Le constat est que l'accès à l'information se trouve être un problème pour les différents acteurs du secteur éducatif (élèves, étudiants les professionnels...). Il s'agit d'un handicap majeur pour ces derniers qui ont du mal à accéder à la bonne information. Car le partage est pour la plus part limité.

Ainsi, via le canal de la technologie de l'information et de la communication et la création de relations avec les centres d'orientations, nous comptons y apporter notre contribution. En plus de cet aspect, elle sensibilise les parents sur l'importance de l'éducation et de la formation de la jeunesse.

L'encadrement

Les élèves du Moyen et Secondaire surtout ont besoin d'un encadrement pour réussir. En effet, le suivi et l'encadrement de ces élèves se trouve être capital pour leur réussite. Ils ne parviennent pas à en bénéficier pour la plus part par manque moyen ou absence d'opportunités, et cela contribue parfois à la baisse du niveau voir même à l'échec.

Les établissements disposent souvent de bons élèves qui ont besoin d'un bon encadrement pour réussir.

Participation à la création d'un environnement propice à la réussite

Trouvant que parfois certains besoins nécessaire à la réussite sont parfois négligés. Il importe d'avoir des initiatives à travers l'engagement citoyen pour résoudre des problèmes que rencontrent certaines structures éducatives.

Action sociale

Nous nous trouvons dans un pays où le seuil de pauvreté reste plus ou moins élevé. Le problème de moyens se pose souvent pour l'accès à l'éducation. Les populations disposent de ressources limitées et cela pose le problème crucial d'accès aux offres de formation de base.

Ressources

Le bon déroulement de la structure et de ces activités repose sur les partenariats qu'elle peut tisser. Une collaboration avec les partenaires internes et externes est capitale. Pour l'atteinte des objectifs fixés, un partenariat solide est nécessaire avec les structures locales et extérieures soucieuses du développement et conscientes de la place qu'occupe l'éducation. Ainsi en conformité avec son projet originel, la structure procèdera de façon assez régulière des demandes de partenariat, des demandes de sponsoring.